

# À L'ENCONTRE

n° 12

2003

5 francs

● Contributions de Claude **Serfati**, François **Chesnais**, Alex **Callinicos**, Daniel **Bensaïd**, Gérard **Duménil** & Dominique **Lévy**, Michel **Husson**, Paolo **Turco**, Aldo **Romero**, Ricardo **Antunes**, Claudio **Katz**, Yasmine **Mather**, Louis **Gill**, John **Bellamy Foster**

● **UNE NOUVELLE SITUATION INTERNATIONALE  
APRÈS LA GUERRE CONTRE L'IRAK**

## Sommaire

### Nouvelle situation internationale après la guerre contre l'Irak

Impérialisme et militarisme (Claude Serfati)	3
Les dimensions multiples du projet impérialiste (François Chesnais)	6
Les soubassements de la politique guerrière des USA (Alex Callinicos)	10
Un nouveau partage violent (Daniel Bensaïd)	12
Un impérialisme hiérarchisé (Gérard Duménil, Dominique Lévy)	14
Une hégémonie peu sûre d'elle (Michel Husson)	17
Vers une collision inévitable (Paolo Turco)	20
Vers une situation plus instable (Aldo Romero)	24
Un cycle historique commence (Ricardo Antunes)	27
Du projet... à sa réalisation (Claudio Katz)	29
Iran: guerre et lutte de classe (Yasmine Mather)	31
Force et vulnérabilité des USA (Louis Gill)	33
L'Amérique impériale et la guerre (John Bellamy Foster)	35
A lire	40

[www.alencontre.org](http://www.alencontre.org)

• **FRANCE. Un bilan des luttes des précaires: des Macdo à Eurodisney, G. Soriano**

• **SUISSE. Industrie des machines: la paix du travail dans le vent, J.-F. Marquis**

• **BRÉSIL. Lettre ouverte à Lula. Ana Maria Freire, Chico Buarque, Emir Sader, Leonardo Boff...**

• **CUBA fait mal. A propos de la peine de mort, Eduardo Galeano**

## À L'ENCONTRE

<http://www.alencontre.org>  
administration@alencontre.org  
fax: 021 661 20 71  
cp. 120, 1000 Lausanne 20  
cep 10-25669-5

10 numéros par année  
• abonnement annuel: 50.-  
• abonnement de soutien: dès 75.-

Editeur responsable: Alain Gonthier  
Mise en page et impression: CODIS, Lausanne

# Les questions qui organisent ce numéro

*Dans le cadre de la préparation du Forum international des 16 et 17 mai 2003 (voir site [www.alencontre.org](http://www.alencontre.org)), en collaboration avec la revue Carré Rouge, ce numéro de à l'encontre porte à connaissance de nos lectrices et lecteurs les réponses données par divers militant·e·s à des questions formulées par François Chesnais.*

*Les réponses ont été données, à chaud, avant même la chute de Bagdad, le 10 avril 2003. Le but consistait et consiste à ouvrir un débat au sein de la gauche radicale pour préciser la nouveauté de la situation internationale qu'implique ou que n'implique pas la guerre contre l'Irak.*

*Les questions étaient au nombre de quatre.*

*1° L'invasion de l'Irak par les Etats-Unis traduit-elle véritablement la maîtrise des événements et des processus politiques dont les stratèges américains se targuent? N'a-t-elle pas au contraire des allures de fuite en avant, traduisant une crise de direction politique de l'impérialisme d'une certaine ou même d'une grande gravité? L'agression contre l'Irak n'annonce-t-elle pas le début d'une période d'extrême instabilité internationale, politique et économique?*

*2° Si l'agression américano-britannique doit être mise en rapport avec le krach boursier rampant et avec la crise financière, ainsi qu'économique, dont il est l'expression, ne faut-il pas dépasser cet aspect conjoncturel en reliant cette agression aux relations de dépendance économiques fortement parasitaires que les Etats-Unis ont établies – avec presque toutes les parties de l'économie mondiale – à la faveur de la mondialisation contemporaine? N'y a-t-il pas nécessité de définir avec plus de précision les traits particuliers des rapports*

*impérialistes dont les Etats-Unis sont le pivot et le principal bénéficiaire?*

*3° Les clivages apparus au sein du Conseil de sécurité de l'ONU annoncent-ils un retour vers des conflits inter-impérialistes qui auraient une quelconque analogie avec ceux des phases antérieures de l'impérialisme? S'il s'agit de fissures dans le front impérialiste d'un type nouveau et d'une moindre envergure, quels en sont les causes et quelle en est la portée?*

*4° A quelles conditions les manifestations contre la guerre peuvent-elles ouvrir un espace élargi pour le combat anticapitaliste?*

*Les contributions que nous publions, conjointement avec la revue Carré Rouge, sont destinées non pas à donner une réponse – la lecture des textes suffira pour s'en convaincre –, mais à ouvrir un débat.*

*Pour compléter ce dossier, nous avons traduit un texte qui vient de paraître de John Bellamy Foster, un des rédacteurs de la Monthly Review, et qui, avec Louis Gill, parle depuis le continent nord-américain. La contribution de John Bellamy Foster n'a pas été écrite en relation avec les questions susmentionnées.*

*Enfin, le Mouvement pour le socialisme (MPS) a rassemblé diverses contributions, analyses faites sur le moment dans un ouvrage intitulé La guerre contre l'Irak: début d'un cycle? (136 p., 12 FS, 8 euros) Cet ouvrage peut être obtenu en écrivant à la revue à l'encontre, par courrier, par e-mail ou par fax.*

Ce numéro est illustré d'une suite de photos témoignant des diverses manifestations contre la guerre qui se sont déroulées durant ce printemps 2003.

# Impérialisme et militarisme

Claude Serfati\*

La montée du militarisme américain, dont l'invasion de l'Irak est un moment, est étroitement liée à des caractéristiques géopolitiques et économiques de la phase actuelle du capitalisme. La manière dont les forces compulsives qui nourrissent le militarisme et les guerres<sup>1</sup> se fraient une voie et finissent par s'imposer dans certaines configurations historiques et institutionnelles doit être analysée avec soin, sous peine de ressasser des généralités. On ne peut pas parler des « guerres en général » même à propos des guerres menées à l'époque de l'impérialisme analysée par Hobson et les marxistes de la II<sup>e</sup> Internationale. Les guerres de conquête coloniale, qui ont consolidé les pays impérialistes, se passaient dans des conditions économiques et politiques, comportaient des objectifs qui différaient sur de nombreux points des deux Guerres mondiales du XX<sup>e</sup> siècle, qui ont directement opposé ces mêmes puissances impérialistes. Affirmer que la guerre et le militarisme ont toujours été une arme de domination du capital est un point de départ nécessaire. Toutefois, cela ne mène pas très loin si on tire comme leçon (même préliminaire) de la guerre contre l'Irak qu'il n'y a pas grand-chose de nouveau sous le ciel impérialiste et que l'économie continue « comme avant » une fois la guerre terminée.

Trois facteurs absolument complémentaires me paraissent déterminants pour comprendre la situation actuelle. D'abord, la guerre contre l'Irak s'inscrit non seulement dans la continuité « historique » de la politique impérialiste des États-Unis, mais surtout dans sa réactivation à grande échelle, déjà plus qu'évidente au cours des années 1990. Cette réactivation, de même que l'imbrication plus étroite de l'économie et du militarisme ont été généralement sous-estimées par les marxistes travaillant dans le domaine de la critique de l'économie du capital. En second lieu, la

régénération du système militaro-industriel, dont les liens avec le capital financier (investisseurs institutionnels, marchés financiers) se sont sérieusement renforcés dans la décennie passée, renforce l'inexorabilité de la guerre.

Le troisième facteur majeur résulte des contradictions auxquelles la mondialisation du capital a conduit. Celle-ci a enfoncé la plus grande partie de la planète dans la crise et mis en cause les conditions de survie d'une partie croissante de l'humanité. Un cycle de la mondialisation du capital s'est clos en 2000. Les États-Unis ont été à leur tour confrontés à une récession dès la fin 2000 (bien avant les attentats du 11 septembre). Ils sont à l'évidence les principaux bénéficiaires de l'emprise croissante exercée à l'échelle mondiale par le capital financier. Cependant, dès lors que l'on considère l'économie mondiale « *comme une puissante réalité interdépendante créée par la division du travail et par le marché mondial, qui à notre époque domine tous les marchés nationaux* »<sup>2</sup>, il est absurde de considérer que le capitalisme américain peut être durablement « hors-la-crise ». L'accumulation de contradictions, dont une forme contemporaine majeure se manifeste dans un parasitisme financier de grande ampleur, s'est exprimée au cœur de l'État rentier dominant. Ces trois facteurs se sont auto-renforcés et nécessitent un réexamen, qui ne peut être fait ici, de la relation de l'« économique » au politique (qui inclut le militaire) au sein du capitalisme comme mode de domination sociale.

## Un terrorisme d'État et néanmoins une fuite en avant

La guerre contre l'Irak représente une fuite en avant de Bush et de son équipe. Leur comportement n'est certes pas fondé sur un terrorisme artisanal, mais sur un terrorisme d'État fondé sur une formidable puissance de forces destructrices. Le risque pour l'Administration ne se situe donc pas sur le plan des rapports de force militaires, mais tient aux conditions dans lesquelles cette guerre est engagée. L'Administration Bush déclenche des mécanismes qui vont non seulement être catastrophiques pour les

exploités, mais qui risquent de se révéler dévastateurs sur le plan des relations géopolitiques et économiques internationales. Bush n'est pas Roosevelt, le mandat néocolonial qu'il va mettre en place n'est pas le Plan Marshall; Bagdad n'est pas (encore ?) Dresde<sup>3</sup>.

L'Administration Bush se lance dans la guerre contre l'Irak en ébranlant profondément le cadre institutionnel des relations économiques et politiques internationales. L'opposition massive des peuples à la guerre est évidemment un événement majeur, comme l'est également le contournement de l'ONU (voir plus bas). Mais l'ébranlement porte aussi sur la configuration des rapports économiques établie dans les années 1990. La domination du capital financier et les processus de mise en valeur du capital productif ont poussé à un degré très élevé l'interdépendance entre les grands groupes multinationaux, et d'abord ceux de la zone transatlantique. Cette interdépendance combine la coopération pour faire produire toujours plus de valeur par les salariés, et la concurrence pour préserver les parts de marché, dans un contexte où l'accumulation du capital à l'échelle mondiale s'est faite à un rythme très ralenti dans les dernières décennies.

L'impasse à laquelle conduit la domination du capital rentier, et qui est désormais perceptible même aux États-Unis, renforce la recherche de solutions dans lesquelles la préservation des intérêts des élites politiques et des classes dominantes doit être directement assurée par la force. Le « clan Bush » a été sérieusement épuré des personnalités « modérées » qui entouraient Bush père. Ses appuis sont les groupes financiers, pétroliers et militaro-industriels. Il représente l'aile marchante des classes dominantes des États-Unis. En leur sein, certaines fractions « éclairées » peuvent être effrayées par l'intégrisme religieux et l'« unilatéralisme » de l'Administration, mais à cette étape, ces inquiétudes s'effacent devant l'inéluctabilité du choix. En dépit de la fuite en avant actuelle, la politique de celle-ci constitue la seule solution dont les classes dominantes des États-Unis disposent à ▶

\* Auteur de *La mondialisation armée, le déséquilibre de la terre*, Textuel, 2001; *Les enjeux de la mondialisation, un regard critique*, Octares, 2003.

l'étape actuelle (c'est vrai aussi pour la fraction organisée en Grande-Bretagne autour de la City, dans un degré d'interpénétration élevé avec les marchés financiers américains).

Imposer un « mandat » sur l'Irak, organiser la prédation de ses ressources pétrolières et défendre demain la domination du capital rentier par des interventions militaires encore plus puissantes en Amérique latine et ailleurs, marque un changement radical dans le type de domination sur les classes et les peuples, mais également dans les relations avec les autres pays impérialistes. Cette guerre et celles qui risquent de suivre dans la foulée n'annoncent pas un capitalisme dans lequel la « paix des marchés » régnerait. Elle introduit de profonds éléments perturbateurs, y compris dans les processus économiques qui se sont déroulés depuis une décennie. Le mode de domination sociale du capital qui résultera de l'occupation de l'Irak aura peu à voir avec les règles qui sont discutées au sein de l'OMC.

La guerre contre l'Irak est engagée à un moment où l'Administration Bush, confrontée à la récession et à un chômage qui ne cesse de croître, a fait adopter un programme budgétaire dont même les milieux d'affaires doutent fort qu'il puisse substantiellement relancer la croissance. Ses traits dominants sont une augmentation des dépenses militaires et une réduction massive des impôts pour la minorité la plus riche et rentière de la population<sup>4</sup>. De la manière dont sera conclue la guerre contre l'Irak et du prix du pétrole dépendront l'ampleur et la durée du « soulagement des marchés », le volume de capitaux qui afflueront du reste du monde en quête de sécurité retrouvée sur les places financières américaines et la confiance des ménages américains. Cependant, le stimulant dont pourrait bénéficier l'économie américaine risque d'être de courte durée. L'instabilité croissante des cycles de croissance et de récession qui a caractérisé l'économie mondiale au cours des années 1990 sera encore renforcée par les guerres et interventions militaires que mèneront les États-Unis, au nom de leur sécurité nationale qui, rappelons-le encore une fois, inclut la défense des systèmes globaux financiers, commerciaux, de transport et d'énergie.

## Chirac et l'ONU

Un point faible du mouvement contre la guerre impérialiste de Bush, perceptible aussi dans les analyses faites par les spécialistes qui se situent dans une problématique « anticapitaliste », concerne la place qu'ils accordent aux gouvernements des autres pays capitalistes, notamment la France.

On assiste depuis quelques mois à un rassemblement consensuel explicite ou tacite<sup>5</sup> autour de la « position de la France » sur la question de l'Irak qui mérite réflexion. La position défendue par Chirac et de Villepin était que l'Irak devait être désarmé par des moyens pacifiques et sur mandat du Conseil de sécurité de l'ONU. Il n'est pas besoin de reprendre les termes véhéments utilisés par les dirigeants soviétiques contre la SDN (une « caverne des brigands ») ou ceux employés pour de tout autres raisons par de Gaulle pour qualifier l'ONU (ce « machin ») pour s'interroger sur le bilan réel de l'ONU.

La résolution 1441 a été ainsi présentée comme un aboutissement (et un succès) de la diplomatie française. Elle se situait en fait dans la lignée de nombreuses résolutions dont l'ambiguïté sémantique a permis dans le passé des interprétations à la carte par les pays concernés. Qui a trouvé à y redire dans le proche passé ? Qui se rappelle encore que la précédente guerre contre l'Irak (pas la première, puisque les agressions coloniales n'ont pas manqué au cours du XXe siècle contre ce pays) était menée par G. Bush père sans autorisation explicite des Nations unies ? Plus récemment, la guerre menée en Serbie par l'OTAN n'avait pas la moindre couverture juridique, pas plus que n'en avaient les bombardements incessants sur l'Irak depuis 1998. Et on passera sur le bombardement du réacteur nucléaire Osirak en 1981, le bombardement américain sur la Libye en 1986, contre le Soudan et l'Afghanistan (par le « multilatéraliste » Clinton). On passera également sur le « deux poids, deux mesures » observé par un chercheur et militant américain, S. Zunes, qui a recensé, sans souci d'exhaustivité, 91 violations de résolutions votées par le Conseil de sécurité. Les deux alliés stratégiques des États-Unis, Israël et la Turquie, viennent largement

en tête (56 violations sur les 91 comptabilisées). Je partage sur ce thème le point de vue de M. Chemillier-Gendreau lorsqu'elle écrit « *le système [fondé sur le droit de veto des membres permanents, C.S.] est arrivé à produire lui-même les violations des droits de l'homme* »<sup>6</sup>.

L'essentiel de la politique de la France a été consacré à tenter de sauver la légitimité du Conseil de sécurité de l'ONU, et de façon plus précise, le droit de veto qu'y détiennent les cinq membres permanents depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le fait nouveau est que, malgré les tentatives faites par tous les pays dominants, il n'a pas été possible d'obtenir une seconde résolution de l'ONU. Les clivages intervenus au Conseil de sécurité révèlent sans aucun doute de profondes divergences. Chirac n'a pas adopté une position différente des États-Unis par amour pour la démocratie et les droits de l'homme. Il se jouait à l'ONU une partie décisive. Elle concernait l'adéquation entre cette institution, son mode de fonctionnement hérité des rapports de force construits après la Seconde Guerre mondiale et la réalité des nouveaux rapports de force géopolitiques et économiques qui se sont formés au cours de la décennie 1990. Deux « logiques » se sont affrontées : d'une part, la liberté que se donnent les États-Unis de s'affranchir de nombreux traités et règles de droit international, à commencer par ceux concernant la « sécurité internationale », d'autre part la défense de leur statut privilégié au Conseil de sécurité par la France et la Russie, et ainsi la préservation des formes de domination politique incarnées dans le droit de veto des membres permanents.

Le gouvernement français, engagé dans de périlleuses interventions militaires et diplomatiques pour sauver les positions de la France et de ses groupes financiers en Afrique, n'est jamais sorti de ce cadre onusien... et de la réaffirmation que la France est un allié fidèle des États-Unis. L'autorisation de survol donnée aux bombardiers américains chargés d'armes de destruction massive « parce que c'est une tradition entre pays membres de l'OTAN » (Chirac) n'est qu'un signe parmi d'autres des limites que Chirac se refuse à franchir. Depuis le début de cette guerre, la diplomatie française agit sur un axe : l'après-guerre et le rôle que doit y jouer l'ONU<sup>7</sup>. Il ne s'agit pas seulement de la tentative,

un peu dérisoire, de transformer l'ONU en organisation humanitaire (« faire la vaissele des Américains »). Il s'agit plus profondément d'instituer, sous l'égide de la « communauté internationale », un retour au mandat proposé au temps de la SDN. C'est le seul cadre dans lequel le gouvernement français pourrait espérer jouer un rôle. Le compromis à trouver porte sur les équilibres de pouvoir entre les États-Unis et les autres pays, la place de l'ONU et de l'OTAN dans la gestion du mandat.

### Réalité et limites des rivalités inter-impérialistes

Les rivalités inter-impérialistes n'ont pas disparu dans les décennies d'après-guerre au profit de la création d'un « super-impérialisme ». Elles ne sont pas non plus dissoutes dans la mondialisation du capital qui aurait donné naissance à une domination des grands groupes financiers multinationaux qui auraient, par leur comportement, mis fin aux frontières et aux États<sup>8</sup>. La paix entre les pays impérialistes a enfin régné après la barbarie des guerres inter-impérialistes du XXe siècle, en raison de l'extraordinaire suprématie militaire, mais aussi de l'importance des États-Unis pour les classes dirigeantes « occidentales » (qui incluent ici le Japon, l'Australie, etc.). Cependant, personne ne peut croire que demain les États-Unis attendront passivement une montée en puissance du capitalisme chinois impulsée par les dirigeants du PC chinois qui les menacerait.

Les désaccords entre la France et l'Allemagne et les États-Unis reposent pour une part importante sur les rivalités économiques. Pas seulement pour l'accès au pétrole irakien (Elf possède 25% des droits de développement du pétrole de ce pays), mais plus généralement sur les règles du jeu de la concurrence internationale. La concurrence entre les pays capitalistes n'a jamais été un terrain de jeu nivelé sur lequel les joueurs respectent les règles et les arbitres. Ou plutôt, ce n'est que lorsque le partage du monde est équitable (pour les classes dominantes) ou convient aux « joueurs », c'est-à-dire lorsque l'accumulation est relativement stable qu'un calme provisoire règne. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. La prédation organisée par le déploiement du capital financier n'a pas suffi à l'écono-

mie américaine pour échapper à la crise. Les classes dominantes de l'Europe cherchent à s'organiser face à la voracité du capital américain adossé à la puissance militaire. Cette résistance concerne à la fois la concurrence directe sur les marchés américains et européens, qui ensemble représentent le cœur de la mondialisation du capital (entre 60 et 80% des échanges commerciaux, des Investissements des groupes multinationaux, des places financières, etc.), mais également aux prétentions du capital américain, adossé à la puissance militaire, de marginaliser ces concurrents par les moyens « déloyaux » de la guerre effective, de la pression militaro-diplomatique sur les pays (par exemple la tragi-comédie du prêt au gouvernement turc en contrepartie de son acceptation que les troupes et les avions américains passent par leur territoire).

Le problème se joue, une fois de plus, en Europe. Les classes dominantes des deux pays majeurs (les classes dominantes de la Grande-Bretagne, quoiqu'elles-mêmes traversées par des clivages sur la question des relations avec les États-Unis, occupent une place et ont un comportement différents) souffrent plus que jamais de l'absence d'un État européen, dont la matérialisation véritable ne serait pas la monnaie unique, mais la mise en place d'une défense commune qui revendiquerait son autonomie face aux États-Unis.

### Deux problèmes cruciaux

Pour l'avenir du combat contre la guerre et contre le capitalisme, deux problèmes sont cruciaux. Le premier concerne le soutien apporté par les dirigeants du mouvement ouvrier et social à la position de Chirac sur l'Irak. Le consensus qui existe en France sur le rôle que devrait jouer l'ONU dans cette question me paraît marquer une faiblesse de la réflexion du mouvement politique anticapitaliste. Le débat sur un autre ordre politique mondial était possible et nécessaire, qui ne s'arrêterait pas à demander à Chirac d'utiliser le droit de veto dont la France dispose à l'ONU. Quand Chirac déclare que l'attitude conciliante de Saddam Hussein est liée à la menace exercée par l'armada américaine, il fixe les contours de sa conception du droit international<sup>9</sup>.

Ce qu'on appelle « la crise de l'ONU » est son inadaptation aux nouveaux rapports de force. Le mouvement anti-capitaliste doit formuler des revendications offensives sur les questions de la constitution des formes politiques de l'« alter-mondialisation ». Le second problème concerne la compréhension de la relation entre guerre et mondialisation du capital. La guerre contre l'Irak ne doit pas masquer que la planète est déchirée par les guerres. Les guerres en Afrique sont, de façon exemplaire, partie prenante de la domination du capital financier et rentier. Elles ne peuvent être sous-estimées par le mouvement anti-impérialiste, en particulier en France, lorsqu'on connaît la responsabilité des réseaux politiques et financiers (la « Franceafrique ») dans le chaos et la destruction massive des populations africaines. ■

1. Ce que Jaurès condensait dans cette formule : « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ».

2. Trotski, Préface de l'édition française (rédigée en 1930) à la *Révolution Permanente*.

3. En février 1945, l'aviation alliée bombarde Dresde, en fait la rasa, et 250000 personnes périrent. L'objectif de la campagne était la destruction des usines d'armement, la date et l'ampleur du massacre indiquent plutôt qu'elle constituait en réalité une extermination physique de la résistance ouvrière et populaire qui aurait sans doute émergé sur les décombres de l'État nazi.

4. Le magazine *Business Week* (20 janvier 2003) a titré son dossier consacré au programme budgétaire : « Guerre de classes ? ». Les éléments rassemblés dans le dossier indiquent qu'il n'y a aucun doute sur le fait que le point d'interrogation est inutile.

5. Dans la belle tradition de la Ve République, les parlementaires français n'ont pas eu à voter sur cette position, l'argument étant que les affaires étrangères sont du ressort du président de la République...

6. *Droit international et démocratie mondiale. Les raisons d'un échec*, La Discorde, Textuel, 2002, p. 27.

7. Voir les déclarations d'allégeance de Villepin le 26 mars à Londres et, depuis, le souhait que les États-Unis gagnent cette guerre... illégale.

8. J'ai abordé ces questions dans « Une bourgeoisie mondiale pour un capital financier mondialisé ? » dans (ouvrage collectif) *La bourgeoisie : Classe dirigeante d'un nouveau capitalisme*, Syllepse, 2001

9. Ce que J. Nikonoff, président d'ATTAC, appelle dans un entretien avec *l'Humanité* (19 mars 2003), « une position universaliste... Pourquoi la même chose ne fonctionnerait-elle pas sur le plan de la mondialisation économique?... Si Chirac voulait vraiment entrer dans l'histoire, comme certains en parlent, il situerait également son action sur le plan économique et social. » Il ne le fait donc pas ?

# Saisir les dimensions multiples

François Chesnais\*

L'agression des États-Unis contre l'Irak pour renverser le régime, occuper le pays et y établir un proconsulat militaire doit être analysée de façon simultanée et contradictoire sur deux plans. L'invasion traduit des tendances très profondes de la société bourgeoise à l'époque de l'impérialisme, avivées par la présence au pouvoir d'un clan impérialiste précis. L'agression a pourtant mis à nu la fragilité politique du dispositif. Elle a déclenché des processus auxquels les États-Unis ont répondu chaque fois en passant en force, ce qui peut déboucher sur une vraie politique de fuite en avant.

**Première dimension,** les tendances profondes de l'impérialisme. La phase immédiate de la préparation politique de l'agression contre l'Irak a commencé avec la publication, le 17 septembre 2002, d'un document où le gouvernement Bush s'arroge le droit de livrer des guerres préventives chaque fois qu'il considérera que la sécurité nationale et les intérêts des États-Unis sont menacés. Il y aurait « menace » dès que certains « principes », à savoir « la démocratie, la liberté des marchés, le libre-échange », sont remis en cause où que ce soit. Le financier George Soros parle d'un « fondamentalisme de marché » qui prétend se donner la puissance militaire comme source de légitimation : « *Aucun empire ne peut reposer exclusivement sur la puissance militaire. Or c'est cette idée qui anime aujourd'hui le gouvernement américain. Sharon y croit aussi et on voit les résultats. L'idée que la puissance fonde le droit est inconciliable avec l'idée d'une société ouverte* »<sup>1</sup>. L'affirmation, reprise dans les discours de G. W. Bush, d'une conception où « la puissance fonde le droit » n'est pas nouvelle. Elle a été appliquée, de façon pragmatique et sans être théorisée, par la Grande-Bretagne à l'apogée de son empire, avant d'être proclamée par Hitler pour qui « *le droit est ce qui est bon pour le peuple allemand* »<sup>2</sup>.

Il ne s'agit pas d'établir d'analogie directe, mais de rappeler avec Hannah Arendt que l'élément en germe dans la société bourgeoise dès sa naissance, à savoir « *le besoin pour le processus illimité de l'accumulation du capital* » de rencontrer « *la structure politique d'un "pouvoir illimité", si illimité qu'il puisse protéger la propriété privée grandissante en accroissant sans cesse sa puissance* »<sup>3</sup>, trouve son plein épanouissement à l'époque de l'impérialisme. « *La surproduction de capital et l'apparition d'argent "superflu" résultant d'une épargne ne trouvant plus d'investissement productif à l'intérieur des frontières nationales* »<sup>4</sup>, voit la naissance de formes politiques nouvelles, dont l'une des composantes est la formation d'un corps de « *fonctionnaires de la violence [qui] ne peuvent penser que dans les termes d'une politique de pouvoir* » et de production et reproduction d'un pouvoir illimité « *comme une fin en soi* »<sup>5</sup>. Les États-Unis sont devenus le principal champ d'un tel processus. Avec la mutation par étapes du complexe militaro-industriel en « *complexe militaro-sécuritaire* »<sup>6</sup> et le recours toujours plus poussé à la technologie, le Pentagone et les généraux américains ont accentué toujours plus leurs traits de « fonctionnaires de la violence ». Ils se sont également rapprochés du centre du pouvoir. En conjonction avec les groupes industriels de l'armement, les groupes pétroliers et le réseau de « think tanks » financés par les fondations où s'abritent les « néo-conservateurs », ils forment un bloc d'intérêts pour qui la reproduction du pouvoir, le leur et celui de l'État américain dont ils sont le cœur, est devenue « une fin en soi ». La particularité du gouvernement Bush est d'être le premier gouvernement dans lequel ce bloc a autant de ministres, sous-ministres et conseillers spéciaux. Ceux-ci sont loin d'avoir le pragmatisme associé généralement aux États pour lesquels la finance, le commerce et la tranquillité des affaires sont cruciaux. Mue par la conviction d'avoir une mission divine et forte des calculs de leurs programmes d'ordinateur, cette nouvelle génération

de « fonctionnaires de la violence » croit pouvoir façonner la réalité selon ses représentations et ses besoins. Jean-Claude Casanova, élève de Raymond Aron, peu enclin au catastrophisme, avertit ses amis américains que l'occupation militaire directe du Moyen-Orient est peut-être « *généreuse par ses intentions, mais [...] pourrait être génératrice de catastrophes* ». Et d'ajouter qu'elle « *serait, en tous les cas, difficile à mener, comme toute politique impériale, par une démocratie* »<sup>7</sup>.

**Deuxième dimension :** la manière dont les rapports politiques sont venus entraver les projets du gouvernement Bush et dont il réagit. L'agression contre l'Irak a été préparée dans le moindre détail par des gens qui étaient (et certains le demeurent toujours) convaincus d'avoir une maîtrise à peu près complète des processus militaires aussi bien que politiques. Ils se sont pourtant heurtés à une succession de résistances qu'ils n'avaient pas prévues ou qu'ils étaient persuadés pouvoir balayer facilement. Les premières sont venues du gouvernement allemand, de Jacques Chirac et des appareils bureaucrate-capitalistes russe et chinois. Ils ont interdit aux États-Unis d'avoir une majorité au Conseil de sécurité, mais même le Mexique et le Chili, sans parler du Pakistan, ont fait connaître leur refus d'appuyer l'agression. Il n'y a donc eu que le Royaume-Uni pour accompagner les États-Unis militairement. Ceux-ci ont reçu, parmi les États d'un certain poids, l'appui politique, assez tiède, du seul Japon. En pleine guerre, celui-ci annonce haut et fort le lancement de deux satellites d'observation militaire ; façon de déclarer : c'est aux puissances régionales d'Asie de régler les problèmes tels que ceux de la Corée du Nord.

Les résistances politiques au Conseil de sécurité et même à l'OTAN, loin de faire réfléchir Bush et les siens, les ont raidis. Ils se sont enfermés dans une option unique, aux antipodes de l'action politique maîtrisée. Leur victoire militaire en Irak ne fait pas de doute, mais sur le plan politique elle peut se transformer

\* Economiste, membre du comité de rédaction de la revue *Carré rouge* et du conseil scientifique d'attac.

# d'un projet impérialiste

plus tard en défaite. Déjà Bush et Blair se croyaient sûrs d'être accueillis en « libérateurs », notamment à Bassora. Ils pensaient que les chiïtes oublierait les trahisons de 1991 et se soulèveraient. La résistance, politique plus que militaire en Irak, ainsi que le refus de la Turquie de se soumettre à leurs plans ont montré que les rapports politiques sont différents de ceux qu'ils pensaient. Les craquements politiques s'annoncent en Jordanie et au Pakistan, peut-être en Egypte. La pulvérisation de la société irakienne, l'arrivée des « opposants » dans les fourgons de l'armée américano-britannique, les liens étroits entre le clan Bush et l'Israël de Sharon et de l'extrême droite sioniste, sont autant de facteurs qui annoncent de nouvelles réactions fondées sur la force pure et non sur la politique. Sharon en particulier croit avoir les mains libres.

## Des rapports économiques prédateurs

Le contexte immédiat de l'agression en Irak est celui du krach boursier rampant qui annonce une crise économique mondiale très sérieuse, ainsi que les scandales financiers proches du clan Bush (Enron, etc.) attentatoires au fonctionnement même des marchés d'actions. Si important soit-il, ce contexte doit être élargi. La politique que l'Administration Bush pousse à son paroxysme est le fait d'un État qui gouverne un pays de plus en plus dépendant du reste du monde, d'une économie qui a établi avec presque l'ensemble du globe des rapports de ponction et/ou de prédation parasitaires. Les dangers que les États-Unis font courir au monde tiennent au fait que l'existence quotidienne des Américains en dépend, de sorte que ces rapports peuvent être présentés à la « majorité silencieuse » comme devant être défendus coûte que coûte.

Le miracle déjà presque oublié de la « Nouvelle Economie » a reposé sur le développement continu de déficits ou de déséquilibres étroitement interconnectés : un « taux d'épargne intérieur



Au Forum social européen de Florence, novembre 2002.

négalif », expression comptable de dépenses supérieures au revenu courant, permis par un endettement privé très élevé, issu d'une politique de crédit facile pour les banques, les entreprises et les ménages, ainsi que par un déficit toujours plus élevé du compte extérieur courant de capital (celui qui enregistre les transactions financières internationales), accompagnés enfin d'un déficit de la balance extérieure courante, qui s'est accru d'année en année pour atteindre des niveaux qu'aucun pays industriel n'a connus sur une période aussi longue. Un cinquième s'y est ajouté : depuis 2001, le déficit budgétaire fédéral a explosé de nouveau sous l'effet conjoint de la hausse des dépenses militaires, de la politique fiscale de Bush et de la récession. Pour assurer le placement des bons du Trésor et la liquidité des marchés d'actions à Wall Street et au Nasdaq, les États-Unis ont besoin d'un afflux quotidien extérieur de 2 milliards de dollars. La dépendance est également énergé-

tique. Depuis une décennie, les réserves pétrolières des États-Unis s'épuisent. Leur existence a été un formidable atout concurrentiel pour eux, mais a fondé aussi un bloc d'intérêts economico-financiers fondé sur le pétrole et l'automobile, qui a été depuis longtemps au cœur de l'impérialisme américain. En affirmant, pour justifier le torpillage de l'accord a minima de Kyoto sur l'effet de serre, le caractère intangible du mode d'existence matérielle des Américains, de l'automobile privée comme fondement constitutif central de « leur mode de vie », G. W. Bush s'est fait longtemps avant le 11 septembre le porte-parole de ces intérêts. Sa défense de cet « American way of life » exprime une volonté consciente de reproduction d'une forme définie de domination sociale au plan mondial. La polarisation de la richesse entre les mains d'une petite, voire d'une toute petite fraction de l'humanité, elle-même concentrée majoritairement dans les pays capitalistes avancés, n'est pas limi- ▶

tée aux États-Unis et au Royaume-Uni. Mais c'est dans ces pays, où le capital rentier bousier est le plus puissant socialement, que ces rapports sont défendus le plus systématiquement comme « naturels » et immuables.

### De vrais désaccords sur la « gouvernance mondiale »

Le gouvernement allemand, Jacques Chirac (car ni l'UMP, ni le Parti socialiste n'auraient été aussi loin que lui), ainsi que les appareils russe et chinois ont refusé de suivre les États-Unis et même de leur donner un aval pour plusieurs raisons. Il y a les intérêts économiques et politiques propres, ainsi que la compréhension des menaces potentielles pour eux-mêmes, l'agression ayant valeur d'avertissement. Dans le cas de la Russie et à cette étape aussi de la Chine, il s'est surtout agi d'améliorer les conditions des négociations en cours ou à venir. Il n'est pas dans les possibilités de la première, ni dans les priorités de la seconde d'aller beaucoup plus loin dans une tension avec les États-Unis. Dans le cas des Allemands (le gouvernement Schröder, mais aussi la majorité de la Démocratie chrétienne), comme de Jacques Chirac, il y a la conviction que l'état des rapports politiques interdit, au Moyen Orient en particulier, le retour à des formes de domination coloniales (le « mandat »), qu'il suppose des politiques correspondant mieux à l'état réel des rapports politiques et exige enfin une vraie concertation. Dans cette appréciation, il y a le poids des rapports politiques internes et l'héritage de l'histoire. Il n'y a pas seulement la défense d'intérêts impérialistes « nationaux », mais un vrai désaccord de méthode. En tant que conflit inter-impérialiste, le « conflit Ouest-Ouest » ne peut pas aller bien loin. Les écarts abyssaux dans les rapports de force technologiques et militaires sont à eux seuls suffisants pour l'interdire. La communauté d'intérêt dans la défense de la domination mondiale des pays capitalistes avancés aussi. Mais Schröder et Chirac ne sont pas isolés. Après huit jours de guerre, à Bruxelles, face au secrétaire d'État adjoint au Commerce, les dirigeants industriels européens ont exprimé les

mêmes positions. Vu le degré élevé d'entrelacement des capitaux entre les deux côtés de l'Atlantique, ils exprimaient aussi les craintes d'une partie de leurs homologues. Aux États-Unis, les fractions impérialistes peu favorables à la politique du clan Bush ont exprimé leur scepticisme, voire leur hostilité, face à la politique au Moyen-Orient. L'empressement du clan Bush de répartir les contrats de « reconstruction » auprès de ses fidèles traduit l'obligation pour lui de s'assurer de tous les soutiens qu'il peut tant qu'il est encore temps.

Il s'agit donc non de contradictions inter-impérialistes « classiques », mais de fissures dans le dispositif de domination mondial. Schröder et Chirac voudraient faire comprendre à Bush que ce dispositif ne peut pas être assuré par des politiques dictées par les seuls intérêts de leur faction, ni même de ceux du capital rentier concentré à New York et à la City de Londres. Leur position est l'une des facettes de la crise d'orientation plus large dans les sphères dirigeantes du système impérialiste. Elle ne se terminera pas avec la victoire militaire. Les soubresauts ultérieurs au Moyen-Orient et en Asie, comme sur le « front économique » aux États-Unis, viendront la relancer. Cette crise ne peut être résolue que par un changement de gouvernement aux États-Unis, ce qui, à moins d'événements dramatiques imprévisibles, ne peut pas se faire avant janvier 2005. Même dans ce cas, elle laissera des traces profondes.

### Comment lutter pour une Europe point d'appui de la lutte anti-impérialiste mondiale

Les fissures dans le dispositif de domination mondial sont des brèches que les salariés organisés peuvent exploiter dans beaucoup de pays, en Europe comme en Amérique latine, et par lesquelles le mouvement de masse des exploités peut s'engouffrer, au Moyen-Orient, au Maghreb et en Asie. Les divisions, même temporaires, du camp impérialiste sont en soi un appel à l'action des salariés et des exploités. La guerre a déjà re-mobilisé des secteurs de la jeunesse. Les mobilisations et les regroupements effectués dans le cadre de l'anti- ou de l'alter-

mondialisation, notamment le Forum social de Florence de novembre 2002, l'annonçaient. Le travail politique mené sur ce terrain a fécondé la lutte contre la guerre. Aux États-Unis, des dizaines de milliers de militants et de citoyens actifs ont renoué avec l'action politique, établissant un lien entre l'agression contre l'Irak et les atteintes profondes aux libertés politiques et aux droits individuels du « Patriotic Act » voté par le Congrès après le 11 septembre. Ils sont encore une infime minorité dans un pays dont les habitants vivent dans l'ignorance et la peur du reste du monde. Composante essentielle, « déterminante en dernière instance » de la lutte contre l'impérialisme, leur croissance dépend beaucoup de l'ampleur et du programme politique des mobilisations ailleurs.

En Europe, la mobilisation contre la guerre a été très inégale d'un pays à l'autre, mais elle a été commune à tous. Le rôle des partis « ouvriers » traditionnels a été faible ou très faible. A quelques exceptions près, la mobilisation ne peut pas être attribuée au seul travail des organisations d'extrême gauche. Les manifestations ont été le fait de citoyens « ordinaires » aidés par des militants, souvent non membres d'un parti. Le degré inégal de mobilisation traduit plusieurs phénomènes, dans des configurations propres à chaque pays. Fût-ce de façon inconsciente, le souvenir collectif du fascisme a joué en Italie, en Espagne et en Grèce celui de l'occupation impérialiste de 1944-1948. Un facteur important tient au degré de rupture des salariés et des jeunes avec le système parlementaire oligarchique, dont l'un des éléments est l'état de leurs rapports avec les partis sociaux-démocrates et ex-staliniens exerçant ou ayant exercé le pouvoir en « alternance » avec les partis bourgeois classiques. Cela s'applique à l'Italie et à l'Espagne, en partie au Royaume-Uni. Comment expliquer la faible mobilisation en France ? Pour une part, comme un legs direct du vote Chirac du 5 mai 2002, mais aussi parce que l'idéologie de la « République » et le souverainisme, insuffisamment ou pas combattu du tout par les organisations d'extrême gauche, ont ralenti l'extirpation du virus du colonialisme dans des

milieux ouvriers qui sont par ailleurs allés loin dans leur rupture avec la V<sup>e</sup> République. Dans les pays de l'Est, après un temps de retard, on a aussi vu une forte prise de conscience de la nature et des enjeux de l'agression contre l'Irak.

Même les observateurs les plus obtus ont noté que, si les gouvernements européens ont étalé de profondes divergences, une partie souvent significative des salariés et surtout de larges secteurs de la jeunesse ont exprimé un même refus de la guerre. Les États-Unis ont porté un coup peut-être définitif à « l'Europe politique ». L'enjeu est de savoir si les salariés et la jeunesse pourront la construire à la place des bourgeoisies. Cela suppose de transférer l'acquis du combat anti-guerre sur le terrain propre de la lutte entre capital et travail. Plus que jamais, les instances de l'Union européenne, notamment la Commission, apparaîtront comme étant les instruments de la mondialisation impérialiste, les interlocuteurs permanents (presque les agents) des États-Unis. Il faudrait savoir aider les salariés et la jeunesse à tourner leur indignation et à diriger leur colère contre ces instances. Cette centralisation serait alors le tremplin pour l'élaboration du programme d'une vraie Europe des travailleurs, point d'appui pour la lutte anti-impérialiste partout dans le monde. Mais la condition première de tout cela est l'indépendance politique complète du combat, ce qui suppose le combat contre le réformisme, notamment ses versions nouvelles, et la rupture avec ceux qui relaient les positions de la bourgeoisie « éclairée » chez les salariés et dans la jeunesse. ■

1. *Le Figaro*, 13 mars 2003.

2. Voir Hannah Arendt, *L'Impérialisme*, chapitre V, Seuil, Points Politique, 1982, pp. 251 et 286.

3. *Ibid*, chapitre I, p. 43.

4. *Ibid*, chapitre I, p. 29.

5. *Ibid*, chapitre I, pp. 32-33.

6. Pour les étapes de cette mutation, voir Claude Serfati, *La mondialisation armée, le déséquilibre de la terre*, Textuel, La Discorde, 2001, ainsi que les notes qu'il a publiées en 2002 et en 2003 et qui ont été mises sur les sites Internet d'attac et de *l'encontre*.

7. *Le Monde*, 22 mars, 2003, p. 18.



*Florence barricadée...*

*... pour rien: «Des centaines de milliers demandent la paix; Florence s'ouvre au défilé; aucun incident.»*



# Les soubassements de la

Alex Callinicos\*

La guerre en Irak reflète sans aucun doute le fait que le capitalisme mondial connaît une instabilité économique et politique à la fois sérieuse et croissante. Elle prend deux dimensions essentielles. Premièrement, l'économie capitaliste globale n'est pas parvenue à se sortir de la « longue phase descendante » qui a commencé avec la première crise importante de l'après-guerre, dans les années 1973-1974. Le boom américain des années 1990 s'est avéré n'être qu'un faux réveil. La spéculation financière sans cesse plus frénétique a permis que la croissance des investissements et de la production se poursuive après que la crise des profits à long terme se fut réaffirmée à partir de 1997; elle confronte aujourd'hui les États-Unis à un marché boursier déprimé, mais aussi à un surinvestissement et des surcapacités gigantesques<sup>1</sup>. Les trois centres les plus importants du capitalisme mondial (les États-Unis, le Japon et la zone euro) sont confrontés à de sérieuses difficultés, dont les racines doivent être recherchées dans la crise de la rentabilité à long terme. Les marchés espèrent qu'une victoire anglo-américaine rapide en Irak amènera un sursaut économique tout aussi prompt: comme toujours, ils sous-estiment les problèmes sous-jacents, en particulier la série de déséquilibres financiers gigantesques dont le capitalisme américain continue de souffrir.

En second lieu, la période qui nous sépare de la fin de la Guerre froide a vu la classe dirigeante américaine faire tout pour maintenir son hégémonie sur les autres États capitalistes occidentaux et l'étendre à l'ensemble du monde. La tendance guerrière de l'administration Bush n'est que l'étape la plus récente de ce processus. La droite républicaine a saisi l'occasion offerte par le 11 septembre 2001 pour utiliser l'énorme leadership

militaire américain sur tous les autres États afin de sanctionner un état global des forces qui perpétue l'hégémonie du capitalisme américain (afin aussi d'accroître son contrôle sur les réserves de pétrole du Moyen-Orient). Bien qu'elle reflète une grande confiance dans la puissance militaire américaine, cette stratégie comporte également la perception d'une faiblesse à plus long terme face aux « concurrents » potentiels, parmi lesquels la Chine semble devoir occuper la première place. La guerre en Irak montre les dangers de cette politique: des divisions entre les États impérialistes, une opposition massive dans leurs populations, et peut-être également la renaissance de luttes anti-impérialistes sérieuses dans le monde arabe lui-même<sup>2</sup>.

## Le terme « parasitaire » est impropre

Je pense que c'est se tromper que de décrire la relation entre les États-Unis et le reste du monde comme « parasitaire ». Il est certain que le gigantesque déficit de la balance des paiements américaine et la dépendance qui en découle pour eux vis-à-vis du capital importé, en particulier d'Asie orientale, s'écartent de manière radicale de la position dont a bénéficié l'impérialisme américain entre 1914 et 1960, ou même de celle de l'impérialisme britannique tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais décrire sa situation actuelle comme « parasitaire », c'est sous-estimer les éléments réels de puissance productive dont bénéficient les entreprises américaines dans des secteurs comme celui des technologies de l'information. Plus généralement, selon moi, la théorie léniniste de l'impérialisme cesse d'être aussi utile lorsqu'elle implique que les profits des pays impérialistes viennent essentiellement de l'exploitation du travail colonial ou ex-colonial (ou même des classes ouvrières plus faibles), proposition qui a, au mieux, une validité historique partielle et qui ne peut certainement pas expliquer la concentration de l'investissement

multinational dans les pays de l'OCDE aujourd'hui<sup>3</sup>.

On comprend mieux l'impérialisme en ayant recours au tableau qu'en dresse Boukharine: un monde unifié économiquement par le capital, mais dominé par une poignée de puissances capitalistes qui sont engagées dans une compétition à la fois géopolitique et économique. Si l'on adopte cette perspective, une caractéristique introduit une différenciation essentielle depuis la Seconde Guerre mondiale: la dissociation de la compétition militaire et de la compétition économique dans le bloc capitaliste occidental. Le combat mené par les États-Unis sur le plan géopolitique et idéologique contre les États staliniens a fait que les rivalités économiques croissantes entre les États capitalistes occidentaux dominants ne se sont pas traduites dans le domaine de la compétition militaire. La classe dominante américaine a lutté pour préserver cet état des choses depuis la fin de la Guerre froide. On peut apprécier le succès de son entreprise dans la disparité entre sa situation économique (qui, par rapport à la part dans la production globale, et au niveau et aux taux de croissance de la productivité, est comparable à celle de l'Union européenne) et sa suprématie actuelle dans le domaine militaire. Comme je l'ai déjà dit, la réaction de l'administration Bush à cet écart est d'exploiter au maximum son avantage comparatif sur le plan militaire, mais on doit l'avoir présente à l'esprit lorsqu'on se pose la question des rivalités inter-impérialistes.

Pour saisir à quelle échelle se pose le pari pris par l'administration Bush, on doit considérer le fait que son insistance à attaquer l'Irak ainsi que les méthodes ineptes auxquelles la Grande-Bretagne en particulier a eu recours pour surmonter l'obstacle du Conseil de sécurité ont provoqué ce qui peut d'abord apparaître comme les premiers linéaments d'une contre-coalition, dirigée par la France, l'Allemagne et la Russie. Il est évident que des conflits économiques sont en jeu, ce que montrent bien les conflits entre les États-Unis et l'Union européen-

\* Membre du comité de rédaction de *International Socialism*, du Socialist Workers Party (SWP) de Grande-Bretagne. Auteur de *Equality* et de *Against the Third Way*, Cambridge: Polity, 2000 et 2001.

# politique guerrière des USA

ne dans le cadre de l'OMC. Mais les forces motrices de la polarisation actuelle semblent être bien davantage politiques, reflétant une résistance partagée à la tendance unilatéralisme de la politique américaine (processus qui était déjà engagé sous Clinton). Les autres puissances capitalistes dominantes ne veulent pas d'un monde où les États-Unis pourraient leur dicter les conditions dans lesquelles elles seraient autorisées à coopérer ou à se faire concurrence.

## Retour de rivalités inter-impérialistes classiques ?

De la part des gouvernements qui rivalisent avec les États-Unis, on trouve un mélange de motivations : l'opportunisme électoral (c'est en particulier le cas de la coalition conflictuelle rose-verte en Allemagne, même si, bien entendu, l'opportunisme n'est jamais très éloigné non plus des calculs de Chirac) ; le vieux projet gaulliste de construire une Europe dirigée par la France qui pourrait être un contrepoids géopolitique aux États-Unis ; l'amertume de la Russie devant la perte de son empire. Il est difficile de dire si se forme une véritable coalition anti-États-Unis. Tout dépend de la manière dont la guerre va se dérouler pour les États-Unis et la Grande-Bretagne en Irak. Un Washington triomphant tranchera plus facilement et étouffera ceux qui le critiquent ; mais si les forces anglo-américaines se retrouvent enlisées dans une longue guérilla, alors les gouvernements rivaux y puiseront des raisons de garder leurs distances.

Sur le long terme, des rivalités inter-impérialistes classiques se développeront-elles selon une logique à la fois militaire et économique ? Il est plus facile de le prédire pour ce qui concerne la Chine (qui est actuellement en danger d'être encerclée par les bases militaires américaines, répandues dans toute l'Asie centrale, et qui font leur retour aux Philippines). La Russie est trop affaiblie économiquement pour envisager davantage que la politique opportuniste faite de manœuvres destinées à reprendre l'avantage,

et qu'a suivie Poutine jusque-là (bien qu'il ait surpris les experts par la vigueur de ses critiques vis-à-vis de la guerre en Irak). Pour que l'Union européenne devienne une puissance militaire sérieuse, il lui faudrait surmonter des divisions internes qui sont devenues au contraire encore plus intenses du fait de la crise irakienne (la « Vieille Europe » opposée à la « Nouvelle Europe »), et adopter un programme d'armement massif qui entrerait en conflit avec les restrictions fiscales imposées par le Pacte de croissance et de stabilité (traité d'Amsterdam), provoquant ainsi une crise politique et sociale majeure, car cela supposerait que l'Etat-Providence soit encore davantage affaibli pour financer des dépenses de défense accrues ; cela lui vaudrait une réaction hostile de la part des États-Unis. Ces obstacles peuvent être surmontés, mais ils sont assez importants pour indiquer que le surgissement de l'Union européenne en tant que rivale impérialiste des États-Unis représenterait un processus à la fois très long et très hasardeux. Il est bien entendu très important pour des marxistes révolutionnaires de contester l'idée (que des figures éminentes du mouvement anticapitaliste ont entretenue) selon laquelle un impérialisme européen pourrait représenter une alternative humaine et démocratique aux États-Unis.

## La guerre lance un défi au mouvement anti-mondialisation

Il n'y a pas de corrélation simple entre le niveau de la lutte de classe économique, l'ampleur du mouvement anti-guerre et la politique adoptée par les gouvernements vis-à-vis de la guerre. Si l'on considère les grands pays européens où le mouvement anti-guerre a été le plus important, en Grande-Bretagne, le niveau de lutte de classe économique est toujours, hélas, très bas ; mais l'Italie et l'Espagne ont, elles, toutes deux connu des grèves très importantes dans l'année qui vient de s'écouler. Dans ces trois cas, bien entendu, les gouvernements sont pro-guerre. Dans les deux pays anti-

guerre les plus importants, il existe de toute évidence une lutte de classe économique bien plus importante qu'en Grande-Bretagne, mais le mouvement anti-guerre est bien plus puissant en Allemagne qu'en France. Il ne fait pas de doute que la politique de Chirac est très populaire en France, mais elle n'est certainement pas dictée, d'en bas, par la pression des masses. Nombre d'éléments jouent leur rôle pour expliquer comment le mouvement et la politique gouvernementale évoluent dans différents pays. Il est certain que l'existence d'un bloc de gouvernements pro-américains, de droite (l'axe Aznar-Berlusconi-Blair) a eu un effet de polarisation dans les pays en question, aidant à stimuler la résistance des masses depuis Gênes (bien que les gouvernements qui ont pris position contre la guerre aient bien sûr également poursuivi des politiques néo-libérales, comme nous le rappelle la lutte actuelle en France sur les retraites).

Le mouvement contre la mondialisation capitaliste a joué un rôle important dans la construction du mouvement anti-guerre. Les réseaux militants qui ont permis le succès des manifestations de Gênes en juillet 2001 se sont attelés à l'organisation des premières manifestations contre la guerre en Afghanistan en Italie et en Grande-Bretagne à l'automne de la même année, avant de jouer un rôle important dans la grande manifestation de Barcelone en mars 2002. Ils se sont également assurés que la guerre serait le thème principal du Forum social européen de Florence en novembre 2002, et ils ont agi pour qu'un appel y soit lancé pour un jour international de protestations contre la guerre, le 15 février 2003 (appel qui est devenu mondial après qu'il a été repris par le Forum social mondial de janvier, une fois encore à cause d'initiatives émanant de certains des réseaux européens impliqués dans le processus du Forum social européen).

En même temps, cependant, la guerre lance un défi au mouvement anti-mondialisation. Attac, en France, a fortement résisté à l'évolution que je viens d'évoquer : elle s'est battue pour que les pro- ▶

# Un nouveau

blèmes de la mondialisation néolibérale et ceux de la guerre demeurent séparés. Cette approche économiciste peut aider à expliquer pourquoi le mouvement anti-guerre a été plus faible en France que, pour l'essentiel, dans le reste de l'Europe. Il traduit une incapacité à comprendre que se saisir de la question de la guerre ne mène pas seulement à une radicalisation du mouvement, à la reconnaissance de plus en plus grande de ce que le capitalisme est aussi l'impérialisme, que les multinationales et la machine de guerre sont liées organiquement, mais qu'elle a également permis une croissance considérable à la fois de l'extension géographique du mouvement et de sa taille dans chaque pays<sup>4</sup>. Le rôle joué par le mouvement anti-mondialisation dans la lutte contre la guerre dépend donc de manière déterminante de l'orientation des forces politiques agissant en son sein. La discussion à propos de la guerre fait partie d'un processus plus large de différenciation politique entre les forces réformistes et des forces plus radicales qui y agissent, ce qui est nettement perceptible dans les réseaux anticapitalistes européens. Puisque la boucherie actuelle s'inscrit dans une suite de guerres impérialistes, il est vital que les marxistes révolutionnaires combattent pour que le mouvement contre la mondialisation capitaliste continue à se développer également comme mouvement contre la guerre et contre l'impérialisme. ■

1. On trouve une bonne analyse de ce processus (encore que plutôt faible du point de vue théorique) dans R. Brenner, *The Boom and the Bubble* (Londres, 2002) et dans « Towards the Precipice », *London Review of Books*, 6 février 2003.

2. Pour en trouver une analyse plus approfondie, voir A. Callinicos, « The grand Strategy of the American Empire », *International Socialism*, (2) 97 (2002).

3. A. Callinicos, « Marxism and Imperialism Today », *International Socialism*, (2) 50 (1991), et C. Harman, « Where is Capitalism Going ? », II, *Ibid*, (2) 60 (1993).

4. Voir également A. Callinicos, « War under Attack », *Socialist Review*, avril 2003.

Daniel Bensaïd

Ce que traduit l'invasion de l'Irak par les États-Unis? A moins de glisser vers un déterminisme réducteur, il ne faut pas oublier la part événementielle dans l'enchaînement des événements: Bush aurait pu perdre des élections qu'il n'a gagnées que d'une courte tête et probablement par la fraude; les attentats du 11 septembre auraient pu échouer, etc. Bref l'histoire n'est pas un vaste complot dont un marionnettiste tout puissant tirerait les ficelles. Elle n'est pourtant pas non plus un théâtre insensé de bruit et de fureur. Il y a une logique de l'événement. Les déraisons ont leurs raisons. De ce point de vue, la guerre actuelle était doublement annoncée. Dès 1989, une réorganisation d'envergure de la planète était à l'ordre du jour. L'équilibre précaire de l'après guerre rompu, un nouveau partage des territoires, des richesses, des zones d'influence devenait possible. Il était clair que cette réorganisation serait violente. Dès l'été 1990, les États-Unis ont commencé à redéfinir les moyens et les missions de leurs forces militaires.

Il y a là une dimension géopolitique de la logique de guerre qui est en rapport (non mécanique) avec l'essoufflement de l'accumulation capitaliste sur la longue durée. En dépit des mirages de la nouvelle économie et du redressement des taux de profit grâce aux défaites infligées dans les années 1980/90 par les contre-réformes libérales, les gains de productivité sont restés modestes et la croissance n'a pas retrouvé les rythmes d'avant 1974-1975. Le problème ne se réduit pas aux termes du partage capital/travail. L'ouverture d'une nouvelle phase d'expansion demanderait bien d'autres conditions politiques, institutionnelles, monétaires, bref une modification des conditions générales d'accumulation du capital.

Dans ce contexte de crise durable, il paraît secondaire et spéculatif (même si

les conséquences peuvent être réelles: par exemple la manière dont aurait pu réagir une administration Gore au lieu d'une administration Bush après le 11 septembre), de raisonner en termes de « fuite en avant » ou de crise de direction impérialiste. La rupture de la bipolarité politico-militaire USA/URSS libère des tendances centrifuges (et ruine les élucubrations théoriques du type « ultra-impérialisme », etc.). D'autre part, les enjeux repérables de la guerre en cours, sans en minimiser les incertitudes du point de vue des dirigeants américains, montrent que les enjeux valent bien un pari risqué: le contrôle des richesses et des routes pétrolières, la redistribution des cartes géopolitiques en Asie centrale et au Moyen-Orient, l'imposition d'une économie de guerre durable, la modification des rapports entre Union européenne et États-Unis, redéfinition des architectures institutionnelles de la mondialisation (ONU, OTAN, OMC etc.). Quant à la crise de direction impérialiste, c'est une formule bien générale et évasive derrière laquelle peuvent être rangés bien des phénomènes différents: relations entre puissances impérialistes et crise d'hégémonie mondiale, ou bien relations entre les intérêts économiques du capital et l'état de ses élites politiques, transformation des rapports entre pouvoir politique et gouvernance d'entreprise dans un monde de plus en plus privatisé, etc.

## Suprématie militaire et fragilités structurelles

Parler de relations parasitaires est sans doute excessif, et probablement trop approximatif pour ne pas induire en erreur. Déjà, après la première guerre du Golfe, Alain Joxe, constatant que les États-Unis avaient réussi à rendre la guerre lucrative (en la faisant financer par leurs alliés) parlait d'« Amérique mercenaire ». Nous sommes d'accord pour souligner le décalage entre la suprématie militaire américaine et ses fragilités structurelles relatives (endettement, déficit commercial, déficit budgétaire,

\* Philosophe, directeur de la revue *ContreTemps*, membre de la LCR.

# partage violent

taire), etc. Mais n'est-ce pas une raison pour souligner le caractère politique de la notion d'impérialisme (souvent réduite à un rapport économique), dans laquelle se combinent l'appropriation de plus-value et la monopolisation de richesses (énergétiques, financières, cognitives, etc.), une hégémonie politique (inscrite dans des mécanismes institutionnels), une suprématie militaire (les armements, les bases, les alliances).

Un retour des conflits inter-impérialistes ou des fissures d'un type nouveau? Ces conflits avaient été colmatés, refoulés, rendus moins visibles, au nom d'une urgence supérieure (la solidarité « occidentale » contre le péril rouge). Ils n'avaient pas disparu pour autant. Les impérialismes d'hier avaient vu leur hiérarchie modifiée (à l'avantage écrasant du leadership américain), les tensions épisodiques n'avaient pas été éliminées pour autant. Les difficultés économiques, une concurrence accrue, une perte de fonctionnalité de la référence « occidentale » libèrent des tendances centrifuges. On peut assister dans les mois à venir à des tentations protectionnistes, à des rivalités commerciales. En revanche, on peut difficilement imaginer que les rivalités inter-impérialistes puissent aller jusqu'à des conflits ouverts, a fortiori militaires. Ils n'en demeurent pas moins que les puissances alliées et concurrentes peuvent s'affronter, indirectement, de manière oblique, à la périphérie, que ce soit pour un nouveau partage de l'Afrique ou sur des questions telles que la reconstruction de l'Irak. Difficile de spéculer pour déterminer jusqu'où pourraient aller ces conflits. Cela dépend notamment du degré d'intégration et de concentration régionale du capital. Existe-t-il un capital européen en formation suffisamment homogène pour défier le capital américain, ou bien l'interpénétration des capitaux mondialisés est-elle telle que se profile un « ultra-capitalisme » par rapport auquel les impérialismes d'hier mènent des combats d'arrière-garde? Avouons que la plupart d'entre nous n'ont vu dans les positions initiales de Chirac sur la guer-

re qu'une gesticulation et que bien peu auraient parié sur le recours au veto.

## Les limites des fractures au sein des sphères dirigeantes

Sans en exagérer la portée, la fissure France-Allemagne/États-Unis, reste à expliquer. On peut avancer une série de facteurs (les intérêts des uns et des autres dans la région, le poids du pacifisme allemand, l'héritage gaulliste, un choix politique multilatéraliste contre les dangers de l'unilatéralisme, etc.). Il n'y a pas d'explication simple (et... unilatérale ou mono-causale). Reste que l'affaire mérite réflexion (tout en soulignant qu'il ne s'agit pas de fracture Europe/États-Unis, mais de certains pays européens seulement). Un des points à creuser, c'est notamment le rapport Europe/Amérique. Il ne fait guère de doute que les États-Unis ont utilisé tous les conflits depuis 1991 pour conforter la subordination européenne (dans l'élargissement et la redéfinition des missions de l'OTAN, dans la charge de la course aux armements, etc.). L'Union européenne reste un espace commercial et monétaire politiquement gélatineux. On comprend que les États-Unis aient tout intérêt à ce qu'il reste en l'état. Ce qui pose par ailleurs la question de notre alternative européenne à l'Europe d'Amsterdam/Maastricht. Les échéances de 2004 vont nous obliger à mener cette discussion plus sérieusement.

Il faut souligner les limites des fractures apparues au sein des sphères dirigeantes. Comme le souligne Perry Anderson dans son article de la *London Review of Books*, les divergences se sont exprimées sur fond de principes communs. La principale portait non sur la guerre, mais sur « avec ou sans l'ONU ». Ce qui suppose un consensus sur la non-prolifération, y compris d'ailleurs sur le droit d'ingérence, à condition qu'il soit autorisé par « la communauté internationale ». Il était parfaitement légitime d'utiliser ces contradictions pour la mobilisation, mais là encore, il faut aller plus loin pour préciser nos positions sur



Berne, le 15 février 2003, MPS-Tessin.

une série de questions de fond, en matière d'institutions et de droit international.

Je ne crois pas que la position au niveau des gouvernements ait grand-chose à voir avec la mobilisation anti-guerre/altermondialisation. Les pays où la mobilisation a été la plus forte (Italie, GB, Espagne pour l'Europe) sont ceux où les gouvernements ont tenu ferme leur engagement aux côtés des États-Unis. En revanche, les divergences au niveau du Conseil de sécurité et des gouvernements ont ouvert des espaces et contribué à leur corps défendant à légitimer la mobilisation. C'est l'histoire du test de Milgram : quand l'autorité se divise...

En revanche, mais cela va de soi entre nous, il faut souligner que le lien entre la mobilisation contre la mondialisation capitaliste et contre la guerre est apparu évident à Florence comme à Porto Alegre. C'est ce que n'ont pas vu venir la plupart des médias, qui ne se sont réveillés que devant les manifs du 15 février. Or, les raisons de cette radicalisation sont profondes. Même ceux et celles qui n'ont pas lu Rosa Luxembourg comprennent bien le lien organique entre le nouveau militarisme impérial et la mondialisation marchande. ■

# Un impérialisme

Gérard Duménil & Dominique Lévy\*

En préalable à nos réponses, nous voulons préciser très brièvement l'usage de trois termes que nous utilisons, ceux de néolibéralisme, d'impérialisme et d'hégémonie. Par néolibéralisme, nous entendons la configuration de pouvoir de classe, qui prévaut approximativement depuis le début des années 1980, où la prééminence de la fraction supérieure des propriétaires capitalistes (actionnaires et créanciers), largement portée par leurs institutions financières, s'est trouvée réaffirmée, en termes de pouvoirs et de revenus. Cette réaffirmation faisait suite à une période de « répression financière » relative, telle qu'exprimée dans ce qu'il est convenu d'appeler le « compromis keynésien ». Dans cet ordre social, la liberté des marchés est un outil, et ne s'oppose pas à l'intervention de l'État dans de multiples domaines (les États ont joué un rôle central dans l'affirmation du néolibéralisme – s'il y a eu perte de souveraineté elle fut souverainement établie). Par impérialisme, nous ne désignons pas un stade du capitalisme, mais le rapport de subordination et d'exploitation qui relie les principaux pays capitalistes avancés à ceux de la périphérie, moins avancés (l'impérialisme passe lui-même par divers stades s'articulant avec des caractéristiques socio-économiques des pays du centre et de la périphérie). Cette domination et cette exploitation, dont le champ est international, et qui exprime la relation des classes dominantes à ce qui demeure leur État, s'articulent aux dominations nationales des classes dominantes de tous les pays, dans des configurations que nous ne pouvons pas discuter ici. Nous utilisons le terme hégémonie dans un sens plus précis que la simple domination, et qui renvoie au système de l'impérialisme (faisant écho

au précédent « historique » de la ligue de Delos de l'antiquité grecque). L'impérialisme est collectif, mais hiérarchisé, dans son rapport aux pays dominés et compte tenu des contradictions inter-impérialistes. Les États-Unis occupent une position de leader parmi les États impérialistes, qui combine à la domination sur les autres pays, une domination vis-à-vis des « partenaires » dans le groupe. Il ne s'agit donc pas d'un simple leader. C'est une caractérisation simple mais importante du système actuel de l'impérialisme.

## Pas de maîtrise complète, mais pas non plus de fuite en avant

La première question oppose d'abord deux interprétations de la situation de l'impérialisme contemporain. La première, en repoussoir, voudrait que la guerre états-unienne traduise une « maîtrise des événements et processus politiques » (a). La seconde suggère l'idée d'une « fuite en avant » face à une « crise de direction politique de l'impérialisme » (b). A cela s'ajoute une interrogation relative à l'éventuelle ouverture d'une période d'extrême instabilité internationale » (c).

En ce qui concerne les deux premiers points, nous pensons que la situation actuelle tient des deux éléments, mais dans des formulations plus complexes.

La guerre des États-Unis reflète, dans une grande mesure, la conviction des dirigeants de ce pays que leur force militaire et politique est sans rival, et leur garantit la victoire et le contrôle de la situation qui en découlera. A des degrés divers, cette appréciation, motrice de leur action, traduit une certaine surestimation de leurs pouvoirs. Sur le plan militaire, la victoire éventuelle sera moins facile qu'ils l'imaginaient; sur le plan politique, ils sous-estiment certainement les difficultés qui résulteront d'une telle victoire (opposition croissante à échelle mondiale et notamment dans les pays musulmans et surtout arabes, nouvelles prétentions israéliennes dans l'achèvement de la conquête de la Palestine, problème du

Kurdistan, déstabilisation de la Turquie, nouvelles vagues des luttes dites « terroristes », etc.). Tout délai dans la conduite des opérations échauffe l'opinion des populations, et toute augmentation des pertes de la coalition peut susciter des tensions politiques croissantes aux États-Unis et au Royaume-Uni. C'est de ce point de vue que la résistance irakienne apparaît cruciale. Même si elle ne réussit pas à barrer la route de Bagdad, elle peut compromettre sérieusement la stratégie politique états-unienne.

Quant au second point, nous jugeons les termes « fuite en avant » et « crise » inappropriés. Davantage qu'une prise de conscience d'une crise de leur prééminence dans le camp impérialiste, l'action du gouvernement des États-Unis trahit la volonté de porter à un paroxysme l'affirmation de sa position de leader (d'hégémon), et ils s'en vantent: certains dirigeants ne se sont pas retenus pour affirmer explicitement que les Européens seront bien contents que les États-Unis leur garantissent l'approvisionnement en pétrole, et cela à un prix raisonnable. Mais le point essentiel est que le contrôle du Moyen-Orient représente une arme de tout premier ordre dans le contrôle exercé sur les autres pays capitalistes développés. Il s'agit là d'un élément parmi d'autres dans une géostratégie plus globale de contrôle à échelle planétaire.

Peut-on enfin parler de l'ouverture d'une période d'« extrême instabilité » au terme du conflit? On peut certainement affirmer qu'une victoire trop facile ouvrirait la porte à la poursuite de la stratégie actuelle, car elle ferait la preuve que la méthode forte paie. Autant de chantiers guerriers s'ouvriraient. Il s'agirait d'une catastrophe historique. Une victoire plus douteuse, dans le contexte d'une opposition internationale et nationale croissante, pourrait seule discréditer les forces actuellement dirigeantes aux États-Unis, et conduire ce pays à se replier sur d'autres composantes, jamais abandonnées, de ses stratégies impériales

\* Economistes, coauteurs de nombreux livres, dont *Crise et sortie de crise, ordre et désordre néolibéraux*, Actuel Marx Confrontation, PUF, 2000 et *Economie marxiste du capitalisme*, La Découverte, Repères, 2003.

# hiérarchisé

(comme la subversion politique et le chantage économique). Cette liste de scénarios n'est évidemment pas limitative, et il est difficile d'en doser les implications relatives en termes d'instabilité. D'innombrables autres éléments sont en jeu, comme, par exemple, la capacité des États-Unis à consolider leur domination (déjà très forte) en Amérique latine, en achevant l'ouverture sans contrôle des frontières commerciales et financières entre eux-mêmes et des pays de niveau de développement inférieur, incapables, jusqu'alors, de présenter un front uni.

La seconde question se compose également de plusieurs éléments : le rôle présenté comme évident de la crise boursière, financière et économique dans l'explication de la guerre (a) ; au passage l'idée que le krach boursier serait l'« expression » de cette crise financière et économique (a') ; la recherche d'un fondement économique plus général dans les « relations économiques fortement parasitaires que les États-Unis ont établies » avec le reste du monde (b) ; enfin la nécessité d'une réflexion plus fondamentale sur les caractères de l'impérialisme actuel (c).

Nous ne pensons pas que la situation (la conjoncture) économique actuelle des États-Unis (et/ou du monde) soit une cause importante de la guerre. Tout à fait indépendamment du jugement qu'on porte sur le sérieux des difficultés actuelles de cette économie – son éventuelle crise (dans et au-delà de la récession ou de la chute de la bourse), ou la menace d'une telle crise – la mise en marche de la guerre ne traduit pas la prise de conscience par les autorités états-uniennes de cette faiblesse, mais bien plutôt une conviction générale très « bushienne » de la force et de la supériorité des États-Unis. La dynamique de la guerre doit être comprise dans la ligne du triomphalisme néolibéral des années 1990, et du renforcement de l'hégémonie des États-Unis. Si la conjoncture actuelle a changé beaucoup de choses, Bush ne l'a pas compris. Il raisonne dans un autre cadre.

Qu'on nous comprenne bien : nous ne doutons pas du sérieux de la situation économique présente, qui débouchera pour le moins sur une reconfiguration du néolibéralisme (une nouvelle phase), voire sur son dépassement ; nous affirmons que ce n'est pas la perception de ces échéances qui a motivé l'administration états-unienne. Le fait que la guerre survienne dans une telle situation est éminemment important. Mais savoir si la crise actuelle rendra difficile le financement de la guerre ou si ce financement stimulera l'économie est une question à débattre.

Au passage, à propos du point (a') : nous dirions plutôt que la crise de la bourse procède de la dynamique néolibérale de rétablissement du pouvoir et des revenus des capitalistes, qui conduisit à l'emballement boursier. Plus qu'une expression, elle constitue maintenant un facteur de crise financière susceptible de déstabiliser l'économie réelle. Ce point renvoie à une discussion plus générale concernant la relation de la hausse des cours de la bourse à la relative croissance aux États-Unis au cours des années 1990, surtout de leur seconde moitié, qui dépasse le champ des présentes questions.

Nous sommes évidemment d'accord avec la thèse (b), que nous défendons dans un récent article<sup>1</sup> ainsi que dans un projet de travail concernant l'impérialisme. Les États-Unis, débarrassés de la menace soviétique, ont vu leur position hégémonique renforcée par les dégâts causés par le néolibéralisme en Europe (beaucoup plus affectée pour des raisons structurelles), et a fortiori au Japon – sans parler de la périphérie passée sous la botte de la finance mondiale, états-unienne en tête. Ils sont au centre d'un système de « pompage » mondial des ressources (un système d'exploitation). C'est dans ce contexte que doit se comprendre ce paroxysme hégémonique dont nous avons fait mention antérieurement. Il correspond à la volonté de maintenir cet ordre.

## Chirac : jeu diplomatique et re-lustrage d'image personnelle

La troisième question a trait aux « fissures du front impérialiste », leur comparaison aux contradictions du passé (a), leurs causes (b) et leur portée (c). Il faut souligner plusieurs caractères des contradictions inter-impérialistes que manifestent les résistances de la France et de l'Allemagne, et d'autre part de la Russie et de la Chine. On s'en tiendra ici aux deux pays européens, et surtout à la France. En premier lieu, il convient de distinguer les aspects et surtout « origines » (b) politiques et économiques de ce que la question appelle des « fissures ». Sur le plan politique, il est peut-être optimiste et flatteur pour les intéressés d'affirmer que leurs attitudes procèdent d'une conscience plus aiguë des risques attachés à la démarche des alliés engagés dans la guerre. Dans cette hypothèse, Chirac serait à l'avant-garde de la défense conséquente des intérêts du camp impérialiste, entraîné dans une aventure dangereuse pour l'ensemble des pays appartenant à ce camp (les « partenaires » dans la coalition impériale dont les États-Unis sont l'hégémon). Une fois passée la surprise amusée que peut susciter cette réflexion, il n'en reste pas moins qu'il faudrait réfléchir sur le sens du soutien que l'opinion publique française de droite donne à son chef d'État. Sur le plan économique, l'enjeu du contrôle pétrolier, des marchés locaux, etc., traduit des rivalités commerciales et financières davantage dans la ligne des affrontements inter-impérialistes (a). Mais nous ne sommes pas au bord d'une guerre inter-impérialiste ! Enfin, dernier caractère, cette opposition à la guerre revêt un caractère légaliste : la guerre avec l'ONU (donc pas tout de suite, compte tenu du délai donné aux inspecteurs, ou pas du tout, compte tenu du possible « veto »). Nous ne sommes pas loin de penser qu'il faut surtout voir dans cette démarche un procédé diplomatique (et, au passage, un re-lustrage d'image personnelle). ▶



Berne, le 15 février 2003, Bollwekstrasse : 50 000 manifestants se mettent en route.

La question de la portée de cette résistance au niveau gouvernemental (c) est évidemment plus difficile, car elle s'ouvre sur l'avenir. On peut en juger la portée limitée, dans la mesure où elle n'affecte pas l'intégration de l'Europe dans le camp néolibéral. Elle ne s'accompagne d'aucun sursaut pour mettre fin à la position subordonnée de l'Europe dans le néolibéralisme, malgré la pesanteur de la situation économique et les conséquences dramatiques qui sont en train d'en découler : retraites, santé, services publics en général, recherche, etc. Tous ces sabordements que le gouvernement français actuel s'efforce d'accélérer, ne feront que renforcer l'inféodation européenne aux intérêts financiers globaux, et états-unis en particulier. Si la volonté de rétablir la position de l'Europe dans le camp impérialiste est en jeu, elle apparaît bien fragmentaire et inconséquente ! Sur le plan économique et social, c'est l'impression de docilité qui domine : l'Europe s'aligne sur les

techniques et modes d'organisation états-unis avec beaucoup de diligence, au prix d'une croissance lente qui réduit son poids économique relatif, ce qui ne l'aidera pas à surmonter ses divisions politiques. Cette évolution témoigne d'un nationalisme (qui ne nous concerne pas) dont il est difficile de doser les aspects gesticulatoires et de contenu. Mais nous serons peut-être surpris !

### Comment en finir ?

La quatrième question est double : le lien entre les résistances gouvernementales à la guerre et les luttes populaires (a) ; et comment transformer la lutte contre la guerre et pour une autre mondialisation en luttes anticapitalistes (b). Sur le premier point, nous pensons que nos gouvernements ont certainement saisi qu'il y avait une carte à jouer, mais il serait abusif d'affirmer que les luttes ont véritablement pesé sur l'attitude gouvernementale. Concernant le second point : les luttes contre la guerre et la mondialisation néo-

libérale possèdent déjà d'importantes composantes anticapitalistes. Il suffit de circuler dans des forums comme celui de Porto Alegre pour s'en persuader (en se fixant sur la situation française, les choses apparaissent assez différentes). La dynamique de ces luttes est certainement porteuse de leur radicalisation. En toute modestie par rapport aux événements actuels, on peut affirmer que l'histoire se répète : le capitalisme produit bien, par sa violence (réaffirmée dans le néolibéralisme), les conditions de l'émergence des luttes susceptibles de conduire à son élimination. Le problème est que les alternatives radicales ont dérivé vers le « socialisme » réel et que les alternatives réformistes ont été défaits dans la crise des années 1970. Comment en finir ? C'est là la question ! ■

1. « Néolibéralisme-néomilitarisme », Revue *Actuel Marx*, n° 33, également sur notre site Internet, <http://www.cepremap.ens.fr/levy/>

# Une hégémonie qui n'est pas sûre d'elle

Michel Husson\*

La guerre en Irak inaugure ce XXI<sup>e</sup> siècle dans le registre de la barbarie. Elle conduit à s'interroger sur la configuration de l'économie mondiale dans laquelle elle se déploie. Pour aborder cette question, il n'est peut-être pas inutile de reprendre, après d'autres<sup>1</sup>, la typologie proposée il y a environ 30 ans par Ernest Mandel<sup>2</sup>. Celui-ci distinguait trois configurations possibles : ultra-impérialisme, super-impérialisme, et poursuite de la concurrence inter-impérialiste.

## Ultra-impérialisme : la théorie de « l'Empire »

La première hypothèse, celle de l'ultra-impérialisme, doit être clairement rejetée. Un tel scénario, déjà envisagé en son temps par Kautsky, correspondrait à une configuration où, pour reprendre les termes de Mandel, « l'interpénétration internationale des capitaux est avancée au point où les divergences d'intérêts décisives, de nature économique, entre propriétaires de capitaux de diverses nationalités, ont complètement disparu ». Nous sommes manifestement très éloignés d'un tel cas de figure, et il faut en tirer les leçons. L'illusion d'un condominium équilibré entre les trois pôles de la « Triade » (États-Unis, Europe, Japon) a fait long feu. On parlait à l'époque de toyotisme, et de « nouveau modèle du travail » et l'on s'extasiait sur les ressorts nouveaux de la productivité de l'industrie japonaise. On pensait en somme que les États-Unis allaient assister sans réagir à une lente érosion des bases mêmes de leur domination, et qu'ils allaient jouer le jeu raisonnable d'une mondialisation que certains, comme Alain Minc, n'hésitèrent pas à qualifier d'« heureuse ».

C'est aussi la notion d'« Empire » mise en avant par Michael Hardt et Antonio



Berne, le 15 février 2003, Speichergasse.

Negri<sup>3</sup> qui vient de subir un énorme démenti pratique. Il suffit pour s'en convaincre de rappeler le noyau dur de leur thèse, ainsi résumée par Negri : « Dans l'actuelle phase impériale, il n'y a plus d'impérialisme – ou, quand il subsiste, c'est un phénomène de transition vers une circulation des valeurs et des pouvoirs à l'échelle de l'Empire. De même, il n'y a plus d'Etat-nation : lui échappent les trois caractéristiques substantielles de la souveraineté (militaire, politique, culturelle) absorbées ou remplacées par les pouvoirs centraux de l'Empire. La subordination des anciens pays coloniaux aux États-nations impérialistes, de même que la hiérarchie impérialiste des continents et des nations disparaissent ou dépérissent ainsi : tout se réorganise en fonction du nouvel horizon unitaire de l'Empire. »<sup>4</sup>

Pourtant, dans une tribune récente, Hardt maintient envers et contre tout la thèse de l'Empire<sup>5</sup>. Il insiste sur les intérêts communs des « élites » des États-Unis et de celles d'autres pays, en parti-

culier dans la sphère économique : « Les hommes d'affaires à travers le monde reconnaissent que l'impérialisme n'est pas une bonne chose pour les affaires, parce qu'il élève des barrières qui entravent les flux globaux. Les profits potentiels de la mondialisation capitaliste, qui aiguilleraient partout l'appétit des milieux d'affaires il y a seulement quelques années, dépendent de l'ouverture des systèmes de production et d'échange. Même les industriels US assoiffés de pétrole y ont intérêt. » Michael Hardt continue à présenter l'« Empire » comme une alternative à l'impérialisme US, tout en dénonçant des élites « incapables d'agir en fonction de leur propre intérêt ». Après avoir ainsi sermonné les puissants de ce monde, Hardt adresse ensuite ses conseils au mouvement anti-guerre<sup>6</sup>. Certes, dit-il, son anti-américanisme se nourrit de l'unilatéralisme et de l'anti-européanisme de l'administration Bush. Il n'en reste pas moins que c'est un piège qui conduit à une vision du monde ▶

\* Economiste, auteur de *Le grand bluff capitaliste*, La Dispute, 2001, *Les ajustements de l'emploi*, Ed. Page deux, 1999.

trop bipolaire, ou pire, nationaliste. Hardt oppose cette étroitesse de vue à la clairvoyance du mouvement altermondialiste, qui avait réussi à ne plus penser la politique « à partir de rivalités entre nations ou blocs de nations ». Cette dissociation est sans fondement, et l'attitude de Hardt exprime un étonnant volontarisme théorique qui consiste à nier une réalité aujourd'hui bien palpable, qui est le grand retour des contradictions interimpérialistes.

### Super-impérialisme ?

La suprématie apparemment absolue que semble révéler l'unilatéralisme des États-Unis mérite que l'on examine la thèse du super-impérialisme. Dans cette configuration, toujours avec la définition de Mandel, « *une grande puissance impérialiste unique détient une hégémonie telle que les autres États impérialistes perdent toute autonomie réelle à son égard et sont réduites au statut de puissances semi-coloniales mineures* ». Même si l'Union européenne ne peut évidemment pas être caractérisée comme « puissance semi-coloniale mineure », ce schéma semble bien correspondre avec la hiérarchie réaffirmée entre les puissances impérialistes qui consacre le rôle dominant des États-Unis dans tous les secteurs : économique, technologique, diplomatique et militaire.

Cette configuration est pourtant beaucoup plus ambivalente qu'il n'y paraît. Certes, les États-Unis ont enregistré une croissance nettement supérieure à celles du Japon et de l'Europe au cours de la dernière décennie. Ils ont, dans le même temps, rétabli leur situation hégémonique dans deux domaines stratégiques, qui sont la technologie et l'armement. Cependant cette incontestable suprématie s'est accompagnée de la mise en œuvre de ce que, dans un article assez prémonitoire<sup>7</sup>, Wynne Godley appelait les « *sept processus qui ne peuvent durer* ». On peut les rappeler brièvement : (1) chute du taux d'épargne des ménages ; (2) augmentation de l'endettement net du secteur privé ; (3) croissance accélérée de l'encours réel de monnaie ; (4) croissance du prix des actions bien plus rapide que celle des profits ; (5) augmentation de l'excédent budgétaire ; (6) augmentation du déficit courant ; (7) augmentation de l'endettement extérieur.

Ce tableau souligne que le mode de croissance baptisé « nouvelle économie » était fondamentalement déséquilibré et asymétrique. Ce que n'ont pas compris ses théoriciens hâtifs comme Michel Aglietta<sup>8</sup>, c'est que ce modèle de crois-

sance ne pouvait pas être étendu à l'échelle mondiale parce qu'il repose au contraire sur une forme d'externalisation des contraintes vers les deux autres grands pôles impérialistes. A titre de boutade, on pourrait remarquer que les États-Unis ne seraient pas admis à intégrer l'Union européenne s'ils en faisaient la demande, car ils sont loin de satisfaire aux critères que les pays européens se sont infligés à eux-mêmes.

La croissance relativement soutenue des États-Unis durant les années 1990 a reposé sur un mouvement d'augmentation de la consommation des ménages et sur un véritable boom de l'investissement. Comme le montre Godley, il y a là une équation impossible à résoudre autrement que par un creusement tendanciel du déficit extérieur. Cela revient donc à dire que l'accumulation du capital et l'endettement des ménages ont été en grande partie financés par des entrées régulières de capitaux, en provenance du Japon et de l'Europe, mais aussi des pays émergents après la crise financière. Ce mouvement était tellement puissant qu'il a contribué au renforcement du dollar, en dépit du déficit qui aurait dû l'affaiblir s'il ne s'était pas agi de la monnaie dominante. Cette appréciation du dollar a dopé les exportations européennes et aura été l'une des conditions (paradoxales) de réussite de l'euro. Il a pu sembler que l'on tenait là un arrangement relativement coopératif qui permettait à l'Europe de renouer avec la croissance. Il y a même eu des économistes pour annoncer que l'Europe, désormais munie de l'euro, pouvait devenir la nouvelle locomotive de l'économie mondiale, si elle consentait seulement à investir à son tour dans les nouvelles technologies.

Mais ce qui ne pouvait durer ne dura pas, et le retournement des cours boursiers mit brutalement fin à bien des illusions. Le gouvernement Bush a alors pris toute une série de mesures, pour éviter un scénario-catastrophe rendu possible par un degré d'endettement sans précédent. La nouvelle stratégie est recentrée sur un seul objectif : préserver à tout prix les conditions de la croissance US, quitte à exporter la récession dans le monde entier. Il y eut d'abord le refus des accords de Kyoto au prétexte que les intérêts de l'économie US passent avant toute autre considération. Tout aussi unilatéralement, et en contradiction flagrante avec le libre-échange imposé aux autres, les États-Unis ont pris des mesures typiquement protectionnistes sur les importations d'acier, et ont augmenté à nouveau les subventions à l'agro-business. La poli-

tique budgétaire a pris elle aussi un tournant radical avec l'acceptation d'un déficit qui s'est mis à croître rapidement en raison, non seulement des dépenses militaires accrues, mais aussi de baisses d'impôts considérables en faveur des riches. Bush a carrément exempté les dividendes de tout impôt sur le revenu. Enfin, sur le plan monétaire, le tournant est aussi très clair : le dollar s'est mis à baisser par rapport à l'euro, ce qui équivaut à une dévaluation de l'ordre de 25%. Autrement dit, les États-Unis font le choix d'une offensive commerciale, afin de réduire (en partie) le déficit grâce au dynamisme d'exportations plus compétitives.

### Une hégémonie qui n'est pas sûre de sa légitimité

Cette nouvelle politique souligne l'assise fragile de la domination US que l'on peut synthétiser comme suit : de manière assez inédite, l'impérialisme dominant n'est pas exportateur de capitaux et sa suprématie repose au contraire sur sa capacité à drainer un flux permanent de capitaux venant financer son accumulation et reproduire les bases technologiques de cette domination. Il s'agit donc d'un impérialisme prédateur, plutôt que parasite, dont la grande faiblesse est de ne pas pouvoir proposer un régime stable à ses vassaux. Le Japon a ainsi vu sa capacité de croissance autonome brisée par la surévaluation du yen imposée par les Accords de Plaza de 1985 et son économie végète depuis dix ans. Quant à l'Union européenne, elle ne s'est au fond jamais fixé un tel objectif.

Faute d'un super-impérialisme proposant une structure stable, c'est donc vers la troisième configuration que le monde est en train de basculer, celle de la concurrence inter-impérialiste : « *l'interpénétration internationale des capitaux est assez avancée pour qu'un nombre plus élevé de grandes puissances impérialistes indépendantes soit remplacé par un plus petit nombre de superpuissances impérialistes, mais elle est si fortement entravée par le développement inégal du capital que la constitution d'une communauté globale d'intérêts du capital échoue* ». Le clivage Europe/ Amérique va être un axe central de ces rivalités dans les années à venir.

Pour établir un lien plus direct avec la guerre en Irak, il faut introduire une autre caractéristique du capitalisme contemporain qui se déduit de cette analyse rapide, à savoir son incapacité à proposer un modèle de diffusion des bienfaits supposés de la mondialisation.

Ce modèle inégalitaire, anti-social et excluant ne dispose du coup d'aucune légitimité. Il est donc condamné à s'imposer par des formes plus ou moins euphémisées de violence ; et en face, faute d'alternatives suffisamment construites, le refus risque de prendre la forme d'une montée des intégrismes religieux, communautaires ou nationalistes. On peut illustrer la manière dont cette hégémonie illégitime engendre une véritable dialectique des fondamentalismes à l'aide d'un texte, hallucinant et halluciné, publié il y a quelques années dans la revue d'une école de guerre<sup>9</sup>. Le major Peters y décrit, avec ses mots, la fin d'une époque :

« C'est une évidence que, durant une bonne partie du XX<sup>e</sup> siècle, l'éventail des revenus s'est refermé, qu'il s'agisse des individus, des pays, voire des continents [...] Qui travaillait plus dur que le voisin pouvait améliorer sa situation sur le marché. Cette justice fruste nourrissait des espérances largement répandues. Ce modèle est mort. Aujourd'hui, la dépense physique devient superflue dans un monde où les machines et les méthodes de pro-

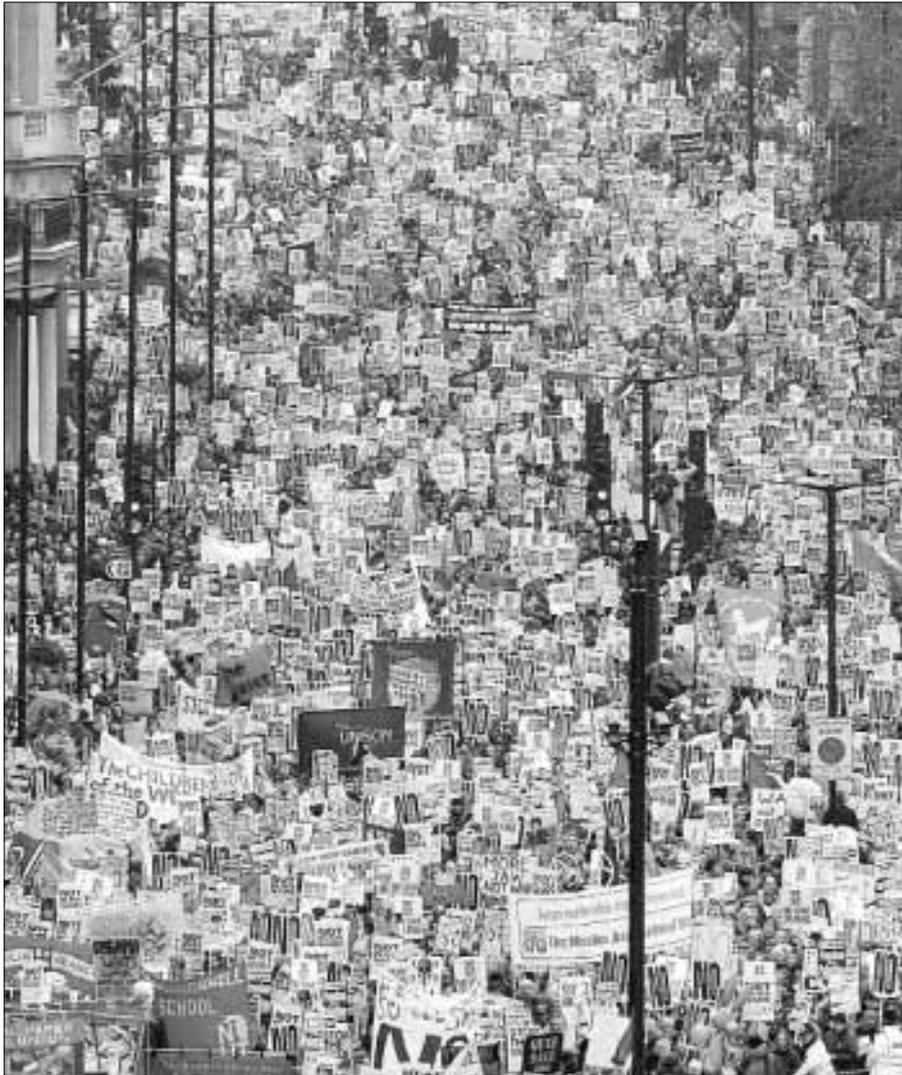
duction économisent le travail [...] L'Américain moyen sorti du collège dans les années soixante espérait un bon travail qui lui permettrait d'assurer le bien-être de sa famille et d'augmenter raisonnablement son niveau de vie. Pour beaucoup de ces Américains, le monde s'est écroulé, alors même que les médias les provoquent en leur montrant les images d'un monde toujours plus riche, animé et distrayant, dont ils se sentent exclus. Ces citoyens marginalisés (discarded) ont l'impression que le gouvernement ne s'occupe plus d'eux, mais seulement des privilégiés. » Le major Peters va plus loin. Une situation est en train de se créer où « l'ouvrier américain licencié et le Taliban vont être frères dans la souffrance ».

Cette prise de conscience d'une perte totale de légitimité, à l'intérieur comme à l'extérieur, conduit logiquement à une vision paranoïaque du monde qui débouche sur une véritable déclaration de guerre : « ceux qui n'ont rien vont haïr ceux qui ont tout, et s'en prendre à eux. Et nous, aux États-Unis, nous continuerons à être perçus comme ceux qui ont tout. Il nous faudra intervenir pour défendre nos

intérêts, nos citoyens, nos alliés ou nos clients. Nous gagnerons militairement chaque fois que nous en aurons le courage. Il n'y aura pas de paix. Nous sommes appelés à vivre dans un monde parcouru de multiples conflits aux formes changeantes. Le rôle des forces armées US sera en pratique de maintenir un monde sûr pour notre économie, et ouvert à notre offensive culturelle. A cette fin, nous aurons à tuer pas mal de gens (do a fair amount of killing) ».

La guerre actuelle se situe dans le droit fil de ce délire. Son lien avec l'économie ne peut être analysé selon des schémas mécanistes où l'intervention servirait à relancer l'économie US, à faire baisser le prix du pétrole ou, dans une version encore un peu plus paranoïaque à assurer la suprématie du dollar sur l'euro<sup>10</sup>. Aucune de ces déterminations ne peut vraiment rendre compte de l'intervention en cours. Celle-ci renvoie au fond à la nature déséquilibrée et asymétrique de l'impérialisme contemporain, et à l'incapacité qui en découle à dominer par d'autres moyens que la violence. ■

Londres, 15 février 2003.



1. Odile Castel, « La naissance de l'ultra-impérialisme. Une interprétation du processus de mondialisation », in Duménil & Lévy, *Le triangle infernal. Crise, mondialisation, financiarisation*, PUF, 1999 ; Robert Went, « Mondialisation : vers un ultra-impérialisme ? », in *Mondialisation et impérialisme*, Cahiers de critique communiste n° 1, Syllepse, 2003.

2. Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, Les Editions de la Passion, 1997.

3. Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Exils, 2000.

4. Toni Negri, « L'« Empire », stade suprême de l'impérialisme », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2001.

5. Michael Hardt, « Folly of Our Masters of the Universe », *The Guardian*, 13 décembre 2002.

6. Michael Hardt, « A trap set for protesters », *The Guardian*, 21 février 2003.

7. Wynne Godley, *Seven Unsustainable Processes*, The Levy Economics Institute, 1999. <<http://www.levy.org/docs/stratan/pdfs/sevenproc.pdf>>

8. Michel Aglietta, *Le capitalisme de demain*, Note de la Fondation Saint-Simon, 1998.

9. Ralph Peters, « Constant Conflict », *Parameters*, vol. XXVII, n° 2, 1997. <<http://carlisle-www.army.mil/usawc/Parameters/97summer/peters.htm>>

10. William Clark, « The Real Reasons for the Upcoming War With Iraq: A Macroeconomic and Geostategic Analysis of the Unspoken Truth », 2003 <<http://www.ratical.org/ratville/CAH/RRIraqWar.html>>

# Vers une collision inévitable

Paolo Turco\*

L'agression des États-Unis contre l'Irak ne saurait être séparée de la série des agressions impérialistes contre des nations dominées ou rebelles qui la précède (Panama, Irak 1991, Somalie, Yougoslavie, Colombie, Palestine, Afghanistan, Côte d'Ivoire...), qui n'ont jamais été le seul fait des États-Unis, pas plus que des agressions que Washington a de toute évidence déjà prévues. Il serait donc futile d'expliquer la guerre actuelle de manière politicienne et empirique, en faisant appel à telles ou telles caractéristiques ou tendances propres à l'administration Bush (elles existent évidemment, mais elles ne constituent pas l'élément central sur lequel nous devons concentrer notre attention). Il est notoire que la plupart des démocrates, dont Clinton lui-même, sont, aux États-Unis, d'accord avec Bush pour s'engager dans cette agression; quant au duo Chirac-Schröder, il partage pleinement les objectifs des États-Unis. Les deux compères étaient prêts à s'engager dans l'occupation de Bagdad (même s'ils préféreraient que ce soient des troupes des Nations unies qui s'en chargent plutôt que les armées anglo-américaines) et à infliger au peuple irakien une punition exemplaire (avec des sanctions plus dures encore que celles qui lui ont été infligées depuis douze ans, et qui ont assassiné plus d'Irakiens que les bombes elles-mêmes).

La enduring war (guerre permanente) « externe » que mènent les pays capitalistes les plus puissants au niveau mondial ne saurait pas davantage être séparée de cette autre guerre, sans cesse plus âpre, même si elle n'est pas encore ouvertement sanglante, qu'est l'enduring war interne que les mêmes puissances mènent, depuis plusieurs années, contre la masse du prolétariat des métropoles, de plus en plus dépouillée de toute une série de garanties et soumise à une discipline de type militaire. Dans ce domaine

également, le néo-libéralisme anglo-américain a ouvert la voie, la social-démocratie européenne s'alignant progressivement sur cette position.

Ce processus de guerre externe et interne du capital contre le travail (qu'il ait la peau noire ou blanche) se développe parce que le long cycle général d'expansion du capitalisme est parvenu à son terme. L'agression contre l'Irak marque un bond en avant dans ce processus, au travers duquel l'impérialisme s'efforce de créer des conditions plus favorables à une relance de sa croissance, actuellement semi-bloquée. Une chose est certaine : nous sommes au début d'une période d'« extrême instabilité », où se développeront des affrontements de plus en plus aigus entre les classes et entre les États. Dans cette perspective, au-delà de toute « prévision » sur ce qui va se passer, il est indispensable de se comporter en communistes, de faire face à la réalité de cet affrontement, et d'y affirmer la nécessaire autonomie de classe, et ce, dans le cours même de ce processus.

## Un système capitaliste tourné sur lui-même

Par conséquent, dans la mesure où nous raisonnons en perspective, il faut absolument dépasser tout ce qui est simplement conjoncturel, quelle qu'en soit par ailleurs l'importance, qu'il s'agisse d'événements financiers, boursiers ou dans le domaine de la production, qui se développent en quelque sorte au-dessous des événements guerriers, pour tenter de saisir la question fondamentale: ce système capitaliste tourné sur lui-même, qui s'est nettement approché de ses limites historiques, devenant incapable de se reproduire sans développer de manière intolérable son parasitisme vorace par rapport à l'homme et à la nature. D'autant plus intolérable qu'il se manifeste au beau milieu d'une nouvelle révolution technologique et d'une nouvelle socialisation des forces de production du travail. Le parasitisme des États-Unis vis-à-vis de l'économie mondiale

est l'expression la plus poussée d'un parasitisme plus général dont bénéficie l'Occident tout entier, et dont souffre la totalité du monde extra-métropolitain (sans oublier, dans l'un et dans l'autre cas, l'inégale répartition des bénéfices et des coûts entre les différentes classes).

Une étude plus poussée des traits particuliers des rapports impérialistes dont les États-Unis sont le pivot et les principaux bénéficiaires, est donc nécessaire, surtout pour mettre en évidence cet ensemble de contradictions. Commençons par définir (avec F. Chesnais) un point de départ: la diffusion à l'échelle mondiale, et avec une profondeur sans précédent, de la domination du capital financier sur les autres formes du capital, et donc sur le salariat. Une domination qui, au niveau politique et militaire, s'annonce comme la dictature d'un petit nombre d'États rentiers sur un grand nombre des pays dominés et, au niveau social, comme une polarisation sociale démesurée dans les pays exploités, y compris, de plus en plus, également en Occident.

A notre avis, il faut bien faire la distinction entre les États et les pays qui ont le monopole du capital liquide et des moyens de destruction de masse (le « colonialisme financier et thermonucléaire » dont a parlé Bordiga, une expression qui colle très bien aujourd'hui) et les pays (et les nations) dominés, à différents degrés, par ces États. Il faut ensuite en tirer les conséquences de manière cohérente pour le cas qui nous intéresse. Par exemple: parmi les militants anti-capitalistes et révolutionnaires, personne ne doute que l'agression contre l'Irak soit une guerre néo-colonialiste et impérialiste. Mais si on le pense, pourquoi a-t-on tant de mal à reconnaître que cette guerre est, pour les masses irakiennes, une guerre de résistance, de libération, anticoloniale, antimpérialiste, que ces militants devraient soutenir « sans si et sans mais »? (en distinguant, ça va sans dire, les manières et les objectifs au travers desquels les différentes classes, en Irak et dans le monde arabo-islamique,

\*Membre de la rédaction de la revue *Che Fare*? c.p. 7032-00162 Roma. Mel: chefare@tightrope.it



New-York, 15 février 2003.

participent à cette guerre anti-impérialiste ou... la sabotent).

### La situation du capitalisme aiguisé les contradictions inter-impérialistes

A l'heure actuelle, les fissures inter-impérialistes peuvent paraître modestes, et pourtant on tente déjà de tous côtés de les réduire. Mais l'impasse dans laquelle se trouve le capitalisme mondial est si grave qu'elle ne va cesser de les agrandir

(puisque nous nous situons en perspective, le mot « annoncer » est approprié). La régénération de conditions d'accumulation capitaliste plus favorables au profit a besoin autant d'une agression d'une portée historique extraordinaire contre le monde des salariés et des exploités, que de la restructuration générale des rapports inter-impérialistes et inter-capitalistes, d'un nouveau partage du marché mondial. Il vaut mieux, donc,

jeter un coup d'œil rétrospectif sur ce qui s'est passé à l'occasion des deux conflits inter-impérialistes du dernier siècle.

La Première Guerre mondiale a été la première guerre inter-impérialiste pour la répartition des espaces coloniaux entre les superpuissances bourgeoises en expansion. Le développement capitaliste ne pouvait plus être contenu dans les cadres nationaux ; une « compétition ▶

pacifique» n'était plus possible dans ce cadre-là, qui au contraire conduisait à un affrontement exponentiellement croissant parmi les rivaux les plus importants (une globalisation ante litteram). Le résultat fut une redéfinition des rapports de force entre les puissances engagées, avec un déplacement en faveur des États-Unis. S'achevait l'époque de la « pax britannica », commençait l'ère américaine. Mais pas encore celle de la « pax americana » (qui s'est affirmée à la fin des années soixante), parce que la solution de 1918, instable, n'était rien d'autre que les prémisses d'un nouveau conflit.

La nouveauté, c'est que, contre ce cadre, la révolution d'Octobre s'est affirmée comme début de la révolution prolétarienne mondiale, seul chemin pour arrêter la logique de guerre inhérente à la nature même de l'impérialisme. Corollaire indispensable d'Octobre, l'effort pour unir au combat directement prolétarien des métropoles les masses du monde colonisé. Moscou et Bakou, révolution prolétarienne et lutte anti-impérialiste de libération nationale jusqu'au bout marchent ensemble. Le processus révolutionnaire entrepris dans plusieurs pays fut ensuite stoppé et inversé, jusqu'à « réabsorber à distance » Octobre. Tout cela s'est conclu par la participation contre-révolutionnaire à la Deuxième Guerre mondiale et par l'absorption définitive de l'URSS dans le domaine capitaliste (sanctionnée officiellement en 1989), mais la leçon demeure valide: il n'y aura jamais de paix véritable sans en passer par un nouvel Octobre, cette fois-ci victorieux.

« *La cause immédiate de la (deuxième) guerre est la rivalité entre les empires coloniaux anciens et riches: Grande-Bretagne et France, et les pillards retardataires: Allemagne et Italie* » (Trotsky), dans le contexte de rapports de force mondiaux déplacés « définitivement » en faveur des États-Unis; le résultat sera la confirmation pleinement développée de la toute-puissance américaine, capable d'exporter en Europe sa liberté, c'est-à-dire sa domination. Une véritable « *agression contre l'Europe* », comme l'a écrit Bordiga, avec les « *Alliés* » réduits au second plan, sous contrôle, cependant

que les fruits les plus juteux (mais non pas tous les fruits) du partage du monde alimentaient le profit monopolistique des États-Unis. Mais la fin de la Seconde Guerre n'a pas été l'occasion d'un nouvel Octobre. La lutte prolétarienne, bien que présente, fut emprisonnée, sous le poids de la « patrie du socialisme », dans une logique nationale, de collaboration de classe, visant au mieux à l'introduction dans quelques pays d'espaces de « plus grande démocratie » ou à une reconnaissance de revendications d'indépendance nationale-bourgeoise, avec le soutien d'une grande mobilisation de masse, comme dans les cas yougoslave et grec. Dans le même temps, le soulèvement insurrectionnel anti-impérialiste des colonies fut arrêté brutalement (Algérie), ou encore ses ailes furent rognées (Chine) par la nouvelle Sainte Alliance « *“démocrate” -“socialiste”* ».

Le nouveau conflit mondial dont on prévoit (de loin) l'arrivée réactualisera et développera sous des formes nouvelles le cadre précédent. Au terme de longues décennies de « paix », les pays impérialistes d'une Europe détronée, les nouveaux pays capitalistes émergents, la Russie libérée de toute entrave socialiste, et au tout premier plan, l'insaisissable Chine vont, au-delà des contingences immédiates, vers une collision inévitable avec les États-Unis. Ils s'aperçoivent que, pour eux, le cycle pendant lequel ils ont pu jouer le rôle de comparses de second rang dans le partage du butin impérialiste se clôt. Et ce n'est pas d'aujourd'hui. Dans un marché devenu trop étroit et saturé, les possibilités d'expansion disparaissent pour ces pays, du fait de l'affrontement direct avec la toute-puissance américaine qui les réduit à un état de dépendance surveillée et dominée. Cette lutte concerne aussi une multitude des pays capitalistes de second plan, parmi lesquels ceux qui sont nés des luttes de libération nationale-coloniale et ceux qui ont une structure bourgeoise ancienne mais faible (Argentine), dont le développement est paralysé, ou abîmé, par les mécanismes impérialistes. Ainsi, une fois encore, l'alternative historique est entre un nouvel Octobre à une échelle directement internationale, ou un nouveau massacre

des masses des néo-colonies et des métropoles, qui deviendront de la chair à canon. Il faut discuter de l'actualité de cette « question » et des formes de sa « réactualisation ».

### Apprécier lucidement l'état d'esprit de la classe ouvrière

En 1937, Trotsky s'interroge: « *Est-ce qu'on peut s'attendre à une résistance face aux dangers de la guerre de la part des masses ouvrières au travers de grèves générales, d'insurrections, de révolutions? En théorie, il ne faut pas l'exclure. Toutefois, si nous ne prenons pas nos peurs et nos désirs pour la réalité, cette résistance n'est pas une perspective vraisemblable. Les masses travailleuses du monde entier aujourd'hui supportent le poids terrible des défaites subies... Le réveil politique du prolétariat se déroule plus lentement que la vitesse à laquelle la nouvelle guerre se prépare.* » Ces mots, nous pouvons les faire nôtres pour la situation actuelle. Non sans différences importantes:

a) Depuis, les conditions matérielles, objectives et subjectives se sont détériorées, ce qui a permis de donner prise aux sirènes des soi-disant intérêts communs entre prolétaires et bourgeoisie, dans la perspective d'un développement commun, pour le « bien de tous »;

b) Les « anciennes Internationales » n'existent plus, qui savaient défendre le capitalisme avec efficacité en feignant d'en être indépendantes; le cadre d'ensemble semble plus épuré, avec une domination absolue des forces du capital d'un côté, et de l'autre, les besoins d'une masse d'exploités, de plus en plus soumise à la violence, qui n'est plus représentée par personne et qui devra organiser tout de même une forme d'auto-représentation;

c) Un mouvement de résistance internationale de classe a commencé à se manifester à l'avance et connaît des accélérations très intéressantes, même s'il est toujours vrai aujourd'hui encore que nous continuons de payer le poids des défaites précédentes ainsi que de la dissolution générale de toutes les formes précédentes de conscience et d'organisation centralisée.

Le mouvement « anti-globalisation », dès Seattle, a commencé à se définir comme une réponse aux effets les plus évidents et les plus ravageurs du système capitaliste parvenu à cette phase nécessaire et inévitable. Il l'a fait en se solidarisant avec les pays les plus exploités ; il a commencé en reconnaissant les liens entre l'oppression de ces peuples et l'attaque portée en Occident à l'ensemble des conditions de vie des masses non exploiteuses. Un mouvement, donc, qui est l'expression des besoins et des sentiments « élémentaires » (toujours « en perspective »), « de l'immense majorité de la population » à l'échelle nationale et mondiale.

La reprise de l'auto-mobilisation et de l'auto-organisation de la part de masses nouvelles sur ce terrain ne pouvait pas et ne peut toujours pas aujourd'hui se développer sans véhiculer beaucoup d'illusions. Néanmoins, poussé par l'approfondissement des contradictions du système, le mouvement est porté à aller de l'avant, à reconquérir son arme historique, le parti. Nous ne voulons pas dire, bien sûr, qu'il s'agit pour elle de reconnaître une « avant-garde déjà constituée en parti », mais de récupérer l'idée du parti au sens marxiste de (re)constitution du prolétariat en classe et donc en parti (Manifeste du Parti Communiste de 1948). Les communistes organisés ont sûrement un rôle spécifique et essentiel dans ce processus. On en voit aujourd'hui les premiers pas : en prenant acte de certains « effets » du capitalisme, on reconnaît l'existence de certains mécanismes matériels qui les produisent et les reproduisent systématiquement (FMI, Banque Mondiale, grands groupes monopolistiques financiers et de production, structures militaires, etc.). Il faut s'opposer de manière concrète à ces forces. Comment ? Peut-on imaginer réformer le monde actuel, en fixant des règles (ce qui n'a jamais existé et est aujourd'hui totalement mort) pour des rapports « équitables et solidaires » entre différents pays et différentes classes ? Peut-on espérer sauvegarder la « spécificité » des pays industriels en les maintenant hors d'atteinte du processus de globalisation (comme le voudrait par exemple Samir Amin), comme si l'impérialisme

n'était pas un système mondial combiné et inégal, et simplement une sorte de centre de pouvoir que l'on pourrait limiter à certains pays (le fameux « Empire ») ? Peut-on vraiment croire que la lutte pour ces objectifs peut se mener à partir d'une « pluralité » d'impulsions, qui éviterait par définition une réelle centralisation et une organisation effective ?

### L'enjeu des mots d'ordre dans les manifestations anti-guerre

Face à ces problèmes, le « mouvement » sera contraint de se définir, de se briser et de se recomposer, et ceci, à partir de l'opposition même à la guerre, en Irak ou ailleurs. Il lui faudra soit mettre au premier plan ses propres raisons, soit continuer à se placer à la remorque des différentes perspectives propres à chaque « patrie » impérialiste (Non à la guerre américaine, mais oui à notre guerre !)

On peut penser que le mouvement actuel contre la guerre en Occident a influencé l'orientation de certains États (France et Allemagne ; il ne faut pas oublier qu'il y a dans ces pays des millions d'immigrés arabo-musulmans...). Mais il serait criminel de croire qu'une série de pays impérialistes puissent avoir été « convertis » à la paix par les exigences et les revendications de ce mouvement. Ces pays ont tout simplement des intérêts à utiliser le mouvement pacifiste pour développer, aujourd'hui leur force contractuelle, demain leur force militaire vis-à-vis des États-Unis. La politique de Chirac-Schröder, loin d'être une alternative à la politique des États-Unis, est en fait une contre-politique impérialiste, qui conduit tout droit vers un futur conflit armé généralisé. Et nous avons d'ores et déjà suffisamment d'exemple de « tendances » présentes dans le mouvement anti-guerre qui rêvent d'avoir à leur disposition un drapeau « alternatif » européen... Ces tendances ne se proposent pas de lutter contre certains gouvernements pour les contraindre à se démarquer des États-Unis (chose en soi assez positive, si elle parvient à mettre en crise les bourgeoisies), mais à pousser ces gouvernements à se faire les représentants d'un « anti-américanisme » sans phrase. L'effet de tout cela n'est pas

d'élargir le « front de la paix », mais de contribuer à son alignement belliciste sous les drapeaux des bourgeoisies rivales.

Supposons qu'une « autre politique européenne », suscitée (!) par les mobilisations, rencontre les attentes de plusieurs États du Sud appartenant au monde opprimé, qui y trouvent tactiquement une certaine concordance (bourgeoise) d'intérêts... Premier problème : si cela se produisait, on couperait les ponts avec le mouvement anti-guerre le plus important, le mouvement américain qui, d'une façon ou d'une autre, est en train de réaliser que « l'ennemi principal est dans notre propre pays ». Second temps : il faut écraser la résistance des masses des pays opprimés pour la faire contenir par les bourgeoisies contre-révolutionnaires de ces pays, alignées ou capables de s'aligner derrière l'alternative bourgeoise européenne : elles craignent comme la peste la contamination internationaliste révolutionnaire. « *Vive la France !* » se sont récemment écriés des No-War anglais. C'est-à-dire : Vive une Europe impérialiste, et à mort le mouvement mondial de classe ! Ce même « anti-américanisme pacifiste » n'arrive pas à cacher ses traits chauvins : le plus grand quotidien « communiste » italien (Il Manifesto), bien qu'il soit très anti-Bush, souhaite que cette guerre se termine rapidement avec la victoire de Bush et la défaite de Saddam... pour éviter un nombre excessif de victimes. C'est dire : on ne veut pas que vous résistiez, si vous le faites, il faut que vous sachiez que nous sommes contre vous, parce que, de toute façon, « notre » Europe n'a rien à partager avec votre lutte de bêtes prédestinées à être colonisées quoi qu'il en soit.

Les militants communistes ont la tâche, au contraire, d'orienter le mouvement réel, où qu'il soit et sous quelque forme qu'il apparaisse, vers des objectifs qui lui soit propres, de se déclarer fièrement opposés aux bourgeoisies, de se joindre aux résistances internes aux États-Unis, d'être solidaires des masses opprimées du monde arabo-islamique et du Sud tout entier. Le chemin qui conduit à une nouvelle internationale est long et difficile, mais... ■

# Vers une situation

Aldo Romero\*

L'invasion de l'Irak, au-delà des obstacles inattendus auxquels se sont heurtées la diplomatie américaine ou les forces d'occupation, ne doit pas être jugée comme un fait plus ou moins imprévu, déclenché de manière intempestive par Bush et son entourage ultra droitier (bien le rôle de celui-ci soit très important, comme nous l'indiquerons plus loin). Elle est un maillon d'une politique que les États-Unis développent depuis plus d'une décennie, tendant à imposer leur hégémonie ou domination planétaire. Politique qui, loin de consister en une série d'initiatives plus ou moins improvisées, exprime une véritable stratégie d'État, qui opère de manière interne et externe, dans le domaine politique, social, économique et militaire. Les États-Unis, à un degré beaucoup plus élevé et de façon beaucoup plus effective que quelque autre puissance impérialiste, ont effacé depuis longtemps déjà les frontières entre l'état de paix et l'état de guerre. Par stratégie d'État, il faut entendre à la suite d'Henri Lefebvre<sup>1</sup>, une coordination d'actions et d'opérations projetées à moyen et à long terme. Or les États-Unis, il faut le rappeler, ont procédé systématiquement à la conquête de positions durant une longue période. Il est vrai que tout ne s'est pas toujours passé comme ils

l'auraient souhaité (il suffit de se souvenir des peu glorieuses retraites de Somalie et du Liban). Mais la « normalisation » de l'Amérique Centrale, la première guerre du Golfe, l'intervention en Yougoslavie, l'agression contre l'Afghanistan et, maintenant, l'invasion de l'Irak, pour ne citer que les cas les plus notoires, sont les jalons d'une offensive extérieure qui a une expression très concrète dans le déploiement de troupes et de bases pour l'intervention militaire directe dans le monde entier à une échelle sans précédent, ainsi que dans la consolidation et le développement d'une écrasante supériorité technologique militaire par rapport à quelque autre État.

Or, si nous commençons par attirer l'attention sur la stratégie des États-Unis et ses succès relativement importants, c'est pour souligner tout de suite que « *qui dit stratégie dit aussi, choix multiples, profits et pertes et de ce fait risques [...]. Toute stratégie (banalité depuis Clausewitz) peut échouer. Lorsqu'on analyse une stratégie il faut distinguer ce qui est mis en jeu (les profits et les pertes) et les objectifs (les buts poursuivis par la volonté politique qui a conçu la séquence opérationnelle).* » De fait, tandis que la « contre-révolution conservatrice » de Reagan, l'« Ordre nouveau » proclamé par Bush père et l'orgueil impérial cultivé par l'administration Clinton ont élevé la suprématie Nord américaine à des niveaux jamais vus, simultanément, avec

la mondialisation du capital, il est devenu évident que le moment d'achèvement le plus complet de l'ordre du capital marquait aussi (pour parler comme Mészáros) le début sans précédent de sa crise structurelle et, comme partie constituante de celle-ci, la crise du système mondial des États<sup>2</sup>. C'est pourquoi nous avons écrit, il y a déjà quelques années, que la mondialisation du capital permettait d'un côté de maximiser les bénéfices pour une fraction du capital, en accumulant de l'autre des éléments évidents de chaos planétaire et de barbarie. La mondialisation conduisait ainsi à des confrontations d'une violence et d'une ampleur sans équivalent<sup>3</sup>. Nous signalions aussi que les impérialistes en général, et les Yankees en particulier, paraissaient décidés à renouer avec de véritables politiques de recolonisation sous des formes diverses.

Durant la période des années 1980 et 1990, les États-Unis ont exercé leur suprématie en combinant la « direction-hégémonie » vis-à-vis des États alliés, en premier lieu des pays les plus importants de l'Union Européenne et du Japon, et la « domination-coercition » visant à soumettre ou à liquider les pays considérés comme « États parias » (dans la terminologie de Bush fils : l'axe du Mal). Il y a aussi pour eux la zone grise des États post communistes, et particulièrement de la Russie et de la Chine, alliés peu sûrs ou ennemis potentiels, qu'on essaie

\* Directeur de la revue argentine *Herramienta*.

Les jeunes en masse contre la guerre : Genève, le 31 janvier 2003 ; Lugano, le 21 février ; Lausanne, le 5 et le 20 mars 2003.



# plus instable

d'« associer » économiquement et politiquement, en même temps que se met en place une orientation militaire de « contention »<sup>4</sup>. Les sanctions et agressions contre l'Irak, qui se sont perpétuées depuis la guerre du Golfe, ont été une expression de cette stratégie générale, qui a été appuyée plus ou moins activement par tous les gouvernements impérialistes, par la Russie, la Chine et les Nations unies.

## Les éléments nouveaux

Aujourd'hui, il devient évident que G.W. Bush et son équipe de fondamentalistes ultra-droitières introduisent des changements qui modifient, tant ce qui est mis en jeu que les objectifs. Un après l'attentat du 11 septembre 2001, avec la « guerre au terrorisme » et la répétition générale d'Afghanistan sur le dos, on annonce une nouvelle doctrine de sécurité dont l'axe est d'affirmer l'objectif que les États-Unis imposent une domination de la planète au moyen d'une supériorité militaire absolue et incontestable. On systématise dans ce document la décision d'agir unilatéralement, en particulier contre « l'axe du Mal » (qui peut être étendu à volonté : Ben Laden et les Talibans d'abord, l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord ensuite, et même la Libye, la Syrie, Cuba...) et on remplace les vieilles idées de dissuasion et de contention par la doctrine de l'« action préventive »<sup>5</sup>. L'invasion de l'Irak prouve qu'il ne s'agit pas de rhéto-

rique, mais d'un pari stratégique qui cherche à donner une leçon au reste du monde et à réorganiser le Moyen-Orient d'un bout à l'autre...

Je ne me suis pas arrêté sur les traits aventuriers qui marquent l'entreprise de Bush et de son équipe. Ils existent sans doute et doivent être pris en considération, mais à cette étape, il est important de souligner que ce qui compte est moins la « rationalité » de la bande ultra réactionnaire installée à la Maison Blanche, que le rapport de forces qui se construit dans la lutte elle-même. Et, par conséquent, c'est une question de vie et de mort que de reconnaître à tout moment que l'ennemi a une stratégie qui ne s'écroulera pas à cause de ses inconsistances ou de ses contradictions internes, mais uniquement par la capacité de construire et d'orienter une force susceptible de la détruire. Il importe également de souligner qu'en faisant monter les paris, Bush a multiplié les risques aussi. C'est ce que Immanuel Wallerstein écrit en forçant un peu la note : « pour résumer, si Bush gagne, il fera face à un statu quo géopolitique qui sera très loin de convenir vraiment. Et s'il perd, il perdra réellement »<sup>6</sup>. En tout cas, sans avancer de pronostic, l'invasion de Bush (et Blair) a été confrontée à de sérieuses difficultés, et ceci à plusieurs niveaux.

En premier lieu, elle a déclenché une véritable crise politique et institutionnel-

le à l'ONU, dans les relations avec l'Europe et les gouvernements qui, après le 11 septembre, s'étaient joints avec plaisir à « l'alliance mondiale contre le terrorisme », et même au sein de la classe dominante américaine. En second lieu, le sort politico-militaire de la guerre du futur gouvernement d'occupation est plus que douteux, vu la résistance irakienne et le soutien qui, sur ce terrain, peut arriver des peuples de la région (en dépit, en principe, du caractère mercenaire de leurs gouvernements). Enfin la mobilisation mondiale contre la guerre semble se constituer en une force effective fondée sur l'action de masse et, ce qui est aussi important, qui se constitue sur un terrain de prise de conscience et de débats où travailler pour développer une stratégie propre contre la guerre impérialiste et le capitalisme qui l'engendre.

Les relations étroites qui existent entre la mondialisation du capital et la suprématie sans précédent qu'a atteint l'impérialisme Nord américain sur ses alliés-concurrents européens et japonais, ont été analysées. De même que le développement du « complexe militaire et de sécurité » et son rôle dans l'extraordinaire concentration et centralisation du capital aux États-Unis, avec la capacité qui en découle de « drainer » vers le centre impérial la plus-value mondiale<sup>7</sup>. Je ne peux rien ajouter à ce qui a été écrit, excepté avancer l'avis que nous ►



sommes arrivés au point où la prédominance Nord américaine, depuis de longues décennies pivot de la configuration hiérarchisée des relations impérialistes, implique de nouvelles et plus fortes exigences du fait des difficultés économiques et géopolitiques de type systémique. Ceci, et les éventuels effets récessifs du conflit, fera que l'ensemble de la situation sera plus instable et explosive.

### Prétention des États-Unis à être « l'État mondial du capital » et leurs onusiens

Les divisions au sein du Conseil de sécurité et le comportement méprisant de Bush et de ses fonctionnaires envers les réticences ou les critiques de la France et de l'Allemagne, ne se résolvent pas « en regardant vers l'avenir ». Même les gouvernements les plus critiques de « l'unilatéralisme » Yankee sont restés indécemment contemplatifs devant le génocide qui commençait, jusqu'à ce comble de soutenir que, étant donné que l'on n'avait pas pu empêcher la guerre, il fallait espérer que... les troupes d'occupation anglo-nord-américaine la gagnent rapidement ! Il est évident que la circonspection des gouvernements européens, inspirée par le désir de minimiser les divergences, de ne pas perdre plus de positions et de pouvoir jouer un certain rôle dans la « normalisation » de l'après-guerre en Irak, n'a pas modifié la décision des États-Unis : ce seront eux et personne d'autre qui gouverneront l'Irak et établiront l'agenda politique de toute la région.

Il s'agit sans aucun doute d'une situation inédite. D'un côté, les bourgeoisies européennes sont les dernières à vouloir rompre définitivement les cadres formels ou informels du bloc inter-impérialiste qui les protège, même si rester parmi les maîtres du monde les réduit à être dans l'inconfortable position d'associés de seconde classe. Pour le moment, des disputes et conflits inter-impérialistes pour le partage du monde, comme dans les phases antérieures de l'impérialisme, sont impensables. En même temps, les divergences d'intérêts sont réelles et les brèches peuvent encore s'élargir jusqu'à des limites que nous ne connaissons pas.

Il faut dire un mot des Nations unies et des autres institutions transnationales qui peuvent être vues par les actuels occupants de la Maison Blanche et leurs idéologues comme des formalismes coûteux et inutiles, voire dangereux pour

l'exercice d'un nouveau droit international fondé sur leur propre force : « *Les Nations unies n'existent pas. Il existe une Communauté internationale qui peut être dirigée par la seule puissance véritable qui reste dans le monde, que sont les États Unis, quand cela convient à nos intérêts et que nous pouvons obtenir que d'autres nous suivent.* »<sup>7</sup> En réalité, le désaccord des cercles dirigeants américains actuels avec les Nations unies plonge ses racines dans une contradiction structurelle : l'ordre du capital n'a jamais pu se passer de l'État moderne, au point que cette structure politique de commandement fait partie de la matérialité du système capitaliste. Mais en raison même de cette matérialité historique, lorsque la logique d'expansion du système mène à la formation d'un capital global, les fondements de celui-ci entravent l'existence d'un État mondial. Naturellement les prétentions qu'ont les États-Unis de jouer de fait ou de droit le rôle d'État mondial, ne peuvent qu'avoir des conséquences funestes. Mais il serait complètement inutile de prétendre conjurer un semblable péril en embellissant ou en capitulant dans les illusions sur cette « caverne de bandits » que sont les Nations unies.

### Aiguïsement de la lutte des classes

Les divisions ou fissures au niveau du système mondial des États et des différents gouvernements peuvent encourager ou faciliter les luttes des travailleurs et des secteurs populaires contre la guerre impérialiste et, plus généralement, pour leurs revendications. Mais il faut s'attendre à ce que les gouvernements bourgeois raisonnent exactement à l'inverse : face à la crise, aux dangers et aux incertitudes, plus d'austérité, plus de flexibilité, plus de licenciements, des régimes répressifs et sécuritaires plus durs.

En Amérique latine, sans aucun doute, le refus de la guerre a introduit dans la plupart des pays un facteur additionnel de mobilisation et de radicalisation, qui fusionne avec le combat contre la recolonisation en cours. Le rejet généralisé de la guerre exprimé par le gros de la population en termes explicitement anti-impérialistes, a placé les bourgeoisies et les gouvernements mercenaires de la région dans une position extrêmement inconfortable. En Argentine, par exemple, « l'alignement automatique sur Washington » proclamé et appliqué par les gouvernements de Menem et de l'Alliance a dû être mis en sommeil, et bien que les gestes de soumission aux maîtres du Nord n'aient pas manqué,

Duhalde a dû se prononcer verbalement contre la guerre.

Bien que ne se soit pas constituée jusqu'à présent une coalition ou coordination consistante, on peut prévoir et œuvrer à ce que la mobilisation contre la guerre (celle-ci et d'autres) s'amplifie et s'organise nationalement et internationalement, et se lie à un nouvel assaut pour tuer le projet de l'A.L.C.A., détruire les bases putschistes de la bourgeoisie vénézuélienne, faire face et contenir les bases et l'intervention militaire des gringos en Colombie, en Bolivie et d'autres pays du continent, approfondir et radicaliser politiquement les mobilisations sociales en Argentine, au Brésil, etc.

Dans un contexte marqué par un rejet passionné des agressions impérialistes, une importante participation de la jeunesse et une soif généralisée de compréhension des raisons et de la portée de la guerre impérialiste ainsi que des alternatives à celle-ci, la lutte et la construction des diverses organisations de la classe ouvrière doivent intégrer la dimension de la lutte « nationale ». Le combat anti-impérialiste et le combat anticapitaliste se fécondent et se renforcent mutuellement, dans des conditions qui rendent possible et qui exigent, dans le contexte des mobilisations contre la globalisation et la guerre impérialiste, une ferme bataille de la gauche révolutionnaire pour coordonner les efforts et alimenter l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire continentale et mondiale. ■

1. Henri Leveuvre, « Lo Stato. 1. Lo stato nel mondo moderno » (*Dedalo Libri*, Bari, 1976). Le texte français original a été publié dans la collection 10/18.

2. Istvan Meszaros, « Más allá del Capital. Hacia una teoría de la transición » (*Vadell Hermanos editores*, Valencia-Caracas, 2001)

3. Herman Camarero, Jorge Dutra, Andrés Méndez y Aldo A. Romero, « Problemas de la Revolución y el Socialismo » en *Construir otro futuro. Por el relanzamiento de la revolución y el socialismo*, (Editorial Antídoto, Buenos Aires, 2000).

4. Gilbert Achcar, « De un siglo americano al otro: entre hegemonía y dominación » dans *Marx 2000. la hegemonía norteamericana*, (Actuel Marx-K&ai Ediciones, Buenos Aires, 2000).

5. « The National Security Strategy of the United States of America » septembre 2002.

6. Immanuel Wallerstein, « Bush va a perder o a lo sumo empatar » dans *Página 12*, 22 mars 2003.

7. Je renvoie aux articles de François Chesnais, Claude Serfati, Charles-André Udry, publiés dans *Carré Rouge* et *A l'Encontre* et traduits et publiés dans *Herramienta* en Argentine.

8. John Bolton cité par Alex Callinicos dans « La estrategia general del imperio norteamericano » (*International Socialist*, décembre 2002).

# Un cycle historique commence

Ricardo Antunés \*

Nous sommes confrontés, au niveau le plus global, à l'existence d'une société du capital extrêmement destructive, tournée vers la production du jetable et du superflu. Ce que certains nomment l'ère de l'entertainment exacerbe le gaspillage et la superfluité qui caractérise la logique sociétale contemporaine. Cette destructivité s'exprime de nombreuses manières : par exemple, quand le système écarte, précarise, met au chômage et rend superflu une partie très élevée de la force humaine mondiale. Presque un tiers de cette force se trouve soit accomplissant des travaux précaires, à temps partiel, soit carrément au chômage (l'OIT les estime à près de 200 millions). Tout cela parce que les capitaux globaux ont besoin chaque jour moins du travail stable et de plus en plus du travail à mi-temps, tertiaire, précaire, qui s'étend partout dans le monde, dans le secteur industriel comme dans les services.

Cette destructivité se manifeste aussi dans les dégâts très forts infligés à la nature et à l'environnement. Depuis les pluies torrentielles incontrôlées provoquées par le changement climatique aux émissions élevées de monoxyde de carbone capables de détruire la couche d'ozone, en passant par les pétroliers qui déversent leur cargaison sur les plages de Galicie ou de Bretagne. Ce sont autant d'expressions de l'extrême irrationalité à laquelle obéit la logique du capital à l'échelle mondiale. Les États-Unis occupent une place centrale dans cet accaparement des ressources énergétiques comme des matières premières mondiales existant dans le globe. Ils absorbent approximativement 25 % de ces ressources à leur profit, alors qu'ils ne représentent que moins de 5% de la population mondiale. Ce faisant, ils dégradent l'atmosphère et mettent en risque la survie même de l'humanité, fait qui a été rappelé avec force par Robert Kurz<sup>1</sup>

comme par István Mészáros<sup>2</sup>. Ce pouvoir destructif s'exprime aujourd'hui sous la forme de l'aggravation de la crise économique mondiale et de l'accentuation de la politique destructive mise en œuvre militairement par les États-Unis en toute sa virulence impériale : guerre contre l'Irak aujourd'hui, contre l'Afghanistan hier, contre l'Iran, la Corée du Nord, Cuba demain, peut-être la Chine, autant de pays conçus par Bush comme parties du « axe du mal ».

## Tentative pour surmonter le divorce entre capital transnational et États nationaux...

Au moment où les États-Unis vivent une des pires phases de leur histoire, expression de leur crise structurelle et que ne sont pas surmontés les effets des attaques spectaculaires du 11 septembre (jour où les États-Unis ont vécu pour la première fois une tragédie sur son propre sol, alors qu'ils étaient toujours habitués à faire exploser les bombes chez les autres), le gouvernement Bush prend la voie d'un impérialisme hégémonique global, avec la prétention d'affirmer, sans aucune contestation, sa position dominante sur le plan des rapports inter-impérialistes. L'agenda politique de ceux, Cheney, Rumsfeld, Condoleezza Rice, etc., qui agissent sous la houlette de Bush est tout à fait clair : les États-Unis doivent réaffirmer, dans cette phase de crise structurelle du capital, leur pouvoir comme superpuissance hégémonique mondiale. Ils doivent imposer cet impérialisme hégémonique mondial dans une situation où pour l'instant, comme le dit István Mészáros, la compétition entre les groupes transnationaux et leurs gouvernements a « des limites importantes : l'immense pouvoir des États-Unis tend à assumer dangereusement le rôle d'État du système du capital comme tel et soumet pour ce faire l'ensemble des puissances rivales par tous les moyens ».

Mészáros continue : « Comme il se passe toujours avec les contradictions importantes dans un système donné, les conditions objectives imposent la mise en œuvre d'une stratégie de domination hégémonique par une superpuissance économique

et militaire, quelle qu'elle soit et quel qu'en soit le coût, pour tenter de surmonter le divorce structurel entre le capital transnational et les États nationaux. Néanmoins, la nature même de la contradiction sous-jacente permet de prévoir l'échec nécessaire de cette stratégie à long terme. Il y a eu plusieurs tentatives d'aborder le sujet des conflits potentiels et la façon de les résoudre, depuis le rêve kantien de la Ligue des Nations pour instaurer la paix perpétuelle, jusqu'à sa mise en œuvre institutionnelle après la Première Guerre mondiale ; depuis les principes solennellement déclarés du Traité Atlantique jusqu'à la création des Nations Unies. Toutes ces tentatives se sont montrées très inadéquates par rapport à leur but. Ce qui n'est pas étonnant. Car l'échec dans l'institution d'un « Gouvernement Mondial » sur la base de la reproduction du métabolisme social du capital tient au fait que nous sommes devant des limites absolues et insurmontables du système du capital comme tel. »<sup>3</sup>

Cette logique présente dans la politique de Bush et des États-Unis est le résultat de trois éléments internes, qui se sont cristallisés sous Bush :

- la défense directe des intérêts monopolistiques liés au pétrole, dans une époque de crise énergétique mondiale, où l'Irak joue un rôle décisif en ce qui concerne les réserves pétrolières ;
- la présence hégémonique de représentants de l'industrie militaire et nucléaire dans l'équipe Bush, garantissant les intérêts de grands groupes économiques comme Boeing, Raytheon, Lockheed Martin et Northrop Gruman ;
- la froide détermination des faucons américains de trouver des ennemis susceptibles de fermer les brèches ouvertes depuis la fin de la Guerre Froide.

## ... avec l'émergence possible d'un nouveau visage du fascisme

La mise en œuvre de cette « guerre juste », déchaînant une irrationalité extrême, doit être rapprochée de ce que Lukács a écrit dans les années cinquante, dans une annexe à l'édition espagnole de son livre, *La destruction de la Raison*, que ▶

\* Professeur à l'Université de Campinas, Brésil, membre des comités éditoriaux de *Margem Esquerda* (Brésil), *Herramienta* (Argentine) et *Latin American Perspectives* (États-Unis)

les États-Unis pourraient avoir recours au fascisme et au nazisme, afin de garantir leur politique ultra monopoliste : « *La Constitution des États-Unis a été, depuis le commencement, et contrairement à celle de l'Allemagne, une Constitution démocratique. Et la classe dominante avait réussi, même dans sa période impérialiste, à maintenir des formes démocratiques, de façon à préserver sur la base de la légalité démocratique, une dictature du capital monopoliste aussi forte que celle établie par Hitler par des moyens tyranniques. Les prérogatives du président des États-Unis, le pouvoir de décision de la Cour Suprême en matière constitutionnelle, le monopole financier sur la presse, la radio, etc., les énormes dépenses électorales qui interdisent efficacement la formation et le fonctionnement des vrais partis démocratiques [...] et enfin l'emploi de méthodes terroristes [...] tout a contribué à ériger une machine bien huilée et qui peut accomplir, de fait, sans briser formellement les processus démocratiques, contrairement à Hitler. A tout cela, on doit ajouter une base économique incomparablement plus large et plus solide aux États-Unis.* » Et, toujours attentif à ces différences, Lukács ajoute : « *Il y a déjà longtemps que le monde, à l'extérieur des États-Unis, aussi bien que les Américains les plus perspicaces et honnêtes, se rendent compte que cette « liberté démocratique » peut se transformer, progressivement, en un système de contrainte, sans aucun besoin d'implanter quelque type de changement formel que ce soit.* »<sup>4</sup>

Texte prémonitoire, alors que la politique des États-Unis s'oriente de façon évidente dans un sens nazi-fasciste (compris dans le contexte de l'univers du XXI<sup>e</sup> siècle qui commence), typique de cette ère d'irrationalisme, de régression, de mise en scène du spectacle de la destruction et de barbarie. Rappelons aussi la caractérisation faite par Carl Schmitt, ancien juriste officiel de Hitler, pour définir les principes de la politique étrangère des États-Unis, pendant le « Siècle américain », *cujus economia, ejus regio*, pour comprendre la prétention absolue des États-Unis à la dominance mondiale. Tout cela nous oblige à nous demander si nous ne sommes pas en présence d'un nouveau fascisme aux États-Unis, adapté aux contraintes économiques, sociales, politiques, idéologiques et subjectives du XXI<sup>e</sup> siècle.

Ces éléments nous permettent de penser que la guerre contre l'Irak ouvre une phase de profonde instabilité internationale : d'un côté, en raison de la vague d'opposition anti-américaine qui s'est répandue comme une traînée de poudre de par le monde, de l'Orient à l'Occident,

permettant à la jeunesse de sortir pour la première fois de l'univers réifié et sublimé de l'american way of life, augmentant ainsi le mécontentement et la répugnance mondiales à l'égard des États-Unis. C'est une rupture avec les années dorées de leur hégémonie du dernier siècle.

D'autre part, sur le plan économique, il n'y a aucune indication que cette politique de « guerre juste » puisse contrecarrer le désastre économique résultant de la crise structurelle actuelle. Au niveau politique, s'ouvre une nouvelle période marquée par de nouveaux rapports (surtout de tension) avec les autres pôles de la triade : l'Europe (la France et l'Allemagne en tête), le Japon et les pays Asiatiques (mais ceux-ci ont montré une fois de plus leur servilité envers les États-Unis) et surtout avec le champ alternatif représenté par la Chine, qui vit malgré son apparent détachement politique, elle aussi, la peur que les États-Unis puissent, à cause de leur croissance économique, les considérer comme une puissance rivale (selon des prévisions, la Chine sera, vers 2020, trois fois plus forte que l'économie nord-américaine)<sup>5</sup>. L'impérialisme secondaire britannique est un appendice et donne le contenu le plus horrible à ce qui a été nommé, de façon ridicule, la « Troisième Voie ».

Ce qui permet d'affirmer avec István Mészáros que la « *dimension militaire de cela est grave. Il n'est pas exagéré de dire (si on envisage aussi le pouvoir de destruction jadis inimaginable des armements, accumulés tout au long de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle) que nous sommes dans la phase la plus dangereuse de l'impérialisme jamais connue. Ce qui est aujourd'hui en jeu n'est pas le contrôle de telle ou telle région de la planète, quelle que soit sa dimension, ni son positionnement hostile à l'égard de ses adversaires, mais du contrôle de la totalité de la planète par une superpuissance économique et militaire hégémonique, qui a tous les moyens (y compris les plus autoritaires et militairement violents) à sa disposition. Telle est la rationalité ultime exigée par le capital développé mondialement, dans la vaine tentative de retrouver le contrôle de ses antagonismes irréductibles. Le problème est que cette rationalité [...] est en même temps la forme la plus extrême d'irrationalité dans l'histoire, y compris la conception nazie de domination du monde, pour ce qui a trait aux conditions nécessaires à la survie de l'humanité.* »<sup>6</sup>

### Les facteurs d'espoir

Cette logique belliciste nous placerait sous la férule d'un empire central, impérialiste, voulant imposer au monde les

retombées de sa déraison. Elle nous oblige à faire un choix entre la Mcdonaldisation du monde, dans la meilleure des hypothèses, où la désertification de la planète. Peut-être G. Bush rêve d'un monde de « coexistence fraternelle » entre lui et les cafards qui seraient les seuls êtres vivants capables de survivre après une guerre nucléaire mondiale. Ce ne serait pas une bonne compagnie pour les cafards.

Mais, contradictoirement, il y a de nouveaux et favorables éléments dans ce nouveau siècle et ce cycle historique qui vient de commencer. Les luttes sociales anti-mondialisation depuis Seattle jusqu'au récent Forum Social de Porto Alegre en 2003, ont accru les résistances à la marchandisation du monde, sa superfluité, son caractère régressif et son orientation destructive aiguë. Bien que ces mouvements aient senti les contrecoups de la réaction des États-Unis à l'attaque du 11 septembre, le slogan Un Autre Monde (Socialiste) est Possible prend de la force et une impulsion sociale et s'étend dans le monde. La croissance des mouvements sociaux et des rencontres, mais celle surtout des luttes sociales partout dans le monde est un signe très clair qu'une nouvelle phase des luttes sociales a commencé.

Le continent latino-américain sort de façon évidente de la léthargie du néolibéralisme des dernières deux décennies. Cela se traduit par les rébellions et les explosions sociales en Argentine, les victoires électorales et politiques récentes au Brésil et en Équateur, la forte résistance populaire anti-putschiste au Venezuela, la lutte armée en Colombie, l'insoumission au Mexique, pour ne citer que quelques exemples. Peut-être peut-on dire que la mondialisation de ces affrontements globaux représente le défi le plus urgent des forces sociales et politiques qui s'opposent à la logique destructrice du capital. Et comme depuis la Guerre du Vietnam, on n'a pas vu des manifestations aussi fortes aux États-Unis mêmes, nous sommes peut-être face à la résurgence de l'opposition sur de nouvelles bases au cœur de l'Empire. Ce qui marquerait effectivement le début d'une nouvelle ère pour l'humanité. ■

1. Voir Kurz, R. *Der Kollaps der Modernisierung*, Vito von Eichborn GmbH & Co. Verlag KG, Frankfurt am Main, 1991 et Mészáros, I., *Beyond Capital*, Merlin Press, 1995, London.

2. Mészáros, I., *Socialism or Barbarism: From the « American Century » to the Crossroads*, Monthly Review Press, New York, 2001.

3. Lukács, G., *El Asalto a la Razón*, Grijalbo, Barcelona, 1967, p. 622/3.

4. Sunday Times, 1<sup>er</sup> juillet 1999, p. 25.

5. Mészáros, I., *Socialism or Barbarism*, op. cit.

# Du projet... à sa réalisation ?

Claudio Katz\*

L'invasion de l'Irak a effectivement placé au centre du débat la situation de l'impérialisme contemporain, ce qui exige de caractériser ses principaux traits. L'impérialisme du XXe siècle constitue un mécanisme de domination des capitalistes des pays centraux sur l'ensemble des pays périphériques. Cette oppression s'exerce économiquement par le transfert systématique de ressources, politiquement à travers des processus de re-colonisation et militairement par l'intermédiaire de la présence de troupes d'occupation. L'agression en cours est un coup de force impérialiste parce que ces trois dimensions sont présentes dans l'intention nord-américaine de s'approprier le pétrole, de redessiner la carte de la région et de renforcer le déploiement de bases étrangères au Moyen-Orient.

A n'en pas douter, le conflit inaugure une « nouvelle période d'instabilité » mais le problème majeur consiste à définir le maillon faible de ces déséquilibres. A mon avis, ce point critique se situe dans la disproportion existante entre l'ambition et la faisabilité du projet impérialiste auquel fait face l'administration Bush.

Occuper l'Irak (et menacer la Syrie et l'Iran), ce n'est pas pareil que de s'emparer de la Grenade, de prendre Panama ou de faire une incursion en Somalie. L'Irak est un pays qui a atteint un certain développement économique, technologique et militaire propre et qui ne peut être facilement réduit au statut de colonie. Les États-Unis tentent d'agir comme la Grande-Bretagne au XIXe siècle en envoyant une flotte pour occuper des régions, balkaniser des pays, installer une administration de cipayes pour piller les ressources naturelles. Mais ils n'affrontent pas des

populations primitives, des nations à constituer ou des États inexistantes, mais des communautés déjà structurées qui, de surcroît, ont une vaste mémoire d'oppression coloniale.

Le premier indice de la viabilité stratégique limitée de l'opération apparaît dans la résistance à laquelle se heurte le Pentagone pour réaliser l'invasion rapide, simple et sans effusion de sang qu'il avait promise. Mais même s'ils parviennent à une conquête achevée du pays, les États-Unis s'affrontent à la perspective d'une résistance soutenue. Leur régime d'occupation peut finir par recréer une grande lutte anticolonialiste.

Mais, le plus important, c'est la portée régionale de cette bataille, car l'invasion est en train de ressusciter les sentiments anti-impérialistes dans tout le monde arabe, qui jusque-là ne se rejoignaient que sur la question palestinienne. C'est pourquoi cette éventuelle « palestinisation » du conflit provoque un tel vertige parmi les artisans de la politique extérieure nord-américaine.

## Pas de rapport immédiat avec la conjoncture économique

Je ne crois pas qu'il existe une relation directe entre l'invasion de l'Irak et les dérives boursières et financières récentes. Ces convulsions sont le produit de l'explosion de liquidités qu'a générée la dérégulation néolibérale de la dernière décennie, et aussi de la vulnérabilité créée par la gravitation du capital financier et la prééminence des créanciers. Mais les promoteurs directs de l'agression n'ont été ni les banques, ni les fonds de pension, mais le lobby pétrolier et le complexe militaro-industriel. Le qualificatif de « parasites » convient à tous ces groupes et aussi au gros de la classe capitaliste.

A mon avis, l'attaque contre l'Irak obéit au besoin qu'ont les États-Unis de réaliser une phase de conquêtes qui réaffirmerait leur hégémonie. De même que le capitalisme nord-américain a été le protagoniste des grandes transformations

enregistrées depuis le début des années 1990 (saut qualitatif de la mondialisation, révolution informatique, dérégulation bancaire, re-colonisation de la périphérie, expansion géographique et sectorielle du capitalisme), il est aussi l'artisan principal des coups de force impérialistes.

C'est pourquoi, bien que Bush ait précipité la guerre pour donner un coup d'arrêt à la récession actuelle, son pari n'est pas conjoncturel. Une victoire militaire est devenue indispensable pour essayer de ressusciter la croissance des années 1990, avec stimulants fiscaux pour les groupes les plus puissants et incitations aux investissements des entreprises, fondées sur des remises en cause sociales. La démonstration d'une grande puissance de feu est, par exemple, la manière d'induire un prix du dollar qui préserverait l'entrée des capitaux aux États-Unis et permettrait en même temps une relance des exportations.

Il est faux d'interpréter l'invasion simplement comme une « aventure irrationnelle » des faucons de Rumsfeld. Toute la classe dominante nord-américaine soutient l'agression et la soutiendra tant que l'opération aura des chances de succès. Les divisions n'émergeront avec force que si la guerre s'enlise. Ce soutien de la classe capitaliste révèle que le bellicisme n'est pas qu'un « rideau de fumée » pour distraire la population des difficultés économiques, ou un expédient électoral pour gagner des voix grâce à des discours patriotiques. C'est un besoin métabolique du capitalisme nord-américain.

A cette étape, caractériser ce que sera l'impact économique de la guerre est prématuré. Les pronostics de Wall Street (« un conflit bref réactivera les affaires et la prolongation de la guerre affolera le prix du brut ») et des groupes impliqués dans l'économie de la mort (« la reconstitution de l'Irak stimulera à nouveau le niveau d'activité si les dépenses militaires n'excèdent pas le déficit fiscal ») sont très conjoncturels. En perspective, tout dépend du résultat du conflit. Ce ►

\* Professeur à l'université de Buenos Aires, porte-parole du collectif des « économistes de gauche » (EDI).

dénouement pourrait constituer un virage dans le développement ou dans l'échec définitif de la nouvelle étape du capitalisme qui a semblé se profiler dès les années 1990.

### Nature des « fissures dans le front impérialiste » et réactions anti-guerre

Pour clarifier la question des « fissures dans le front impérialiste » et établir des comparaisons par rapport au passé, il convient de mettre en évidence trois traits du conflit. D'abord, il ne s'agit pas d'une guerre impériale dans le sens que Negri assigne à ce terme, puisqu'elle n'oppose pas des forces appartenant à un même capital transnational. Le conflit confirme que les frontières ne se sont pas dissoutes et que les groupes capitalistes continuent de rivaliser sous la protection de leurs États. Il ne faut pas abuser non plus des analogies avec l'empire romain, parce que le fonctionnement et les contradictions du capitalisme contemporain diffèrent complètement des forces prééminentes durant l'Antiquité.

Deuxièmement, l'attaque contre l'Irak ne s'inscrit pas dans la logique des guerres inter-impérialistes qui ont prédominé jusqu'à la moitié du siècle passé, parce que la préparation d'un affrontement guerrier entre les grandes puissances n'est pas en vue. La tentative d'affaiblir un concurrent à travers un coup de force colonial est complètement différente de la préparation à un choc direct. Les États-Unis essaient de faire avorter le projet communautaire de leur concurrent européen et de subordonner définitivement le Japon. Mais pour le moment, quel que soit le dénouement, il ne rendrait pas la crise actuelle semblable à la période qui a précédé la Seconde Guerre, parce qu'aucune puissance ou coalition n'est en condition de préparer un défi militaire aux États-Unis.

C'est pourquoi l'analogie entre Bush et Hitler, que beaucoup de critiques de

l'impérialisme opposent à la ridicule parenté entre Saddam et le Troisième Reich que répand la presse nord-américaine, est aussi tape-à-l'œil que fausse. Il est certain que les délires mystiques de Bush rappellent Hitler, et que l'holocauste que peut déchaîner la machine de guerre nord-américaine dépasse tout ce que l'on a connu. Mais la guerre en cours est impérialiste et pas inter-impérialiste. C'est pour cela que je ne crois pas juste de définir l'impérialisme selon la vision classique, comme une étape (« terminale » ou non) du capitalisme, ni comme une période scellée par la répartition du monde, à travers des confrontations armées entre les principales puissances. Je crois que nous devrions aussi partir de cette caractérisation pour évaluer les projets du Pentagone contre la Chine et la Russie.

En troisième lieu, le cours de la guerre est en train d'illustrer les limites auxquelles sont confrontés les États-Unis pour agir en tant que puissance super impérialiste, c'est-à-dire sans adversaires significatifs et capables de se passer de grandes alliances pour exercer leur hégémonie.

Bien que Bush ait lancé l'offensive contre l'Irak en provoquant une crise inédite à l'OTAN et en mettant en danger l'existence future de l'ONU, les États-Unis ont besoin de reconstruire un réseau sérieux quelconque d'alliances pour agir en tant que puissance dominante, qui dépasse l'actuelle clownerie armée avec de petits pays pour soutenir l'attaque contre l'Irak.

L'élément le plus significatif de l'agression en cours est l'impressionnante réaction internationale contre le génocide. A la différence du Vietnam, ce rejet commence avant le conflit et non comme le résultat de son sanglant déroulement. Cette mobilisation exceptionnelle contredit la passivité prédominante durant les années 1990 face aux guerres du Golfe et des Balkans, et dépasse la portée de la résistance aux Pershing qui émut l'Europe entre 1981 et 1983. C'est

une résistance populaire qui est en position de faire échouer l'opération impérialiste.

Tout aussi remarquable m'apparaît l'existence d'un forum mondial qui impulse et coordonne les manifestations, parce qu'un mouvement de protestation contre la globalisation capitaliste est en train d'évoluer vers un combat frontal contre le militarisme impérialiste. Passer du rejet des banquiers à la mobilisation contre la guerre permet de développer la conscience anti-capitaliste naissante qui existe dans la nouvelle génération qui gagne les rues, en affrontant le néolibéralisme sans avoir subi le traumatisme politique qu'a représenté l'effondrement de l'ex URSS.

Il ne faut pas oublier que les guerres ont précipité, dans le passé, le renouveau du projet socialiste, et que cette perspective constitue une possibilité de la réalité actuelle. Mais pour avancer dans cette direction, une attitude politique claire des socialistes est nécessaire sur quatre fronts au moins.

On doit remettre en cause, d'abord, l'attente d'une solution progressiste surgie de la conformation actuelle de l'ONU, et l'occultation de la responsabilité de cet organisme dans le bain de sang en Irak.

En second lieu il faut polémiquer avec la croyance répandue que les gouvernements capitalistes d'Europe opposés à la guerre sont l'exemple à suivre, en oubliant leur complicité et leurs intérêts dans le coup de force impérialiste.

En troisième lieu, il convient d'adopter une attitude très critique face aux intellectuels contemplatifs ou cyniques qui ne mettent pas en valeur l'exceptionnel progressisme du mouvement de protestation contre la guerre.

Enfin, il convient d'établir dans chaque région les liens qui relient la lutte contre la guerre aux axes de la mobilisation populaire. Dans le cas de l'Amérique latine, ces ponts sont la bataille contre l'ALCA et contre le paiement de la dette externe. ■

# La guerre et les luttes de classe

Yasmine Mather\*

Étant donné la brièveté des délais impartis pour répondre aux questions, je vais me limiter à l'Iran. Depuis le début de l'invasion américano-britannique de l'Iraq, le gouvernement islamique iranien a déclaré qu'il suit une politique de « neutralité active ». Cependant, dans la mesure où nombre des alliés des États-Unis pour un « changement de régime en Irak » sont, en Iran, des exilés, et comme l'Iran est le seul pays de la région où l'État n'a fait aucune tentative d'« organiser » une protestation contre la guerre avant même le début des hostilités, beaucoup doutent de la sincérité de cette déclaration. Le gouvernement a finalement organisé une manifestation le 27 mars, plus d'une semaine après le début des hostilités, alors qu'enflait le soutien populaire aux blessés civils et que l'on commençait à douter d'une victoire rapide des Anglo-américains. En dépit de sa rhétorique constante contre l'Ouest, loin d'être « neutre », le gouvernement religieux de l'Iran a soutenu les plans politiques des États-Unis et de la Grande-Bretagne dans la région. Le régime n'a évidemment pas manqué de proclamer qu'il était contre « l'agression des États-Unis », mais il l'a fait tout en poursuivant des discussions approfondies avec le gouvernement britannique concernant le « changement de régime » en Irak. Le régime islamique de l'Iran veut s'assurer du rôle que joueront ses alliés parmi les Shias et les Kurdes d'Irak dans la future administration de Bagdad. L'isolement international de ce régime, mais aussi son impopularité en Iran même ne lui laissent pas d'autre choix que de soutenir les efforts de guerre des États-Unis et de Grande-Bretagne, même si certains, dans le sein même du régime et en dehors ont estimé que cette politique ressemblait à des « dindes qui voteraient pour Noël » Une erreur semblable a été commise en 2001, lorsque l'Iran a soutenu l'agression américaine en Afghanistan, espérant tirer

profit des changements dans la région. Cela n'a pas empêché Bush, aussitôt cette guerre terminée, de placer l'Iran dans l'« Axe du Mal », l'administration américaine précisant depuis qu'il se situait tout en haut de la liste de ses prochaines cibles.

## Pourquoi le régime islamique iranien adopte-t-il une telle position, impopulaire à l'intérieur et isolée sur la scène internationale ?

Vingt-trois ans après avoir pris le pouvoir, le clergé iranien gouverne un pays où l'écart entre riches et pauvres n'a jamais été aussi profond. Les statistiques officielles estiment le chômage à 16% : la vérité se situe bien au-delà. Des centaines de milliers d'ouvriers n'ont perçu aucun salaire dans les derniers mois ; le revenu de plus de 70% de la population se situe en dessous du seuil de pauvreté. La consommation de cocaïne, la prostitution, y compris celle des enfants sont parmi les questions sociales qui menacent directement l'existence de la société iranienne. L'expérience dite de la « réforme de l'intérieur » du gouvernement islamique, qui a débuté avec l'élection de Khatami en 1997, est considérée aujourd'hui comme un échec total, et ce, aussi bien par ses partisans que par ses adversaires. Après plus de deux décennies de loi fondamentaliste, l'Iran présente le plus puissant mouvement d'opposition séculière de tout le Moyen-Orient, et la plupart des gens identifient le gouvernement des « religieux » comme leur ennemi principal.

## Banqueroute de l'Islam politique en Iran

Si la révolution iranienne a marqué le début de la montée en puissance de l'« Islam politique », son échec en Iran, et la montée en force du mouvement d'opposition séculier signalent le début de sa chute dans ce pays. Le clergé qui a pris le pouvoir en 1979 est devenu l'État, et, en l'absence de toute politique économique islamique, cet État est devenu un État capitaliste du Tiers-monde

parmi d'autres, gouverné par des dictateurs. Les dettes massives vis-à-vis du FMI et de la Banque mondiale contraignent le gouvernement à suivre le programme économique dicté par le capitalisme mondialisé. Les privatisations, le chômage et les désastres sociaux qui leur sont associés constituent le quotidien de l'Iran. Tous les jours, des milliers d'ouvriers qui n'ont pas reçu de salaires depuis six mois, voire trois ans, manifestent hors de leurs lieux de travail. Les ouvriers au chômage, les victimes des privatisations (politique exigée par le FMI et la Banque mondiale, conditions mises aux milliards de prêts accordés au régime islamique) figurent parmi les opposants les plus déterminés. La jeunesse et les femmes, qui ont souffert de l'intervention de la religion dans tous les domaines de leur vie privée, se joignent aux forces qui s'opposent au régime.

La montée en puissance du mouvement fondamentaliste islamique en Iran doit beaucoup à la jalousie des marchands du bazar, incapables de constituer des fortunes comparables à celles, colossales, accumulées par les bourgeois industriels dans le régime précédent. Cette jalousie vis-à-vis du capital de « monopole » les a amenés à soutenir le clergé, qui est leur représentant idéologique traditionnel. Une fois au pouvoir, et pour survivre et prospérer au sein du capitalisme international, cette bourgeoisie devait inévitablement remplacer la bourgeoisie qu'elle avait déposée. Dans certains cas, lorsque l'expertise et le capital international étaient nécessaires à l'État islamique (l'État nationaliste), celui-ci a invité les capitalistes exilés ; parfois, il s'est efforcé de les remplacer.

Les mêmes qui avaient maudit le consumérisme et l'accumulation occidentaux sont devenus des consommateurs et, comme la modernité est à la fois irréversible et universelle, les marchands du bazar d'Iran, qui étaient si farouchement contre « l'Ouest » dans les années 1970, sont devenus les principaux capitalistes. L'économie d'un État capitaliste a besoin ▶

\* Animatrice du collectif Workers Left Unity, Iran.

d'une société organisée. La plupart des conflits internes au régime islamique qui se sont déroulés dans les années 1990-2003 traduisent la lutte contre ce qu'il y a d'inadapté dans un État religieux pour survivre au sein de l'ordre économique actuel. On trouve d'un côté ceux qui croient toujours en un gouvernement guidé par la Chari'a, de l'autre ceux (appartenant aussi aux forces religieuses) qui ont décidé que, pour survivre, il faut absolument aboutir à établir complètement des lois d'État capitaliste. Le président actuel appartient à cette dernière tendance.

D'autres désaccords se sont fait jour, typiques des cercles dirigeants, au sein des Majles islamiques, opposant les défenseurs du rôle de l'État et les défenseurs du libre marché. Dans les domaines économique et politique, le premier État islamique a été avant tout une dictature capitaliste avec une coloration « nationaliste » plutôt que religieuse. C'est ce que reflètent l'opposition à cet État et les luttes de classe du peuple iranien.

### La politique étrangère iranienne

La politique étrangère iranienne n'a jamais été une politique « anti-impérialiste », bien au contraire : elle a plutôt été le prolongement de la politique du Shah, poursuivant l'objectif de devenir un pouvoir régional, dominée par la compétition avec la Turquie, le Pakistan, l'Irak et l'Arabie saoudite, le tout avec des connotations nationalistes. Dans cet objectif, l'Iran poursuit une politique étrangère pragmatique plutôt qu'une politique islamiste, en dépit de toute la rhétorique développée par ses dirigeants. Dans la compétition féroce avec la Turquie, l'Iran a par exemple soutenu l'Arménie chrétienne contre l'Azerbaïdjan musulman, tout simplement parce que la Turquie avait soutenu ce dernier. L'Iran s'est opposée au gouvernement des talibans en Afghanistan, prétendant que ceux-ci donnaient une mauvaise image de l'Islam. En réalité, les tenants du Hezbollah au Liban se préoccupent assez peu de donner une image

flatteuse de l'Islam... Le problème était ailleurs : l'argent des Saoudiens et des Pakistanais, rivaux de l'Iran dans la lutte pour la domination de l'Afghanistan, venait soutenir les talibans ! L'Iran a conservé des relations raisonnables et des contacts avec Israël, en particulier parce que les ennemis de ses ennemis (les Arabes) doivent rester des amis.

Les dirigeants Iraniens ont évidemment fait largement état de leur soutien aux Musulmans opprimés du monde entier ; en pratique, leur totale méfiance vis-à-vis des groupes sunnites ne leur laisse d'autre choix que de soutenir une poignée de groupes Shia au Liban (avec le Hezbollah), des minorités de la communauté Shia en Irak et au Pakistan, dont la plupart sont des descendants d'Iraniens. En fait, le régime Iranien a abandonné récemment sa rhétorique islamique, en engageant le dialogue avec la Grande-Bretagne et les États-Unis à propos de la guerre en Afghanistan, ou en soutenant cette année, de manière voilée, le « changement de régime » en Irak. Tout cela signale que nous avons affaire à une dernière rupture dans cette politique.

### La guerre, les luttes des classes et l'avenir de la République islamique en Iran

En ce qui concerne l'Iran, et sans se prononcer sur l'avenir au pouvoir du régime islamique, nous sommes arrivés au bout de l'histoire du fondamentalisme islamique.

Par ailleurs, de nouveaux égarements menacent aujourd'hui le mouvement révolutionnaire : les illusions vis-à-vis de la démocratie occidentale, et l'égalité des femmes en son sein. Les jeunes, et certains secteurs du mouvement des femmes, bombardés par la propagande occidentale, ont bien des illusions sur la « démocratie occidentale ». Des segments de l'opposition, même parmi ceux qui se disent de gauche, ont choisi d'oublier que nombre de problèmes sociaux et économiques qui sous-tendent la nature dictatoriale du régime ont bien plus à

voir avec la nature capitaliste de l'État iranien qu'avec ses caractéristiques islamiques, et que cela ne peut être changé au prix d'un simple changement politique.

Dans les vingt dernières années, nous avons alerté à plusieurs reprises le mouvement révolutionnaire international de la menace que constituait le fondamentalisme, non seulement en ce qui concerne notre propre existence en Iran, mais aussi comme menace pesant sur la formation de mouvements révolutionnaires authentiques dans l'hémisphère austral, de l'Afrique du Nord à l'Asie du Sud-Est. Nous observons aujourd'hui la fin de l'Islam politique en Iran et en Afghanistan ; la guerre actuelle en Irak ne peut aboutir qu'à une augmentation du soutien apporté aux fondamentalistes islamiques dans les autres pays de cette vaste région.

En Iran, l'échec du gouvernement islamique a amené à une ascension sans précédent du sécularisme, et il y a tout lieu de croire que le régime s'y perdra. Mais une agression des États-Unis et de la Grande-Bretagne peut détourner la lutte des classes, et le nationalisme inévitablement associé à une telle agression peut prolonger la vie de ce régime.

En tout état de cause, nous avons la responsabilité :

1. d'utiliser l'expérience du gouvernement islamique d'Iran pour expliquer les défauts de l'Islam politique dans les domaines à la fois économique, social (la pauvreté, la corruption, le chômage, la prostitution...) et international (la rhétorique anti-occidentale tenant lieu d'anti-impérialisme authentique, qui ne peut qu'être anti-capitaliste) ;

2. de relier, en Iran, la lutte anti-capitaliste, la lutte de la classe travailleuse, avec les luttes quotidiennes pour la liberté et la démocratie, de montrer que la plupart des problèmes économiques, sociaux et politiques en Iran sont les conséquences inévitables de cette étape du capitalisme. ■

# Force et vulnérabilité des USA

Louis Gill\*

Avec le déclenchement de l'agression contre l'Irak malgré l'opposition du Conseil de sécurité de l'ONU et en violation du droit international, les États-Unis ont franchi un pas qualitatif dans l'escalade des moyens entrepris pour imposer leur superpuissance économique, politique et militaire au reste du monde. Ce pas constitue pourtant l'aboutissement d'une politique qui cherchait déjà à s'exprimer, quoique de manière encore timide, dès leur émergence comme puissance hégémonique devant se substituer à la Grande-Bretagne entre les deux Guerres mondiales. Le président Woodrow Wilson avait alors déclaré que les États-Unis fourniraient au monde le gouvernement unique dont il avait besoin. Cette politique a marqué, après la Deuxième guerre, les quarante-cinq années d'opposition à l'Union soviétique, au cours desquelles les États-Unis, selon les paroles de l'ex-président Richard Nixon, estiment avoir agi « en fondés de pouvoir de toute la civilisation occidentale ». Elle n'a cessé de s'affirmer depuis l'effondrement des régimes staliniens d'Europe de l'Est et de l'Union soviétique à partir de 1989.

Cette prétention à agir comme « fondés de pouvoir de la civilisation occidentale » a toujours été liée à l'approvisionnement en matières premières, en particulier en ressources pétrolières. Il est opportun de rappeler la doctrine proclamée en 1980 par le « pacifiste » James Carter, prix Nobel de la paix, alors qu'il était président des États-Unis : toute tentative d'obstruction de la distribution de pétrole serait considérée comme une menace visant les intérêts vitaux des États-Unis et de ses alliés, et tous les moyens nécessaires pour repousser cette menace devraient être employés, y compris la force militaire.

Après la guerre du Golfe arabo-persique, à la faveur de la dislocation de la Yougoslavie, c'est dans un premier temps

par l'élargissement du cadre et de la mission de l'OTAN, transformée en force d'agression multinationale sous leur commandement, avec l'accord servile de l'ensemble des pays capitalistes dont plusieurs étaient dirigés en Europe par des gouvernements se réclamant de la gauche, que les États-Unis ont imposé leur hégémonie, pesant en particulier de tout leur poids pour empêcher la constitution d'un système européen de défense. C'est par OTAN interposée, devant laquelle le Conseil de sécurité de l'ONU avait abdicué en lui confiant le mandat de faire appliquer ses résolutions sur la Bosnie, que les États-Unis ont imposé leur loi dans ce conflit, pour se substituer ensuite entièrement aux Nations Unies dans la crise serbe et s'engager unilatéralement dans une guerre d'agression non déclarée contre la Serbie malgré l'opposition de la Chine et de la Russie et sans résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Répétition générale en vue de l'intervention actuelle en Irak ? Un nouveau pas, décisif, allait être franchi avec la riposte aux attentats terroristes du 11 septembre. Ayant défini ces attentats comme « un acte de guerre » contre les États-Unis, le président Bush s'autorisait à y riposter militairement, prenant cette fois directement à sa charge, sans interposition de l'OTAN, l'agression militaire de l'Afghanistan et ordonnant aux pays alliés la marche à suivre à la faveur de l'ultimatum : « Vous êtes avec nous ou vous êtes contre nous ». Le rappel de ces faits permet d'apprécier la nature des derniers pas franchis. Ils s'inscrivent dans une continuité, même si leur ampleur et leur gravité leur donnent des traits de fuite en avant.

## Au Moyen-Orient, première étape d'une mise au pas générale

Sous des allures favorables au multilatéralisme, les États-Unis avaient jusqu'ici systématiquement joué la carte de l'action « coalisée », dans un cadre où ils avaient toujours l'initiative des actions menées et où celles-ci étaient placées sous leur commandement. Le coup de force du déclenchement unilatéral de la

guerre « préventive » contre l'Irak a montré qu'ils étaient prêts à se passer du traditionnel multilatéralisme de façade pratiqué jusqu'alors pour poursuivre, sous de faux prétextes dont personne n'est dupe, un double objectif. Celui du contrôle vital de leur approvisionnement en pétrole, avec la remise en selle des sociétés pétrolières états-uniennes maintenues à l'écart des ressources irakiennes depuis plus de dix ans par la loi Fédérale sur les sanctions, et de mise sous tutelle politique de l'Irak comme première étape d'une mise au pas de l'ensemble du Proche et du Moyen-Orient. Ce double objectif se confirme au vu des premiers gestes posés, tant sur le plan économique, par l'annonce de la volonté d'octroyer les contrats de reconstruction de l'Irak aux seules entreprises états-uniennes, que sur le plan politique avec le dévoilement du plan de mise en place d'un gouvernement « après Saddam » dirigé par un général de l'armée des États-Unis chapeautant un réseau de ministères, tous dirigés par des états-uniens auxquels seraient associés des conseillers irakiens, dans un cas comme dans l'autre en évacuant l'ONU. Il se confirme aussi par les « avertissements » servis à la Syrie à la suite de ses engagements déclarés de se placer « du côté de ses frères irakiens victimes d'une invasion illégale et injustifiable ». Ces gestes font apparaître comme encore plus dénuée de fondement la prétendue action concertée dont les États-Unis se réclament en invoquant l'appui d'une pseudo-coalition d'une trentaine de pays de poids relatif secondaire voire mineur sur la scène mondiale, dont bon nombre sont des dictatures ou ont été soumis au chantage, et de quinze autres pays qui « préfèrent conserver l'anonymat », alors que la plupart de leurs alliés traditionnels ont refusé de les suivre, y compris leurs voisins immédiats et partenaires au sein de l'ALENA, le Canada et le Mexique.

Il faut aussi apprécier les développements récents sur le terrain militaire à la lumière des manifestations de l'arrogance du puissant en dehors du champ de bataille : mépris des institutions internationales, de la convention de Genève sur ▶

\* Professeur et syndicaliste à Montréal, auteur de *Fondements et limites du capitalisme*, Boréal, Québec, 1996.

les prisonniers de guerre, refus de reconnaître la Cour pénale internationale chargée de juger et de condamner pays et individus en cas de crimes de guerre, refus de signer le protocole de Kyoto sur les gaz à effet de serre. Ardents défenseurs du libre échange en paroles, les États-Unis en ont renié les principes chaque fois qu'il en allait de leurs intérêts, en recourant à des mesures protectionnistes pour limiter les importations d'acier en provenance de l'Union européenne, de la Russie et du Japon et les importations de bois d'œuvre et de blé en provenance du Canada, et en octroyant de généreuses subventions à leurs fermiers, tournant ainsi le dos aux engagements pris en 2001 à Doha, au Qatar.

Pour tenter de réparer les pots cassés au sein du camp impérialiste, où l'alignement sur les États-Unis a été remis en question, mais surtout pour tenter de donner une légitimité à une éventuelle occupation militaire prolongée de l'Irak et en faire partager l'énorme coût à d'autres pays, Colin Powell, au moment où les troupes des États-Unis sont aux portes de Bagdad et que la victoire lui paraît imminente, a amorcé une première démarche. Fait significatif, il l'a fait à l'OTAN, laissant entendre qu'il y aurait une place dans la reconstruction de l'Irak pour certains alliés des États-Unis, mais n'acceptant pas de reconnaître à l'ONU plus qu'un rôle d'administration de l'aide humanitaire. Il est donc à prévoir que les tensions inter-impérialistes ne se résorberont pas vite, d'autant plus que le principal allié des États-Unis, la Grande-Bretagne, a exprimé un certain accord avec les autres pays de l'Union européenne pour réclamer que la reconstruction soit placée sous l'égide de l'ONU. Ces tensions s'intensifieront si la répartition de la manne pétrolière se fait à l'avantage des seules sociétés des États-Unis et que les pays comme la France et la Russie, dont les intérêts pétroliers actuels en Irak sont majeurs, en sortent perdants. Les contrats signés au cours de la dernière décennie malgré les sanctions de l'ONU et les négociations en cours, impliquant principalement la France et la Russie, mais aussi la Chine, l'Inde et le Canada, risquent en effet d'être déclarés illégitimes et annulés sous une tutelle des États-Unis sur l'Irak. Principaux créanciers de l'Irak, la France et la Russie sont également menacées du fait qu'en tant que futurs « fondés de pouvoir » de l'Irak, les États-Unis souhaiteraient que la dette extérieure de l'Irak, qui s'élève à plus de 100 milliards de dollars, soit annulée de manière à ne pas avoir à en assumer la

responsabilité. Les intérêts de la France et de la Russie n'ont sans doute pas été étrangers à l'opposition que ces deux pays ont livrée aux États-Unis au sein du Conseil de sécurité, sans vouloir faire abstraction des considérations politiques qui ont contribué à fonder cette opposition. Si secoué soit le front impérialiste par de tels affrontements actuels et potentiels, il serait faux de croire à la possibilité d'une résurgence de conflits armés inter-impérialistes, du moins dans un avenir prévisible, l'inégalité des forces étant gigantesque entre la superpuissance des États-Unis et les autres pays.

Une forte instabilité, qui a déjà commencé à se manifester dans plusieurs pays arabes, est par ailleurs sans nul doute à prévoir au Proche et au Moyen-Orient, surtout si ce sont les États-Unis, comme tout laisse croire qu'ils voudront le faire, qui exercent une tutelle politique sur l'Irak.

### La guerre ne va pas relancer l'économie, au contraire

Même si son influence n'est pas encore déterminante, il ne faut pas sous-estimer l'opposition qui s'exprime à l'intérieur même des États-Unis, tant dans les sphères dirigeantes que dans de larges couches de la population, une opposition qui ne pourra qu'aller en s'accroissant si la campagne militaire actuelle et une éventuelle occupation prolongée du territoire irakien après la chute du régime devaient faire de nombreuses victimes dans l'armée états-unienne, et que le front devait se déplacer vers un ou d'autres pays de la région, l'Iran et la Syrie étant déjà depuis longtemps pointés du doigt. Cette opposition est également susceptible d'être alimentée par un éventuel approfondissement des difficultés économiques actuelles et par une poursuite de la déprime boursière qui a déjà détruit les épargnes d'une vie entière pour nombre de personnes dont les régimes de retraite reposent sur la croissance boursière. Peut-on compter à cet égard sur la croissance en cours des dépenses militaires pour surmonter les tendances actuelles à la récession ? Je ne le pense pas.

Même si les dépenses militaires prévues dans l'actuel exercice budgétaire sont, à 400 milliards de dollars, supérieures aux dépenses militaires de tous les autres pays réunis, ce montant, si élevé soit-il, ne représente toutefois que 3,5% du PIB. À des fins de comparaison, il était en moyenne de 38% au cours des trois dernières années de la Deuxième Guerre

mondiale, de 13% en moyenne pendant la guerre de Corée et de 8% en moyenne pendant la guerre du Vietnam. Ces fortes dépenses militaires avaient contribué à faire passer le taux de croissance du PIB à une moyenne de 11% par année de 1940 à 1945, de 6% par année de 1950 à 1954 et de 4,5% de 1964 à 1973. Le taux de chômage pour sa part était passé de plus de 14% en 1940 à 1% en 1944, de 5% en 1950 à 3% en 1953 et de 4,5% en 1965 à 3,5% en 1969. Dans la guerre actuelle, à moins d'une forte intensification des hostilités, ce qui n'est pas à prévoir compte tenu de la force militaire nettement inférieure de l'Irak, on ne peut s'attendre à un tel effet de relance des dépenses militaires, ni de celui des activités de reconstruction d'après la guerre. Leurs avantages seront largement compensés par les coûts élevés du maintien d'un important niveau de troupes d'occupation pendant plusieurs années, évalués par l'Office du Congrès sur le budget à 500 milliards sur dix ans pour des effectifs de 200 000 militaires. Pour l'instant, c'est plutôt l'effet contraire que produit la guerre, par la baisse de confiance qu'elle entraîne et l'incertitude qui se traduit par la faiblesse et les oscillations du marché boursier. Ici, les analystes financiers se voudraient rassurants. On devrait selon eux s'attendre à une nouvelle forte hausse des marchés boursiers du fait qu'un montant équivalent à près de 30% de la capitalisation boursière, est actuellement investi sur le marché monétaire, c'est-à-dire dans des titres gouvernementaux. Ce sont des placements sûrs à court terme mais à bas rendement, faits dans l'attente de pouvoir se réinvestir dans le marché potentiellement plus lucratif des actions dès que l'incertitude sera résorbée. Pour apprécier une telle conjecture il faut rappeler qu'aux États-Unis, 45% de la « dette détenue par le public » est détenue par des étrangers qui, s'ils décidaient pour quelque raison que ce soit, y compris pour des raisons de tension politique, de retirer massivement ces fonds, provoqueraient une puissante crise de financement d'une économie qui a développé au cours des décennies une remarquable dépendance face à l'étranger. Cette portion de la dette publique détenue à l'étranger n'est qu'une composante de la position déficitaire nette de quelque 2 500 milliards de dollars des États-Unis à l'égard de l'étranger, toutes catégories d'investissement confondues. Dominant de manière écrasante le reste du monde et drainant ses ressources, les États-Unis n'en sont pas moins d'une grande vulnérabilité. ■

# L'Amérique impériale et la guerre

John Bellamy Foster\*

Le 11 novembre 2000, Richard Haass a présenté à Atlanta un papier intitulé « Amérique impériale ». Richard Haass était membre du Conseil national de sécurité et assistant spécial à la présidence à l'époque de Bush père; il a été nommé par le nouveau président George W. Bush directeur de la planification politique au Département d'Etat. Haass déclara ce jour-là que les Américains auraient besoin de « *re-concevoir leur rôle et de passer du traditionnel Etat-nation à une puissance impériale* », pour que les Etats-Unis parviennent à réaliser leur objectif de prééminence globale. Haass évita le terme « *impérialiste* » pour décrire le rôle de l'Amérique, préférant celui d'« *impérial* », puisqu'impérialiste renvoie à des notions « *d'exploitation, normalement à des fins commerciales* » et de « *contrôle territorial* ». Malgré cela, l'intention était parfaitement claire :

*« Plaider pour une politique étrangère impériale signifie appeler de ses vœux une politique étrangère qui vise à organiser le monde en fonction de certains principes concernant les relations entre Etats et les conditions des uns par rapport aux autres. Le rôle des Etats-Unis ressemblerait à celui de la Grande-Bretagne au XIX<sup>e</sup> siècle... La coercition et l'usage de la force relèveraient, normalement, du dernier recours. On pourrait ainsi appliquer au rôle de l'Amérique dans ce nouveau siècle ce que John Gallagher et Ronald Robinson écrivaient à propos du rôle de la Grande-Bretagne il y a un*

*siècle et demi: « La politique britannique a suivi le principe d'étendre son contrôle de manière informelle si possible, et de manière formelle si nécessaire. » (Richard N. Haass, www.brook.edu)*

L'existence d'un empire américain n'est pas un secret. Elle très largement, voire même universellement, reconnue dans la plupart des régions du monde, même si elle est traditionnellement niée par les autorités des Etats-Unis même. Haass plaideait cependant pour que Washington reconnaisse beaucoup plus ouvertement son rôle impérial, devant la population des Etats-Unis et du monde, afin de pousser ses ambitions impériales encore plus loin. « *La question fondamentale à laquelle la politique étrangère américaine doit continuer à répondre* », expliquait-il plus loin, « *est de savoir quoi faire avec un surplus de puissance et avec les avantages nombreux et considérables que ce surplus assure aux Etats-Unis* ». Ce surplus de puissance ne pourrait vraiment être utilisé qu'en reconnaissant que les Etats-Unis ont des intérêts impériaux, dans la même mesure que la Grande-Bretagne en avait au XIX<sup>e</sup> siècle. Le monde devrait par conséquent être informé du fait que Washington est prêt à « *étendre son contrôle* », de manière informelle si possible, formellement si nécessaire, pour garantir ce qu'il considère comme ses intérêts légitimes à travers le monde. Le dernier chapitre du papier de Haass s'intitulait « *L'impérialisme commence chez soi* ». Sa conclusion: « *Le plus grand risque auquel les Etats-Unis doivent faire face en ce moment... est qu'ils dilapident leur chance de faire advenir un monde favorable à leurs intérêts fondamentaux en en faisant trop peu. Entre un empire sous-étendu et un empire sur-étendu, le premier apparaît comme le plus grand danger.* »

Il y a toutes les raisons de penser que les arguments développés par Haass dans son « *Amérique impériale* » représentent dans leur ligne générale la vue actuellement dominante de la classe dirigeante américaine, partagée par l'Etat US qui, fondamentalement, sert les intérêts de

cette classe. L'opinion reçue aux Etats-Unis, après avoir nié durant de nombreuses années l'existence d'un empire états-unien, glorifie désormais « *l'empire américain* », avec son « *armée impériale* » et ses « *protectorats impériaux* ». Ce changement de position publique a commencé à la fin des années 90, lorsqu'il est devenu évident que non seulement les Etats-Unis étaient la seule superpuissance, après la disparition de l'Union soviétique, mais aussi après que l'Europe et le Japon sont moins en mesure de rivaliser économiquement avec les Etats-Unis, suite au ralentissement plus prononcé de leurs rythmes de croissance économique. De plus, l'Europe est alors apparue, avec la débâcle des guerres civiles yougoslaves, comme étant, même dans sa propre région, incapable d'agir militairement sans les Etats-Unis.

Après que Washington a lancé sa Guerre globale contre le terrorisme, au lendemain du 11 septembre 2001, les dimensions impériales de la politique étrangère américaine sont devenues de plus en plus visibles. L'empire américain est désormais présenté par les experts et les médias dominants comme un « *fardeau* » retombant sur les épaules des USA, suite à leur rôle sans précédent à l'échelle planétaire. On présente les Etats-Unis comme étant à la tête d'un nouveau type d'empire, qui serait séparé des intérêts nationaux, de l'exploitation économique, du racisme et du colonialisme, et qui n'existerait que dans le but de promouvoir la liberté et les droits humains. C'est ce que proclame par exemple Michael Ignatieff, professeur de politique des droits humains à la Kennedy School of Government de l'Université de Harvard, dans un article paru dans le *New York Times Magazine* du 5 janvier 2003 : « *L'empire américain n'est pas semblable aux empires des temps passés, construits sur des colonies, des conquêtes et le fardeau de l'homme blanc... L'empire du XXI<sup>e</sup> siècle est une nouvelle invention dans les annales de la science politique, un empire « light », une hégémonie globale dont les ornements sont des marchés libres, les droits humains et la démocra-*

\* John Bellamy Foster est un des éditeurs de la *Monthly Review*. Il est notamment l'auteur de *Marx's Ecology. Materialism and nature*, Monthly Review Press, 2000. Ce texte est une version légèrement révisée de son introduction au recueil d'articles de Harry Magdoff, *Imperialism without Colonies*, Monthly Review Press, 2003, publié à l'occasion du 90<sup>e</sup> anniversaire de celui qui fut, durant de nombreuses années avec Paul M. Sweezy, l'un des principaux animateurs de la *Monthly Review*. Parmi les ouvrages traduits en français de Harry Magdoff: *L'âge de l'impérialisme. L'économie de la politique étrangère des Etats-Unis*, Maspero, 1970 et *L'impérialisme: de l'époque coloniale à nos jours*, Maspero, 1979.



Samedi 22 mars 2003, manifestation nationale à Berne. A nouveau 50 000 dans la rue.

tie, dont le respect est imposé par la plus imposante puissance militaire que le monde ait jamais connu. »

Si l'on met de côté de tels propos grandiloquents, ce qui fait aujourd'hui que cet « empire du XXI<sup>e</sup> siècle » est une source d'inquiétude primordiale pour l'humanité, c'est la disposition croissante de Washington à utiliser sa puissance militaire sans rivale pour envahir et occuper d'autres pays, lorsqu'il considère que cela est absolument nécessaire pour atteindre ses objectifs. Mais, il y a déjà plus d'une décennie, un économiste indien, Prabhat Patnaik, observait que « pas un marxiste n'a jamais fait découler l'existence de l'impérialisme du fait qu'il y ait des guerres ; au contraire, c'est l'existence des guerres qui a été expliquée en terme d'impérialisme ». Une fois que la réalité de l'impérialisme a été replacée sur le devant de la scène suite à de telles guerres, il est donc nécessaire de revenir à la compréhension de ses causes profondes.

### L'impérialisme classique

Une des présentations de l'impérialisme britannique au XIX<sup>e</sup> siècle qui a eu le plus d'influence dans l'historiographie dominante est celle développée dans un article, « L'impérialisme du libre échange », écrit il y a un demi-siècle par les historiens économiques John Gallagher et Ronald Robinson<sup>1</sup>. Une partie de cette analyse a été utilisée par Haass pour étayer son « Amérique impériale ».

La thèse centrale de l'article de Gallagher et Robinson était simple : *l'impérialisme est une réalité permanente de l'expansion économique des temps modernes*. Ceux qui associaient l'impérialisme avant tout aux colonies et au colonialisme, et qui prenaient par conséquent la ruée [scramble] vers l'Afrique et l'expansion coloniale de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle comme base pour un modèle général de l'impérialisme, avaient tort. L'impérialisme britannique est fondamentalement resté le même, dans sa logique interne, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, malgré l'accent mis durant une période sur l'expansion du libre-échange, puis sur l'annexion de colonies durant une seconde phase. Comme le développent Gallagher et Robinson (dans le même passage d'où Haass a tiré sa citation) :

« La politique britannique a suivi le principe d'étendre son contrôle de manière informelle si possible, et de manière formelle si nécessaire. Qualifier une méthode d'« anti-impérialiste » et l'autre d'« impérialiste » revient à ignorer le fait que, quelle que soit la méthode, les intérêts britanniques ont été en permanence préservés et étendus. Le résumé habituel de la politique de libre-échange par la formule « le commerce, pas l'autorité » devrait en fait être développé ainsi : « le commerce avec un contrôle informel si possible ; le commerce avec l'autorité si nécessaire »... Malgré des tentatives de développer un « impérialisme à bon marché »,

les défis étrangers à la domination britannique en Afrique tropicale [à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle] et l'absence dans ces régions d'organisations politiques indigènes, d'ampleur et solides – qui avait été ailleurs d'une si grande utilité pour l'expansion informelle – ont dicté en fin de compte un passage à l'autorité formelle. »

Cette argumentation suggère que, pour celles et ceux qui veulent comprendre l'impérialisme britannique au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est l'« impérialisme de libre échange », et pas le colonialisme, qui devrait être au centre de leur attention. Ce n'est que lorsque les buts économiques de la Grande-Bretagne ne pouvaient pas être garantis par un contrôle informel qu'il y a eu recours, pour atteindre de tels objectifs, à l'impérialisme formel, ou colonisation – c'est-à-dire à l'usage direct et permanent du contrôle politique et militaire. Il a souvent été dit que « le commerce suit le drapeau » ; il serait beaucoup plus exact de dire qu'il y avait « une tendance générale du commerce britannique à suivre le drapeau invisible de l'empire informel ». Gallagher et Robinson considèrent que « la caractéristique spécifique de l'impérialisme britannique de libre-échange au XIX<sup>e</sup> siècle » est que son usage de sa force militaire, et de ses pouvoirs hégémoniques en général, était essentiellement limité à l'établissement de conditions sûres pour sa domination économique et son expansion.

L'exemple le plus clair d'un tel impérialisme informel a été le rôle de la Grande-Bretagne en Amérique latine au XIX<sup>e</sup> siècle. La Grande-Bretagne a maintenu son contrôle sur la région au travers de divers traités commerciaux et de relations financières, appuyés par la puissance maritime britannique. Comme l'expliquait le ministre des affaires étrangères britanniques, George Canning, en 1824 : « L'Amérique espagnole est libre et, si nous n'administrons pas nos affaires en dépit de tout bon sens, elle est anglaise. » Gallagher et Robinson considèrent que l'influence britannique a été exercée de manière à convertir de telles « régions en économies satellites complémentaires, fournissant à la Grande-Bretagne nourriture et matières premières, et assurant aux industries de

cette dernière des marchés en croissance. » Et lorsqu'elle n'avait pas d'autre moyen pour assurer sa domination, la Grande-Bretagne a toujours été prête à recourir à des interventions actives et directes – comme elle l'a fait de manière répétée en Amérique latine au XIX<sup>e</sup> siècle.

L'historien allemand reconnu Wolfgang J. Mommsen note dans ses *Théories de l'impérialisme*<sup>2</sup> que ce concept d'impérialisme informel a eu pour signification de construire un pont entre les approches non-marxistes et les approches marxistes, puisqu'il mettait l'accent sur la continuité historique de l'impérialisme comme manifestation de l'expansion économique (à ne pas confondre avec ses expressions politico-militaires plus formelles) :

« En reconnaissant qu'il existe de nombreux types informels de domination impérialiste, qui précèdent ou accompagnent l'établissement d'une autorité formelle, voire qui rendent cette dernière non nécessaire, la pensée occidentale [non-marxiste] sur la question de l'impérialisme s'est rapprochée de la théorie marxiste... En général, la plupart des théoriciens non-marxistes admettent aujourd'hui qu'une dépendance de type impérialiste peut très bien être le résultat d'influences informelles très diverses, particulièrement de nature économique. Les forces impérialistes n'étaient nullement obligées, dans la périphérie coloniale, de recourir en permanence à l'usage effectif de la force politique. En général, il suffisait que l'on sache que les groupes impérialistes pouvaient, en cas de crise, compter sur le soutien de la force métropolitaine. L'autorité politique formelle n'apparaît donc que comme la forme la plus particulière de la dépendance impérialiste, et non pas comme la forme la plus normale. »

Ironiquement, Gallagher et Robinson faisaient la différence entre leur approche et celle des classiques de John Hobson (développée en 1902 dans son ouvrage *Impérialisme, une étude*) et de Lénine (exposée dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, en 1916). Ils associent en effet les thèses de Hobson et Lénine avec un spectre plus étroit de cas impliquant un contrôle formel ou une domination coloniale. Ils argumentent



que Lénine en particulier, en faisant du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, marqué par l'apogée des annexions coloniales, un stade qualitativement nouveau du capitalisme – le stade monopolistique ou impérialiste –, en était venu à identifier l'impérialisme avec un contrôle formel plutôt qu'informel.

Cependant cette critique tombe à faux. En effet, Lénine lui-même avait souligné le fait que l'impérialisme n'implique pas nécessairement un contrôle formel, comme en témoignait, notamment, l'impérialisme britannique en Amérique latine au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. « Cette époque n'est pas seulement caractérisée par les deux groupes principaux de pays : possesseurs de colonies et pays coloniaux », remarquait-il. En fait, Lénine met l'accent sur « des formes variées de pays dépendants qui, nominalement, jouissent de l'indépendance politique, mais qui, en réalité, sont pris dans les filets d'une dépendance financière et diplomatique... les semi-colonies », et il cite des cas comme l'Argentine, qui était à ce point dépendant financièrement de Londres que ce pays en était virtuellement une colonie<sup>3</sup>.

L'existence d'un impérialisme informel de libre-échange (ou impérialisme sans colonie) n'a jamais constitué une énigme pour la théorie marxiste, qui considère l'impérialisme comme un processus historique associé à l'expansion capitaliste – et qui n'est que secondairement caractérisé par les formes politiques particu-

lières par lesquelles il se manifeste. La raison, dans l'œuvre de Lénine comme dans la plupart des théoriciens marxistes ultérieurs, de la caractérisation du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle comme le *stade* impérialiste n'a pas à voir de manière prépondérante avec le passage d'un impérialisme informel à un impérialisme formel, ni avec le simple fait des larges annexions perpétrées dans la périphérie à cette époque. Cela tient bien plus à l'évolution du capitalisme lui-même, qui s'est développé en un stade *monopolistique*, donnant naissance à un type qualitativement nouveau d'impérialisme. C'est cette analyse historique spécifique de l'impérialisme, comme manifestation du développement capitaliste dans toute sa complexité (économique/politique/militaire – centre et périphérie) qui a donné à la théorie marxiste de l'impérialisme son importance comme approche cohérente pour comprendre les tendances les plus profondes du système à la globalisation.

Dans cette interprétation, il y a l'idée que l'impérialisme est inhérent au capitalisme depuis ses origines. De nombreuses manifestations contemporaines du capitalisme, comme le développement du marché mondial, la division entre centre et périphérie, la compétition pour les colonies ou les semi-colonies, l'extraction de surplus, le contrôle sur les matières premières pour les orienter vers la métropole, etc. font partie du capitalisme, en tant que système global, ►

depuis la fin du XV<sup>e</sup> siècle. L'impérialisme, dans le sens le plus large, a sa source dans la dynamique d'accumulation du système (aussi fondamentale que la recherche du profit elle-même), qui encourage les pays situés au centre de l'économie capitaliste mondiale, et particulièrement les intérêts fortunés dans ces pays, à s'enrichir en s'appropriant les surplus et les ressources vitales de la périphérie – ce que Pierre Jalée a appelé *Le pillage du tiers-monde*<sup>4</sup>. Grâce à divers instruments de coercition, les économies satellites plus pauvres ont été – dès la période de conquête de la fin du XV<sup>e</sup> et du XVI<sup>e</sup> siècles – structurées de telle manière que leurs systèmes de production et de distribution ne servent pas tant leurs propres besoins que ceux des métropoles dominantes. Le fait de reconnaître l'existence de tels traits communs à l'impérialisme dans les différentes phases du développement capitaliste est cependant tout à fait compatible avec l'observation que s'est produit un changement qualitatif dans la nature et la signification de l'impérialisme. Ce changement a commencé au cours du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, et il a été suffisamment significatif pour amener Lénine à l'associer à un nouveau stade du capitalisme.

Les marxistes ont par conséquent souvent fait une distinction entre un impérialisme plus ancien et ce qui fut appelé le « nouvel impérialisme », débutant lors des dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. Deux faits essentiels distinguaient ce nouvel impérialisme : 1) l'écroulement de l'hégémonie britannique et une compétition exacerbée entre les divers pays capitalistes avancés pour le contrôle sur les territoires, à l'échelle planétaire ; et 2) l'importance croissante des entreprises monopolistiques – de grande ampleur, intégrant des firmes industrielles et des firmes financières – comme acteurs économiques dominants dans tous les Etats capitalistes avancés. Ces nouvelles entreprises mamouths cherchent, par leur nature même, à s'étendre au-delà des frontières nationales et à dominer la production et la consommation à une échelle globale. Comme le remarquait Harry Magdoff, « le besoin de dominer est une dimension intégrale du business ». Les firmes monopolistiques engagées dans cette lutte impérialiste ont très souvent été soutenues par leurs propres Etats nations. La théorie marxiste du nouvel impérialisme, avec son accent mis sur la montée des conglomérats géants, mettait donc le doigt sur les nouvelles conditions écono-

miques globales qui allaient émerger avec ce qui fut ultérieurement appelé les entreprises multinationales, ou globales. Tout cela allait constituer le contexte dans lequel des phénomènes plus anciens – comme l'extraction de surplus, la course au contrôle des matières premières et des ressources, la création de liens de dépendance économique dans la périphérie et la compétition ininterrompue entre puissances capitalistes rivales – allaient se manifester eux-mêmes sous des formes nouvelles et transformées.

C'est cette compréhension de l'impérialisme, comme une réalité historique du développement capitaliste, une réalité qui a adopté de nouvelles caractéristiques dans la mesure où le système lui-même a évolué, qui distingue le plus nettement l'approche marxiste des interprétations dominantes. Ces dernières voient le plus souvent dans l'impérialisme une simple politique et elles l'associent d'abord avec des actions politiques et militaires de la part d'Etats. Selon les vues dominantes les plus répandues (dont divergent des historiens économiques réalistes comme Gallagher et Robinson), l'impérialisme n'existe que dans le cas de contrôle politique et territorial ouvert, précédé par une vraie conquête militaire. A l'opposé, du point de vue marxiste, l'impérialisme ne se manifeste pas seulement au travers des politiques des Etats, mais également dans les actions des entreprises, ainsi que dans les mécanismes du commerce, de la finance et de l'investissement. Il implique un ensemble de relations de classe, y compris l'entretien de collaborateurs locaux, ou d'éléments *compradores*<sup>5</sup>, dans les sociétés dépendantes. Toute explication du fonctionnement de l'impérialisme moderne exige donc une description de l'ensemble du système du capitalisme monopolistique. De ce point de vue, le contrôle informel de pays de la périphérie du système capitaliste mondial, par des pays situés au centre de ce système, est aussi important qu'un contrôle formel. Les luttes pour l'hégémonie, et plus généralement les rivalités entre les Etats capitalistes dominants, sont continues, mais elles prennent des formes changeantes, selon les ressources économiques, politiques et militaires à leur disposition.

### L'Amérique impériale dans le monde de l'après-Guerre froide

Si, du point de vue marxiste, la caractéristique essentielle de l'impérialisme moderne réside dans la domination croissante des entreprises géantes, l'or-

donnement du pouvoir au sein du système, tel qu'il est reflété dans la position relative des divers Etats-nations, a néanmoins considérablement changé dans le temps. A la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles, la réalité dominante à l'échelle globale était le déclin de l'hégémonie britannique et la rivalité croissante entre les Etats capitalistes avancés qui en a découlé, conduisant aux Première et Deuxième Guerres mondiales. L'émergence de l'Union soviétique dans le contexte de la Première Guerre mondiale a constitué un défi extérieur pour le système, qui a finalement débouché sur la Guerre froide entre les Etats-Unis, qui étaient devenus après la Deuxième Guerre mondiale la nouvelle puissance hégémonique au sein de l'économie capitaliste mondiale, et l'Union soviétique. L'écroulement de cette dernière, en 1991, a laissé les Etats-Unis seule superpuissance. A la fin des années 90, les Etats-Unis avaient également pris le dessus sur leurs rivaux économiques. Comme l'a déclaré en 2001 Henry Kissinger dans *Est-ce que l'Amérique a besoin d'une politique étrangère ?*<sup>6</sup>, le résultat de tout cela au début de ce nouveau siècle est que les Etats-Unis ont acquis « une prééminence dont n'ont pas bénéficié même les plus grands empires du passé ».

Cela amène naturellement à poser la question de ce que les Etats-Unis vont faire de leur énorme « surplus de puissance ». La réponse de Washington, particulièrement après le 11 septembre, a été de poursuivre ses ambitions impériales au travers d'interventions renouvelées dans la périphérie planétaire, à une échelle jamais vue depuis la Guerre du Vietnam. En menant sa guerre impériale contre le terrorisme, l'Etat US est en sintonie avec les objectifs expansionnistes du business états-unien. Fin janvier 2003, *Business Week Online* présentait ainsi les avantages économiques découlant d'une invasion US de l'Irak : « Dans la mesure où l'armée des Etats-Unis contrôlera pour un certain temps les réserves irakiennes de pétrole et de gaz [qui sont les deuxième plus importantes à être connues dans le monde, après celles de l'Arabie Saoudite], les compagnies états-uniennes pourront être en lice pour une tranche lucrative de ce business. Elles pourraient également décrocher des droits de forage. » Les compagnies de service à l'industrie pétrolière, qui sont dominées par celles des Etats-Unis, pourraient « se sentir aussi victorieuses que les Forces spéciales US ». En réalité, l'objectif fondamental de telles invasions

militaires est un changement de régime et la restructuration qui s'en suit de l'économie de l'« Etat voyou » – appelé ainsi parce que se situant en dehors de l'ordre impérial défini essentiellement par les Etats-Unis – pour la rendre conforme aux exigences dominantes de l'économie capitaliste mondiale, exigences qui comprennent l'ouverture de ces ressources à une exploitation plus intensive.

Richard Haass, dont les responsabilités au sein de l'actuelle administration ont été étendues à celle de coordinateur américain de la politique pour le futur de l'Afghanistan, souligne dans son livre *Intervention*<sup>7</sup> qu'un changement de régime ne peut souvent être réalisé que grâce à une invasion militaire à large échelle, laissant le pays conquis en ruine, ce qui exige ensuite de s'engager dans une politique de « construction de nation [nation-building] » :

« Il est difficile de viser des individus particuliers avec une force militaire... Les efforts des Etats-Unis pour user de la force afin d'obtenir des changements de direction politique ont échoué dans des cas comme Kadhaï en Libye, Saddam en Irak et Aïdeed en Somalie. La force peut créer un contexte dans lequel un changement politique est plus probable. Mais sans des services de renseignements extraordinaires et une solide dose de bonne fortune, la force à elle seule a peu de chance d'aboutir à de changements politiques. La seule manière d'augmenter la probabilité de tels changements réside dans l'usage de formes hautement intrusives d'intervention, comme la construction de nation [nation-building], qui implique dans un premier temps d'éliminer toutes les oppositions et de s'engager ensuite dans une occupation qui permette la fabrication d'une autre société. »

Haass souligne qu'une telle occupation pour « construire une nation » [nation-building] exige de « battre et de désarmer toute opposition locale et d'établir une autorité politique qui bénéficie d'un monopole ou d'un quasi-monopole de l'usage légitime de la force ». (C'est la célèbre définition de Max Weber d'un Etat – mais imposée ici par une force envahisseur). Citant un analyste de la politique étrangère, Haass ajoute que cela implique par conséquent une occupation « de proportion impériale et peut-être de durée illimitée ».

C'est justement ce type d'invasion de « proportion impériale » et de durée incertaine qui semble actuellement être le principal point à l'ordre du jour de la

guerre contre le terrorisme menée par Washington. Dans le cadre des occupations et de la « construction de nation » qui suivent des invasions (comme dans le cas de l'Afghanistan), une forme ouverte de colonialisme, dans le sens le plus effronté du XIX<sup>e</sup> siècle, sera évitée. Il n'y aura pas d'annexions formelles et, enfin, un semblant d'autorité locale sera mis sur pied dès le début, alors même que l'occupation militaire directe se poursuit. Néanmoins un but essentiel, qui était autrefois atteint par le colonialisme dans sa forme classique, continuera à devoir être réalisé. Comme l'expliquait Magdoff :

« Le colonialisme, considéré comme l'usage direct de la force militaire et politique, a été essentiel pour redessiner les institutions sociales et économiques de nombreux pays dépendants, afin de les ajuster aux besoins des métropoles. Une fois que cela a été fait, les forces économiques – les prix internationaux, les systèmes commerciaux et financiers – suffisent pour maintenir, et même intensifier, la relation de domination et d'exploitation entre la métropole et la colonie. Dans ce contexte, il est possible d'accorder l'indépendance politique formelle à la colonie sans rien changer d'essentiel, et sans entrer trop sérieusement en conflit avec les intérêts qui avaient conduit à la conquête de la colonie. »

Un processus de ce type est en train de se passer en Afghanistan, et est désormais aussi envisagé pour l'Irak. Une fois qu'un pays a été complètement désarmé et refaçonné pour correspondre aux besoins des pays du centre du monde capitaliste, la « construction de nation » sera achevée et l'occupation arrivera probablement à son terme. Mais, dans les régions riches en ressources vitales comme le pétrole (ou qui sont considérées comme étant d'un intérêt stratégique pour avoir accès à ces ressources vitales), un passage, après une invasion, d'un impérialisme formel à un impérialisme informel pourrait être plus lent – ou ne se fera que dans une mesure très limitée. Le « contrôle informel », ou le mécanisme d'accumulation globale qui systématiquement favorise les nations du centre, constitue le moyen normal par lequel opère l'exploitation impérialiste de la périphérie. Mais cela exige, dans certains cas, des moyens extraordinaires pour ramener des Etats récalcitrants sur une voie conforme au marché et à la hiérarchie internationale du pouvoir, qui a les Etats-Unis à son sommet.

Actuellement, l'impérialisme américain apparaît comme particulièrement flagrant, parce qu'il est directement lié à

une guerre, et qu'il tend à une série sans fin de guerres dans le futur, destinées fondamentalement à réaliser les mêmes objectifs. Néanmoins, si nous voulons comprendre les forces sous-jacentes à l'œuvre, nous ne devons pas laisser ce militarisme aggravé et ces agressions nous distraire de la logique interne de l'impérialisme, qui est la plus évidente dans le fossé croissant en termes de revenu et de fortune entre les pays riches et les pays pauvres, et dans les transferts nets de surplus économique de la périphérie vers le centre, rendant ce fossé possible. La polarisation croissante de la richesse et de la pauvreté entre les nations (une polarisation qui existe aussi au sein des nations) est la réussite suprême du système à l'échelle globale. C'est aussi qui ce qui est en jeu, en dernier ressort, dans la lutte contre l'impérialisme moderne. Comme l'explique Magdoff dans *Imperialism without Colonies*, il y a une unité fondamentale de la domination économique, politique et militaire dans le cadre du capitalisme. Celles et ceux qui souhaitent s'opposer aux manifestations de l'impérialisme doivent reconnaître qu'il est impossible de défier une de ces dominations de manière effective sans remettre en cause toutes les autres – et par conséquent sans remettre en cause le système dans son ensemble.

1. J. Gallagher and R. E. Robinson, « The Imperialism of Free Trade », *Economic History Review*, 2<sup>e</sup> série, VI, 1953.

2. Wolfgang J. Mommsen, *Imperialismstheorien: ein Überblick über die neueren Imperialismustheorien*, Göttingen, 1977 (trad. en anglais: University of Chicago, 1982).

3. Lénine, *Oeuvres complètes*, tome 22, p. 284, Editions du Progrès, Moscou, 1977.

4. Pierre Jalée, *Le pillage du tiers monde*, F. Maspero, Cahiers libres, 1965 (nouvelle édition, avec postface, 1982).

5. *Comprador*: acheteur en espagnol. Le terme de « bourgeoisie compradore » est utilisé dans la littérature marxiste pour désigner les classes dominantes des pays coloniaux et semi-coloniaux, dont les intérêts sont étroitement liés à ceux des classes dirigeantes des pays impérialistes, et qui se détournent d'entreprises capitalistes dans l'agriculture et, encore plus, dans l'industrie, au profit de l'achat de la terre et de biens immobiliers, du commerce et de la pratique de l'usure. Elles contribuent ainsi à la perpétuation du sous-développement de leurs pays et elles ont un caractère profondément parasitaire.

6. Henry Kissinger, *Does America need a foreign policy? Toward a diplomacy for the 21<sup>st</sup> century*, New York, 2001.

7. Richard N. Haass, *Intervention: The Use of American Military Force in the Post-Cold War World*, éd. Révisée, Washington, DC: Brookings, 1999.

# Jénine : une enquête indispensable



**Ramzy Baroud**

**Searching Jenin:  
Eyewitness  
Accounts of the  
Israeli Invasion  
2002**

**Cune Press,  
Seattle, 2003**

Plus d'une année s'est écoulée maintenant, depuis que l'armée israélienne a envahi le camp de réfugiés de Jénine, a détruit ses maisons, tué beaucoup de ses habitants, et commis l'un des pires crimes de guerre de l'Intifada en cours, l'Intifada al-Aqsa. Grâce à une campagne réussie de distorsion et de manipulation des preuves, le Ministère israélien des affaires étrangères, avec l'aide des Etats-Unis, a réussi à cacher au monde les horreurs de Jénine, et pire encore, à intimider quiconque ose dire la vérité sur ce qui s'est passé là-bas.

Voici où se situent la signification et la portée de ce livre. *Searching Jenin* est le premier compte rendu systématique, grâce à des témoignages oculaires, des événements d'avril 2002. Deux autres livres ont été publiés en arabe, mais c'est le premier à l'être en anglais. Il replace les événements dans le contexte. Il met en lumière la vraie nature du crime, tout en ne tombant pas dans le piège tendu par les Israéliens, qui ont réussi à attirer la commission d'enquête des Nations unies dans une prétendue discussion académique sur la façon de décrire un massacre. Jénine n'a pas été seulement un massacre, c'était un acte inhumain d'une barbarie inimaginable, comme ce livre le fait clairement ressortir.

Ramzy Baroud, dans sa préface, fait remarquer fort justement que le livre ne répondra pas à la question de savoir combien de gens ont été tués. Il ne couvrira pas davantage tous les aspects de ce crime. Mais il délivre le message suivant, comme le dit un des témoins : « Ce que j'ai vu, ce sont des crimes, parfois plus grands qu'un tremblement de terre. » Et cela n'est pas une simple impression : toutes les facettes des actions israéliennes à Jénine peuvent être clairement identifiées comme des crimes de guerre, selon la convention de La Haye...

Parfois, au premier abord, les témoignages semblent ne pas en dire assez, comme si les survivants désiraient répri-

mer l'horreur plutôt que de la dire dans sa totalité. Mais l'économie de mots est souvent encore plus révélatrice de ce qui s'est passé. Rafidia al-Jamal est d'une certaine façon très laconique dans son témoignage, mais toute l'étendue de l'atrocité apparaît dans une phrase très courte qu'elle prononce. Ainsi, quand elle raconte comment elle a désespérément empêché son mari, qui lui avait sauvé la vie un moment plus tôt, de partir à la recherche de sa sœur : « N'y va pas, lui ai-je dit, elle est morte. » Et elle ajoute ensuite sèchement : « Mes enfants font des cauchemars. »

D'autres témoins, en particulier les mères, éprouvent le besoin de développer quand il s'agit des cauchemars de leurs enfants. Chacune avec sa façon de faire face à leur tourment persistant. Dans toute la Cisjordanie, et pas seulement à Jénine, des mères ont passé des nuits sans sommeil avec des enfants terrifiés pour avoir été témoins directs de la brutalité. A Jénine, Farid et Ali Hawashin sont des victimes typiques de cauchemars incessants, qui, selon leur mère, les hantent même en plein jour. En ce qui les concerne, c'est surtout le bruit qui perturbe leur tranquillité d'esprit : celui du haut-parleur qui est arrivé chez eux vers minuit, celui de l'entrée brutale dans leur maison, celui des hommes implorant les soldats avant d'être jetés dans la rue, et ensuite, le pire, celui des tirs, des gémissements des blessés et du silence des morts. Le bruit et la mort se répètent dans tous les témoignages de ce livre.

Avec ces témoignages auditifs et visuels, l'enquête sur Jénine continue à travers ce document très fort. C'est une recherche de la vérité, mais aussi d'autres choses. C'est la recherche de gens aimés qui ont disparu, longtemps après la fin du massacre. Ensuite, il y a la recherche d'un remède à la douleur du cauchemar. Et ces quêtes sont bien plus importantes que la question de savoir combien de personnes exactement sont mortes à Jénine. Même s'il n'y a pas de réponse à cette question, on sent que c'est le rapport qui fera le plus autorité.

Chaque lecteur retirera quelque chose de différent de ce livre. Pour moi, en tant qu'Israélien, ce qui est le plus dérangent et le plus convaincant c'est la description du comportement des soldats. C'est l'histoire d'une déshumanisation qui a fait rage à Jénine. Cela est parfaitement incar-

né dans les chroniques de Nidal Abu al-Hayjah rapportées par Ihab Ayadi. Après que Nidal a été blessé, alors qu'il gisait en appelant à l'aide, quiconque essayait de s'approcher pour l'aider était pris pour cible par des soldats israéliens. Il a saigné à mort comme beaucoup d'autres. Techniquement, il n'a pas été massacré, il a été torturé à mort. La précision mortelle des tireurs, comme moyen d'empêcher les opérations de sauvetage, est rapportée par d'autres témoignages dans ce livre... Ce mode d'action a été et est toujours mis en œuvre partout où il y a une opération israélienne dans les territoires occupés...

Il y a des façons de s'opposer à l'inhumanité de l'occupant. Voilà pourquoi des mères parlent fièrement des bébés nés après le massacre. La jeune femme enceinte Sana al-Sani a décidé d'appeler son bébé, si c'était une fille, Zuhur, qui signifie « fleurs ». Ce souhait est exprimé dans le livre après que Sana évoque un des plus horribles souvenirs racontés dans l'ouvrage. Son mari a été massacré sur les marches de sa maison, et pourtant ce n'est ni la vengeance ni le châtiment qui guide Sana, mais le rêve d'avoir une vie différente.

Mais est-ce que les fleurs comme la fille de Sana peuvent fleurir encore dans le « camp des martyrs », comme les survivants ont appelé ce qui fut un jour leur maison ? Les fleurs devront surmonter la désolation et le dépouillement. La plupart des maisons ont été détruites au cours de l'invasion. L'armée israélienne, après avoir chassé les forces de la résistance, a placé son artillerie près de la mosquée et a bombardé tout le camp sans distinction. De plus, pour s'épanouir là où la mort a régné, l'odeur devra d'abord s'évaporer...

C'est un livre qu'il faut lire, même si c'est difficile. La campagne contre la déshumanisation incessante des Palestiniens dans les territoires occupés ne peut pas se baser sur des slogans et des accusations générales. Il doit y avoir des réquisitoires, comme celui que nous avons là. Espérons qu'ils soulèveront bientôt une indignation publique suffisante pour pousser les gouvernements du monde entier à rivaliser dans leurs actions afin de sauver le peuple palestinien, avant qu'il ne soit trop tard.

*Ilan Pappé, historien,  
professeur à l'Université de Haïfa*